

**COMITÉ CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS  
ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES**

---

**DEUXIÈME À TRENTE-CINQUIÈME RAPPORTS  
SUR LE PROJET DE BUDGET-PROGRAMME  
POUR  
LA PÉRIODE BIENNALE 1974-1975**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 8A (A/9008/Add.1 à 34)



**NATIONS UNIES**

New York, 1974

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

# TABLE DES MATIERES

N.B. Dans le cas de rapports sur les conséquences administratives et financières de projets de résolution, le numéro et, au besoin, le sujet du point de l'ordre du jour pertinent, est indiqué dans la table des matières, le titre complet du point figure dans chaque rapport.

<u>Cotes</u>	<u>Titres</u>	<u>Pages</u>
A/9008/Add.1	<u>Deuxième rapport.</u> Traitement électronique de l'information et systèmes informatiques dans les organismes des Nations Unies .....	1
A/9008/Add.2	<u>Troisième rapport.</u> Locaux à usage de bureaux de l'Organisation des Nations Unies .....	7
A/9008/Add.3	<u>Quatrième rapport.</u> Emoluments des membres de la Cour internationale de Justice .....	15
A/9008/Add.4	<u>Cinquième rapport.</u> Etat d'avancement de l'étude de l'utilisation des effectifs du Secrétariat faite par le Service de gestion administrative .....	17
A/9008/Add.5	<u>Sixième rapport.</u> Incidences administratives et financières de l'inclusion du chinois parmi les langues de travail de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité (point 100 de l'ordre du jour) .....	23
A/9008/Add.6	<u>Septième rapport.</u> Centre du commerce international .....	25
A/9008/Add.7	<u>Huitième rapport.</u> Incorporation au traitement de base des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur du montant correspondant à cinq classes de l'indemnité de poste .....	27
A/9008/Add.8	<u>Neuvième rapport.</u> Incidences administratives et financières du projet de résolution présenté par la Troisième Commission dans le document A/9233 (point 53 de l'ordre du jour : Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale) .....	35
A/9008/Add.9	<u>Dixième rapport.</u> Montants estimatifs révisés comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions, par le Conseil du commerce et du développement durant la deuxième partie de sa douzième session, et par le Conseil du développement industriel à sa septième session .....	38

# TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Cotes</u>	<u>Titres</u>	<u>Pages</u>
A/9008/Add.10	<u>Onzième rapport.</u> Incidences administratives et financières du projet de résolution présenté par la Première Commission dans le document A/9278 (point 40 de l'ordre du jour : Convocation d'une Conférence sur le droit de la mer) .....	49
A/9008/Add.11	<u>Douzième rapport.</u> Proposition relative au transfert de New York à Genève du secrétariat du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants : montants estimatifs révisés pour le chapitre 2 des dépenses .....	53
A/9008/Add.12	<u>Treizième rapport.</u> Réorganisation de l'échelon le plus élevé du Secrétariat .....	55
A/9008/Add.13	<u>Quatorzième rapport.</u> Incidences administratives et financières du projet de résolution II présenté par la Quatrième Commission dans le document A/9338 (point 71 de l'ordre du jour : Question des territoires administrés par le Portugal) .....	58
A/9008/Add.14	<u>Quinzième rapport.</u> Incidences administratives et financières du projet de résolution présenté par la Sixième Commission dans le document A/9334 (point 89 de l'ordre du jour : Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-cinquième session) .....	60
A/9008/Add.15	<u>Seizième rapport.</u> Incidences administratives et financières du projet de résolution présenté par la Sixième Commission dans le document A/9335 (point 91 de l'ordre du jour : Conférence internationale de plénipotentiaires sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales) .....	63
A/9008/Add.16	<u>Dix-septième rapport.</u> Effets de l'instabilité monétaire persistante sur les budgets des organismes des Nations Unies .....	67
A/9008/Add.17	<u>Dix-huitième rapport.</u> Montants estimatifs révisés comme suite aux décisions prises par le Conseil du commerce et du développement durant la deuxième partie de sa douzième session et à sa treizième session .....	102



# TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Cotes</u>	<u>Titres</u>	<u>Pages</u>
A/9008/Add.18	<u>Dix-neuvième rapport.</u> Dispositions administratives concernant le Centre du commerce international .....	104
A/9008/Add.19	<u>Vingtième rapport.</u> Organisation des Nations Unies pour le développement industriel - Rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa septième session .....	107
A/9008/Add.20	<u>Vingt et unième rapport.</u> Incidences administratives et financières du projet de résolution I présenté par la Troisième Commission dans le document A/9398 (point 68 de l'ordre du jour : assistance en cas de catastrophe naturelles ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe) .....	110
A/9008/Add.21	<u>Vingt-deuxième rapport.</u> Proposition concernant une formation éventuelle du personnel international par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche .....	112
A/9008/Add.22	<u>Vingt-troisième rapport.</u> Incidences administratives et financières du projet de résolution III présenté par la Deuxième Commission dans le document A/9402 (point 50 b de l'ordre du jour : Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains) .....	116
A/9008/Add.23	<u>Vingt-quatrième rapport.</u> Incidences administratives et financières du projet de résolution I présenté par la Deuxième Commission dans le document A/9402 (point 50 de l'ordre du jour : Conférence-Exposition sur les établissements humains) .....	118
A/9008/Add.24	<u>Vingt-cinquième rapport.</u> Politiques et activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information .....	122
A/9008/Add.25	<u>Vingt-sixième rapport.</u> Etude du Service de gestion administrative concernant les besoins en personnel du Département des affaires économiques et sociales ...	125
A/9008/Add.26	<u>Vingt-septième rapport.</u> Incidences administratives et financières du projet de résolution B présenté par la Première Commission dans le document A/9361 (point 33 de l'ordre du jour : Désarmement général et complet) .....	127

# TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Cotes</u>	<u>Titres</u>	<u>Pages</u>
A/9008/Add.27	<u>Vingt-huitième rapport.</u> Incidences administratives et financières des projets de résolution B, C et D présentés par la Commission politique spéciale dans le document A/9232/Add.1 (point 42 de l'ordre du jour : Politique d' <u>apartheid</u> du Gouvernement sud-africain) .....	130
A/9008/Add.28	<u>Vingt-neuvième rapport.</u> Révision du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies .....	137
A/9008/Add.29	<u>Trentième rapport.</u> Incidences administratives et financières de l'inclusion de l'arabe parmi les langues officielles et les langues de travail de l'Assemblée générale et de ses grandes commission (point 104 de l'ordre du jour) .....	140
A/9008/Add.30	<u>Trente et unième rapport.</u> Incidences administratives et financières des projets de résolution contenus dans les documents A/L.707 et A/L.708 et du projet de résolution I présenté par la Quatrième Commission dans le document A/9417 (point 23 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux) .....	144
A/9008/Add.31	<u>Trente-deuxième rapport.</u> Enregistrement des traités et accords internationaux, automatisation des informations relatives aux traités et dotation en effectifs de la Section des traités du Service juridique .....	150
A/9008/Add.32	<u>Trente-troisième rapport.</u> Locaux à usage de bureaux à Genève .....	153
A/9008/Add.33	<u>Trente-quatrième rapport.</u> Montants estimatifs révisés pour divers chapitres des dépenses et des recettes ....	159
A/9008/Add.34	<u>Trente-cinquième rapport.</u> Incidences administratives et financières du projet de résolution présenté par la Deuxième Commission dans le document A/9403 (point 105 de l'ordre du jour : Convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies .....	167

x

x

x

Note - Pour les références concernant les documents désignés dans le présent supplément par une simple cote, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Annexes, point 79 de l'ordre du jour, répertoire des documents.

## SIGLES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
OIT	Organisation internationale du Travail
OMCI	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
OMS	Organisation mondiale de la santé
OUA	Organisation de l'unité africaine
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche



Deuxième rapport

Traitement électronique de l'information et systèmes  
informatiques dans les organismes des Nations Unies

/Original : anglais/

/26 septembre 1973/

1. Dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a émis l'avis 1/ que les demandes de crédits pour le Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques devraient être considérées dans le contexte du rapport à jour sur le traitement électronique de l'information et les systèmes informatiques que le Secrétaire général s'était engagé à présenter à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session. En conséquence, le Comité a recommandé qu'en attendant les crédits soient maintenus au montant de 1973, ajustés en fonction des augmentations de prix et autres, et qu'il ne soit pas statué pour le moment sur les propositions du Secrétaire général relatives aux effectifs, y compris la transformation en postes permanents de postes actuellement financés au moyen des crédits ouverts pour le personnel temporaire. Le Comité a ajouté qu'il se fonderait sur le rapport du Secrétaire général pour examiner les prévisions de dépenses que le Secrétaire général présentait pour 1974-1975 au titre du Centre international de calcul à Genève dans les paragraphes 28.250 à 28.254 du projet de budget-programme 2/.

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 8 et rectificatif, par. 28.17.

2/ Ibid., par. 28.87.

2. Dans le rapport dont est actuellement saisie la Cinquième Commission, le Secrétaire général rappelle que la création du Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques avait pour but d'élaborer et d'appliquer des principes généraux visant à assurer une utilisation économique et efficace de ces systèmes dans tous les services de l'Organisation des Nations Unies et dans tous ses domaines d'activité (A/C.5/1513 et Corr.1, par. 3).

3. Le Secrétaire général indique que des progrès ont été réalisés pour ce qui est d'adapter, d'adopter et d'utiliser des systèmes informatiques uniformes, et que l'on a de plus en plus recours aux applications du traitement électronique de l'information tant pour les opérations courantes (comptabilité, établissement des états de paie, dossiers individuels, etc.) que pour les travaux de fond. Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que certaines de ces applications avaient permis de réaliser des économies considérables en ce sens que les opérations avaient nécessité beaucoup moins de personnel qu'il n'en aurait fallu en l'absence d'ordinateurs. Les applications du traitement électronique de l'information ont également permis à l'Organisation des Nations Unies d'utiliser, dans plusieurs domaines d'activité de fond, des conceptions et des méthodes de travail qu'il n'aurait pas été possible d'appliquer sans l'aide d'ordinateurs.

4. Par ailleurs, il faut veiller à éliminer toutes les applications non rentables ou d'une utilité marginale. L'existence d'une capacité excédentaire encourage les départements à promouvoir des applications non essentielles. Par souci d'économie et d'efficacité, il faut donc veiller à ce que la capacité et la conception du matériel, qu'il s'agisse de l'unité centrale ou des périphériques, soient parfaitement adaptées aux besoins réels de l'Organisation. Ces besoins pourraient être évalués avec plus de précision si l'on appliquait un système de répartition des coûts entre les utilisateurs; le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général étudie cette éventualité.

5. Depuis la création du Centre international de calcul électronique de Genève, conformément à la résolution 2741 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1970, l'Organisation des Nations Unies s'est également heurtée au problème que pose la répartition optimale du volume de travail en matière de traitement électronique de l'information entre les installations de Genève et de New York. Cette répartition dépend de plusieurs facteurs, notamment le lieu où se trouve le service responsable de l'application et la nature de l'application elle-même (par exemple, le rapport entre le temps d'expérimentation et les besoins ultérieurs réels, ainsi que les questions d'urgence et de périodicité). Le Comité consultatif a appris que, contrairement aux prévisions initiales, il était en général plus efficace de traiter à New York les applications intéressant les services installés dans cette ville.

6. Ainsi, la mesure dans laquelle les applications du traitement électronique de l'information présentent pour l'Organisation des avantages substantiels et tangibles dépend, en grande partie, de la gestion intégrée de l'ensemble de l'opération.

### Cabinet du Directeur.

7. La mise en place d'un mécanisme central de gestion pour le traitement électronique de l'information était proposée par le Secrétaire général dans le rapport sur le traitement électronique de l'information dans les organismes des Nations Unies qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session (A/C.5/1378 et Corr.1). Prenant en considération le coût croissant du traitement électronique de l'information à l'Organisation des Nations Unies, le Comité consultatif a souscrit à la proposition du Secrétaire général, mais a recommandé que, dans une première étape, l'effectif du bureau comprenne deux administrateurs et deux agents des services généraux, au lieu de quatre administrateurs et trois agents des services généraux, comme le proposait le Secrétaire général 3/.

8. A l'appui de sa demande tendant à étoffer les effectifs du Cabinet du Directeur pour la période biennale 1974-1975, le Secrétaire général a fourni au Comité consultatif des renseignements supplémentaires sur l'utilisation des effectifs, qui indiquent que l'on mettra davantage l'accent sur des domaines tels que l'intégration des systèmes (de façon à éviter les doubles emplois), les politiques en matière d'acquisition et d'utilisation des ordinateurs, les méthodes d'établissement d'états, les directives et normes techniques et les systèmes de calcul des coûts.

9. Compte tenu des observations qu'il a formulées aux paragraphes 2 à 6 ci-dessus et des renseignements qui lui ont été fournis quant au volume de travail, le Comité consultatif a conclu que la création des deux postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur (1 D-1 et 1 P-4) demandés par le Secrétaire général pour 1974-1975 4/ était justifiée.

### Centre de calcul électronique de New York

10. Le tableau d'effectifs actuel du Centre comprend 40 postes inscrits au budget ordinaire. Dix d'entre eux (1 P-5, 4 P-4, 2 P-3, 3 P-2/1) sont actuellement financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire. Cet état de chose est imputable au fait que, depuis la création du Centre international de calcul électronique à Genève, le Secrétaire général a fondamentalement modifié sa conception des activités de traitement électronique de l'information dans les organismes des Nations Unies. Le Comité consultatif a examiné les effets de cette nouvelle orientation dans son dix-septième rapport à l'Assemblée générale sur le projet de budget pour l'exercice 1972 5/. Le Comité a mentionné, en particulier,

---

3/ Ibid., vingt-sixième session, Supplément No 8A, document A/8408/Add.16, par. 22.

4/ Ibid., vingt-huitième session, Supplément No 6 et rectificatif, par. 28.28.

5/ Ibid., vingt-sixième session, Supplément No 8A, document A/8408/Add.16, par. 9 à 15.

le rapport existant entre le volume de travail en matière de traitement électronique de l'information et la décision qui serait finalement prise quant à l'emplacement des services du Secrétariat. Le Comité est arrivé à la conclusion qu'il subsistait à ce stade des incertitudes quant au volume de travail futur du Centre de calcul de New York et qu'il serait donc prématuré d'accroître les effectifs permanents du Centre dans la mesure alors proposée par le Secrétaire général. En conséquence, le Comité a recommandé une méthode empirique, qui prévoyait le financement de 10 postes d'administrateur au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire.

11. D'après les statistiques figurant dans le rapport du Secrétaire général (A/C.5/1513 et Corr.1), le niveau actuel d'activité du Centre de calcul électronique de New York s'établit approximativement à 300 heures d'ordinateur par mois, avec quelques variations qui correspondent au cycle annuel d'activité de l'ONU. Au paragraphe 33 de son rapport, le Secrétaire général indique que, malgré l'augmentation des activités, les frais de location de matériel électronique ont été maintenus pendant deux années de suite au même niveau et que les effectifs du personnel affecté au Centre n'ont pas été augmentés. Le Secrétaire général pense qu'en 1974-1975 il faudra passer du régime d'exploitation actuel, correspondant à environ deux rotations d'équipes par jour, à un régime nécessitant près de trois rotations, et effectuer au besoin certaines opérations en fin de semaine.

12. Le Comité consultatif est arrivé à la conclusion que l'expérience des deux années écoulées avait révélé la nécessité d'affecter au Centre, à titre permanent, le personnel dont les postes ont jusqu'à présent été financés à l'aide de crédits ouverts pour du personnel temporaire. En conséquence, le Comité ne voit pas d'objections à la proposition du Secrétaire général 6/ tendant à transformer en postes permanents les 10 postes d'administrateur énumérés plus haut au paragraphe 10.

13. Cette transformation laisserait toutefois au Secrétaire général une marge suffisante, sur le plan des effectifs, pour faire face au volume de travail accru qu'il prévoit pour 1974-1975, puisque trois de ces 10 postes sont actuellement vacants. Dans ces conditions, le Comité consultatif estime que les postes nouveaux demandés par le Secrétaire général (3 postes d'administrateur et 6 postes d'agent des services généraux 7/) peuvent être ramenés à 3 postes d'agent des services généraux (y compris 2 G-5).

#### Centre international de calcul électronique de Genève

14. Le Comité consultatif a passé en revue les progrès réalisés par le Centre international de calcul électronique de Genève depuis la dernière session de l'Assemblée générale. En dépit de certains faits nouveaux positifs, le Centre de Genève demeure très insuffisamment utilisé (même avec une seule équipe par jour) et les coûts unitaires sont à peu près trois fois plus élevés qu'au Centre

---

6/ Ibid., vingt-huitième session, Supplément No 6 et rectificatif,  
par. 28.32.

7/ Ibid.



de calcul électronique de New York. De l'avis du Comité consultatif, cette situation appelle d'urgence des mesures correctives de la part du Secrétaire général et de ses collègues du Comité administratif de coordination.

15. Le Comité consultatif demeure convaincu que l'idée de l'existence à Genève d'un service interorganisations commun de traitement électronique de l'information est bonne. Cependant, certaines des hypothèses dont on était parti pour choisir le matériel et autoriser les dépenses initiales et renouvelables se sont révélées erronées dans la pratique. En particulier, le Secrétaire général s'est vu obligé, pour des raisons d'efficacité et de rendement, de maintenir à New York certaines applications qui initialement devaient être transférées à Genève; dans certains cas, ce problème était lié à la question de l'emplacement de divers services ou subdivisions. Les difficultés du Centre ont été aggravées du fait que certains organismes des Nations Unies ayant leur siège à Genève ont montré peu d'empressement à participer à ses travaux. Les prix unitaires élevés qui ont résulté de cet état de choses n'ont guère encouragé les organisations à accroître leur participation et, si l'on n'y remédie pas, cette situation risque fort de devenir un cercle vicieux.

16. Le Comité consultatif tient à souligner que ce n'est pas en confiant au Centre de nouvelles applications d'une utilité et d'un rendement douteux que l'on résoudra le problème. La solution consiste, au contraire, à inciter tous les organismes des Nations Unies qui ont leur siège à Genève à participer davantage aux activités du Centre, faute de quoi il faudra réduire la dotation en matériel, de même que les effectifs, pour qu'ils soient mieux en rapport avec les besoins actuels et pour qu'ainsi le Centre devienne rentable et constitue vraiment le service qu'avait en vue l'Assemblée générale lorsqu'elle a adopté sa résolution 2741 (XXV) le 17 décembre 1970.

17. Le Comité consultatif note avec une inquiétude particulière qu'au paragraphe 44 de son rapport (A/C.5/1513 et Corr.1), le Secrétaire général laisse entendre que l'OMS pourrait demander la réinstallation du Centre dans d'autres locaux. Seules des raisons particulièrement impérieuses pourraient justifier les dépenses supplémentaires considérables qui résulteraient d'une telle décision.

18. Le Comité consultatif estime que les mesures correctives nécessaires doivent être prises sans tarder. Il compte réexaminer les accords interorganisations relatifs au traitement électronique de l'information lorsqu'il se rendra à Genève au printemps de 1974.

#### Incidences budgétaires

19. Dans les paragraphes 9 et 13 ci-dessus, le Comité consultatif a approuvé le rétablissement de cinq des postes dont il avait recommandé la suppression lorsqu'il a formulé ses recommandations initiales relatives au chapitre 28 du projet de budget 8/. Si le rétablissement de ces cinq postes est approuvé par l'Assemblée

---

8/ Ibid., Supplément No 8 et rectificatif, par. 28.88 et 28.91.

générale, il faudra augmenter les montants recommandés par le Comité consultatif dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975, les augmentations étant respectivement de 125 000 dollars au chapitre 28 9/, de 26 000 dollars au chapitre 34 et de 26 000 dollars au chapitre premier des recettes.

20. La transformation en postes permanents de 10 postes actuellement financés à l'aide de crédits ouverts pour du personnel temporaire, approuvée par le Comité consultatif au paragraphe 12 ci-dessus, n'entraîne aucune modification sur le plan budgétaire.

21. Les incidences budgétaires d'un réexamen des activités du Centre international de calcul électronique de Genève ne peuvent être évaluées au stade actuel.

---

9/ Après application de l'abattement au titre des délais de recrutement recommandé par le Comité consultatif dans son premier rapport sur le projet de budget-programme (voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 8 et rectificatif, par. 42).

Troisième rapport

Locaux à usage de bureaux de l'Organisation des Nations Unies

/Original : anglais/

/19 octobre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les rapports du Secrétaire général sur les locaux de l'Organisation des Nations Unies à New York, à Genève et dans d'autres localités (A/C.5/1510 et A/C.5/1511 et Add.1), les rapports du Secrétaire général sur les gros travaux d'entretien et l'agrandissement du Palais des Nations (A/C.5/1512 et A/C.5/1518 et Corr.1 et 2) et le rapport du Corps commun d'inspection sur les locaux à usage de bureaux destinés aux fonctionnaires des Nations Unies à Genève (voir A/9164) ainsi que les observations y relatives du Secrétaire général (voir A/9164/Add.1). Plutôt que d'établir des rapports distincts sur tous ces textes, le Comité a décidé de traiter la question dans son ensemble et de soumettre, dans le présent document, un rapport unique sur les locaux de l'Organisation des Nations Unies.

A. Considérations d'ordre général

2. Au paragraphe 4 de sa résolution 2618 (XXIV) du 17 décembre 1969, l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général "de faire une étude systématique sur la possibilité et l'opportunité d'installer ... la totalité ou une partie de certains services de l'Organisation des Nations Unies ... ailleurs que dans les principaux centres où des services sont déjà établis". Dans un rapport sur la question, établi en application de la résolution 2895 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1971, le Secrétaire général, formulant des observations sur la décentralisation et sur la réinstallation de certains services de l'Organisation des Nations Unies ailleurs que dans les principaux centres où des services sont déjà établis, a déclaré qu'il comprenait que "mis à part le facteur coût, la décentralisation des activités peut contribuer à renforcer l'efficacité des programmes et encourager la participation locale", mais qu'il considérerait toutefois "qu'étant donné qu'il existe déjà cinq grands bureaux de l'Organisation

des Nations Unies, auxquels s'ajoutent les complexes plus restreints de Beyrouth et de Mexico, les centres permanents supplémentaires de quelque importance devraient être limités au strict minimum" (A/C.5/1458 et Corr.2 1/, par. 32).

3. Le Comité consultatif sait bien que, lorsqu'il s'agit d'installer un bureau quelque part, des considérations d'ordre politique et autres jouent un rôle important lorsqu'il faut prendre une décision. Le Comité espère, toutefois, que l'on prendra dûment en considération le facteur coût.

4. Le Comité reconnaît qu'il n'est pas toujours possible de déterminer ce facteur avec un quelconque degré de certitude. A ce propos, il note que le transfert de la Division des droits de l'homme de New York à Genève, que l'Assemblée générale avait approuvé à sa vingt-septième session, a été ajourné par le Secrétaire général afin que l'Assemblée puisse déterminer si l'évolution ultérieure de la situation financière, qui est en grande partie imputable aux fluctuations monétaires, est suffisamment importante pour que l'Assemblée soit fondée à revenir sur sa décision.

5. Un facteur qui caractérise toujours l'étude des locaux destinés aux fonctionnaires est le fait que, dans les projections concernant les besoins futurs en matière de locaux, on ne tient pas compte du nombre croissant de postes qui sont financés au moyen de fonds extra-budgétaires ni des répercussions qu'a l'augmentation de ces postes sur les locaux à usage de bureaux dont dispose l'Organisation des Nations Unies. Le Comité consultatif a été informé que plus de 500 fonctionnaires dont les postes sont financés au moyen de ressources extra-budgétaires sont installés actuellement dans les locaux de l'Organisation à New York, dont le coût est prévu dans le budget ordinaire. Plus de 300 fonctionnaires dont les postes sont financés au moyen de ressources extra-budgétaires sont installés actuellement au Palais des Nations à Genève. Le nombre des fonctionnaires dont les postes sont ainsi financés et qu'il a fallu installer dans les locaux que l'Organisation possède dans le monde se monte au total à 1 500 environ. La question se pose de savoir si le coût des locaux à usage de bureaux à fournir pour les fonctionnaires dont les postes sont ainsi financés doit être imputé sur le budget ordinaire ou couvert par les fonds extra-budgétaires. Il y a de nombreux facteurs juridiques, budgétaires et financiers à prendre en considération avant que l'on puisse adopter une décision de politique générale. Le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général étudie la question des locaux destinés aux fonctionnaires dont les postes sont financés au moyen de ressources extra-budgétaires et fasse connaître ses conclusions dans un rapport au Comité à sa session de printemps en 1974.

---

1/ Document de la vingt-septième session.

## B. Locaux au Siège

6. Le Comité sait bien qu'il est nécessaire et urgent d'obtenir des locaux supplémentaires au Siège.

7. Parmi les mesures adoptées pour remédier à la situation figure la location de 28 850 pieds carrés (2 680 mètres carrés) de locaux à l'extérieur dans le voisinage du Siège. Le Comité a appris qu'un bail avait été signé à raison de 5,55 dollars le pied carré (59,72 dollars le mètre carré), y compris les frais d'électricité et le coût des peintures à faire lors de l'emménagement. Il était prévu à l'origine de louer 13 000 pieds carrés (1 208 mètres carrés) à raison de 9,50 dollars le pied carré (superficie brute) /102,22 dollars le mètre carré (superficie brute)/. L'Organisation des Nations Unies devait occuper 8 000 pieds carrés (744 mètres carrés) de ces locaux et payer un loyer de 76 000 dollars dont le crédit avait été ouvert par l'Assemblée générale en 1973, et la location des 5 000 pieds carrés restants devait être imputée sur des ressources extra-budgétaires. Le Comité croit savoir que la location de 5 000 des 28 850 pieds carrés mentionnés plus haut est de même imputée sur des fonds extra-budgétaires.

8. Le Comité croit savoir que le bail de ces locaux loués (qui sont à présent entièrement occupés) viendrait à expiration à peu près au moment où la construction de l'immeuble de la United Nations Development Corporation devrait être achevée. Le Comité a été informé que les travaux de construction se poursuivent selon le calendrier établi et que l'ONU devrait pouvoir occuper des locaux dans l'immeuble de la Corporation en septembre 1975 au plus tard.

9. Le montant net du loyer que l'Organisation des Nations Unies devrait payer par pied carré (superficie brute) dans l'immeuble de la Corporation est estimé à présent à 7,37 dollars /79,30 dollars le mètre carré (superficie brute)/, contre un loyer net de 8,14 dollars le pied carré (superficie brute) /87,59 dollars le mètre carré (superficie brute)/ que le Secrétaire général prévoyait dans son rapport de l'an dernier sur cette question /A/C.5/1458 et Corr.1 et 2, par. 58 c)/. Il est entendu que le loyer net indiqué (qui ne comprend ni les frais d'entretien ni les frais d'éclairage, de chauffage, etc., dont le montant est actuellement débattu) concernerait un bail de huit ans, renouvelable sans augmentation du loyer pour des périodes de huit ans également, jusqu'à un maximum de 50 ans. Le bail ou un avenant supplémentaire comportera la faculté d'achat des locaux loués. Cette faculté est toutefois sujette au règlement des diverses difficultés que pose la capacité de la United Nations Development Corporation d'assurer le transfert des droits. Le Comité est d'avis que les conditions envisagées dans le bail sont acceptables.

## C. Locaux à Genève

10. Le Comité a appris qu'il n'y avait pas actuellement dans le complexe des Nations Unies à Genève de bureaux libres, mais il a reçu l'assurance que les locaux qui avaient été réservés à la Division des droits de l'homme demeureraient disponibles en attendant que l'Assemblée générale examine de nouveau la question du transfert de la Division.

11. Les locaux qui sont réservés à la Division des droits de l'homme et qui seraient mis à sa disposition sont actuellement occupés, à titre temporaire, par le secrétariat du Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui doit aller s'installer très prochainement à Nairobi. Le Comité a appris, toutefois, que le Programme continuerait d'avoir besoin, ce que l'on n'avait pas prévu jusqu'à une date récente, de locaux pour un bureau chargé de la liaison et des projets, et qu'il faudrait peut-être louer des locaux pour ce bureau. Au cas où il faudrait affecter au Bureau de liaison un grand nombre de fonctionnaires dont les traitements seraient imputés sur le Fonds pour l'environnement, ce fait devrait être pris en considération pour déterminer les arrangements financiers à prévoir pour fournir des locaux à usage de bureaux au personnel chargé de la liaison.

12. Le Comité consultatif croit savoir que le programme actuel de gros travaux d'entretien au Palais sera terminé en 1974, qu'un nouveau programme sera mis en train en 1976 et que les crédits nécessaires à cet effet seront demandés, selon qu'il conviendra, dans le budget-programme pour 1976-1977.

13. En ce qui concerne l'agrandissement du Palais, le Comité constate avec satisfaction que l'on s'est efforcé au maximum de suivre la suggestion qu'il avait formulée lorsqu'il avait recommandé d'accélérer l'attribution des derniers marchés afin d'éviter dans toute la mesure du possible l'effet de nouvelles augmentations des prix et d'achever les projets en cours dans les meilleurs délais. En conséquence de ces efforts, le Secrétaire général est arrivé à la conclusion que le coût total de la construction et de l'équipement de la nouvelle aile du Palais des Nations pouvait être maintenu dans les limites du montant estimatif approuvé, soit 127 millions de francs suisses (A/C.5/1518 et Corr.1 et 2, par. 2 et 3). Le Comité appelle l'attention sur la nécessité de veiller à ce que tous les travaux qui restent à faire soient exécutés selon les spécifications et dans les limites des montants approuvés.

14. Comme suite à l'autorisation que l'Assemblée générale lui a donnée à sa vingt-septième session 2/, le Secrétaire général a décidé de louer 56 673 pieds carrés (superficie nette) (5 267 mètres carrés) de locaux à usage de bureaux dans l'ancien bâtiment de l'OIT, que cette organisation doit quitter en 1975. Les plans actuels prévoient que les locaux seront en état d'être occupés par l'ONU et d'autres organismes au cours du deuxième semestre de 1976 (A/C.5/1511, par. 16, 20 et 25). Le loyer annuel serait, pour les locaux à usage de bureaux, de 44,55 dollars le mètre carré (superficie nette) /4,14 dollars par pied carré (superficie nette)/ et, pour le restaurant, de 29,70 dollars le mètre carré (2,76 dollars par pied carré). Les frais de rénovation, actuellement estimés à 2 310 231 dollars, seront à la charge des autorités suisses (A/C.5/1511, par. 21).

---

2/ A sa 2116ème séance plénière, le 19 décembre 1972, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Cinquième Commission, a approuvé la recommandation figurant au paragraphe 15 du rapport du Comité consultatif (Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8A, document A/8708/Add.17).

15. Le Secrétaire général a par ailleurs poursuivi les négociations qu'il avait entamées pour acheter à l'OIT les bâtiments du Petit-Saconnex et pour conclure un accord avec les autorités du canton de Genève pour la location du terrain. On ne sait pas encore au juste à combien se chiffreront les dépenses initiales et les dépenses renouvelables "qu'entraîneront l'acquisition, l'entretien et l'utilisation de ces bâtiments" (A/C.5/1511, par. 28). D'autre part, les autorités du canton de Genève n'ont pas décidé si l'Organisation des Nations Unies pourrait occuper ce terrain, ni pour combien de temps. Le Secrétaire général a besoin, pour prendre une décision, d'être fixé sur ces deux points. Il semblerait au Comité consultatif qu'un bail de location de terrain dont la durée serait inférieure à 10 ans ne serait pas une solution économique au regard du prix d'achat du bâtiment.

16. Le Comité a appris que le Secrétaire général n'avait pas donné suite à sa suggestion, approuvée par l'Assemblée générale le 19 décembre 1972, tendant à ce qu'il réexamine avec le Directeur général du FISE la décision prise antérieurement (c'est-à-dire la décision d'installer le FISE au Palais des Nations) en vue d'installer le bureau européen du FISE dans un autre bâtiment à Genève lorsqu'une occasion appropriée se présenterait" (A/C.5/1511, par. 30) 3/. Le Secrétaire général se propose de revoir la question avec le Directeur général du FISE lorsque des locaux deviendront disponibles soit dans l'ancien bâtiment de l'OIT soit dans les bâtiments du Petit-Saconnex (si l'ONU en fait l'acquisition). Le Secrétaire général envisagera également avec le Directeur général "la possibilité de demander au FISE un loyer pour les locaux qu'il occupe au Palais des Nations" (A/C.5/1511, par. 31).

17. Le Comité estime que cette question fait partie du problème plus vaste évoqué plus haut au paragraphe 5 sur lequel il faut prendre une décision de principe.

---

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 8A, document A/8708/Add.17, par. 6.



D. Rapport du Corps commun d'inspection sur les locaux de  
l'Organisation des Nations Unies à Genève

18. Le Comité consultatif a examiné le rapport du Corps commun d'inspection (voir A/9164) en même temps que les observations du Secrétaire général sur ledit rapport (voir A/9164/Add.1).

19. Dans son examen du problème, l'Inspecteur s'attarde longuement sur la question des normes d'occupation des locaux. L'Inspecteur a notamment constaté que l'absence de normes en ce qui concerne l'utilisation de la superficie dans l'ancien Palais a exercé une influence sur l'organisation des locaux de la nouvelle aile de bureaux (A/9164, annexe, par. 23) et que l'architecture de cette aile ne simplifie pas l'application de normes d'occupation uniformes (A/9164, annexe, par. 24). Le problème s'est compliqué du fait que le Palais abrite un grand nombre de services différents dont le personnel dépend de différentes autorités (A/9164, annexes, par. 26).

20. Le Comité ne partage pas l'avis que le Secrétaire général a exprimé dans ses observations, à savoir que "... l'opinion de l'Inspecteur est fondée sur l'hypothèse selon laquelle les normes et les pratiques adoptées pour le bâtiment du Siège à New York (bâtiment à usage de bureaux relativement moderne, construit sur la base de modules types) pouvaient être appliquées tout aussi facilement à Genève au Palais des Nations, qui a été construit bien des années auparavant, selon des conceptions architecturales très différentes et sur la base de normes d'occupation qui ne ressemblent en rien à celles que l'on applique dans les bâtiments à usage de bureaux construits de nos jours" (A/9164/Add.1, par. 7). Le Comité estime que l'Inspecteur reconnaît entièrement dans son rapport les difficultés que suscite l'architecture du Palais /"Etant donné la structure du bâtiment, il est indéniable qu'il serait difficile d'établir et impossible d'appliquer une norme fondée sur un nombre donné de mètres carrés" (A/9164, annexe par. 20)7/. L'Inspecteur s'est borné à énumérer, comme l'implique le titre de la sous-section en question - "Facteurs faisant obstacle à l'utilisation rationnelle des locaux au Palais" - les facteurs "qui font qu'il est plus difficile d'utiliser rationnellement les locaux à Genève qu'à New York" (A/9164, annexe, par. 25).

21. Le Comité est convaincu que les malentendus concernant les hypothèses de base sur lesquelles le rapport du Corps commun d'inspection repose peuvent être dissipés de façon à ne pas compromettre une évaluation effective de la portée et des recommandations du rapport.

22. En ce qui concerne les recommandations précises de l'Inspecteur, qui se trouvent à la fin de son rapport, le Comité a noté que le Secrétaire général avait volontiers accepté la plupart d'entre elles et que des mesures étaient prises, ou le seraient sous peu, pour y donner suite (recommandations 1, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10 et 11).



23. Le Comité croit comprendre que le Secrétaire général, en appliquant la recommandation 1 (création d'un service de planification et de gestion des locaux), veillera à ce que ce service demeure petit et fasse appel à des fonctionnaires déjà en poste pour exécuter les tâches "selon les besoins".

24. En ce qui concerne la recommandation 2, relative à l'approbation de la planification des locaux, le Comité partage l'opinion du Secrétaire général, à savoir que les décisions de principe concernant le transfert de grands services d'une localité dans une autre devraient être soumises à l'Assemblée générale mais que les décisions moins importantes peuvent être prises par le Secrétaire général lui-même en sa qualité de plus haut fonctionnaire de l'Organisation. Le Comité ne pense pas que cette opinion soit incompatible avec la recommandation de l'Inspecteur, qui a été tronquée dans le résumé qui en est fait dans le rapport du Secrétaire général.

25. Le Comité a appris qu'en ce qui concerne la recommandation 5 (des consultations devraient avoir lieu pour résoudre le problème des locaux de la CNUCED) une solution a été trouvée, qui prévoit l'attribution à la CNUCED de quelques locaux supplémentaires qui suffisent à ses besoins pour le moment.

26. Dans ses recommandations 9, 10 et 11, l'Inspecteur suggère que le Secrétaire général détermine le coût de la location et de la rénovation de la partie de l'ancien bâtiment de l'OIT sur laquelle l'ONU a pris une option ainsi que les conditions auxquelles l'ONU pourrait devenir propriétaire des bâtiments du Petit-Saconnex et louer le terrain sur lequel ils sont situés, et qu'il fasse rapport à l'Assemblée générale à ce sujet. Des renseignements récents sur l'ancien bâtiment de l'OIT sont donnés plus haut au paragraphe 14, et le Comité a appelé l'attention sur les considérations relatives à l'achat des bâtiments du Petit-Saconnex au paragraphe 15.

27. Selon la recommandation 12, le Secrétaire général devrait proposer des critères pour déterminer quels sont les services qui devraient quitter le Palais lorsque de nouveaux locaux deviennent disponibles et l'Assemblée générale devrait se prononcer sur ces critères. Le Comité estime comme le Secrétaire général que les changements de locaux dans une même localité peuvent faire l'objet de décisions administratives. Mais ils ne doivent pas être traités isolément les uns des autres. Comme l'Inspecteur l'a suggéré, il faudrait arrêter des critères en se fondant sur une analyse détaillée de la situation actuelle en matière de locaux et sur des prévisions concernant l'effectif et l'accroissement futurs tant du nombre des postes inscrits au budget que du nombre des postes financés à l'aide de ressources extra-budgétaires.

#### E. Autres localités

28. Le Comité consultatif a pris note des réponses de certains gouvernements concernant l'installation de services du Secrétariat dans des villes de leurs pays,

réponses qui sont exposées dans l'additif au rapport du Secrétaire général sur les locaux à usage de bureaux à New York, à Genève et dans d'autres localités (A/C.5/1511/Add.1 à 3). Le Comité a rappelé que le Secrétaire général avait examiné l'an dernier les considérations de principe dont il fallait tenir compte lorsqu'on étudiait la question de la décentralisation (voir plus haut par. 2 et 3) (A/C.5/1458 et Corr.1 et 2 et Add.1). Le fait que le Secrétaire général estime que les locaux qui seront bientôt disponibles à Genève, Vienne et New York suffiraient pour répondre aux besoins de l'ONU pendant plusieurs années encore, explique apparemment pourquoi il n'a pas jugé nécessaire d'examiner en profondeur les réponses des gouvernements concernant l'installation de services du Secrétariat dans des villes de leurs pays. Toutefois, le Comité consultatif suppose que le Secrétaire général ne négligera pas ces réponses lorsqu'il abordera l'examen de ses projets à long terme concernant les locaux à usage de bureaux.

29. Le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'état des projets concernant les locaux de l'ONU à Addis-Abeba, à Bangkok et à Santiago (A/C.5/1510), dans lequel il est indiqué que les nouveaux retards intervenus dans les travaux à Bangkok et à Addis-Abeba seront probablement rattrapés et que, dans ces deux localités, les fluctuations monétaires ont entraîné une augmentation des coûts.

30. Le Comité consultatif est convaincu que, si l'on prend des mesures d'économie et si les travaux sont terminés à temps, et étant donné l'importance de la provision pour imprévus incluse tant dans le projet de Bangkok que dans celui d'Addis-Abeba, il sera possible de maintenir le coût de ces projets dans les limites approuvées, malgré les répercussions des variations des taux de change.

31. En ce qui concerne le bâtiment supplémentaire qu'on envisage de construire à Santiago, le Secrétaire général n'a demandé aucun crédit pour 1974-1975 dans son projet de budget-programme. Dans son rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session, daté du 24 novembre 1971 <sup>4/</sup>, le Comité consultatif s'est déclaré convaincu que les questions touchant l'avenir de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (qui serait l'un des principaux occupants du bâtiment proposé) et le financement de ses locaux, devaient être tranchées avant que la décision définitive puisse être prise de faire entreprendre la construction du nouveau bâtiment envisagé. Ces questions feront l'objet de prochaines consultations entre le PNUD et l'ONU et lors d'une session spéciale de la CEPAL à New York; le Comité consultatif compte qu'il sera à nouveau consulté après que ces réunions auront eu lieu.

---

<sup>4/</sup> Ibid., vingt-sixième session, Supplément No 8A, document A/8408/Add.11, annexe.

Quatrième rapport

Emoluments des membres de la Cour internationale de Justice

/Original : anglais/

/22 octobre 1973/

1. Le Comité consultatif a examiné le rapport du Secrétaire général sur les émoluments des membres de la Cour internationale de Justice (A/C.5/1516) et les autres éléments d'information qui lui ont été communiqués.
2. Dans son rapport, le Secrétaire général recommande de porter le traitement des juges de la Cour internationale de Justice de 35 000 dollars (montant fixé en 1972) à 45 000 dollars par an pour l'année 1974, et d'augmenter dans la même proportion les honoraires journaliers et l'indemnité de subsistance des juges ad hoc (représentant le 1/365ème du traitement d'un juge) : les honoraires journaliers passeraient ainsi de 67 dollars à 80 dollars et l'indemnité de subsistance versée aux juges ad hoc qui ne résident pas normalement à La Haye passerait de 29 dollars à 43 dollars par jour. Les indemnités de fonction du Président de la Cour et du Vice-Président (lorsqu'il exerce les fonctions de Président) seraient augmentées dans la même proportion : elles seraient portées de 8 400 dollars à 11 000 dollars par an pour le Président et de 53 dollars à 68 dollars par jour pour le Vice-Président (lorsqu'il exerce les fonctions de Président), jusqu'à concurrence d'un montant annuel maximum de 6 800 dollars.
3. Bien qu'aucun critère systématique n'ait été appliqué au cours des années aux fins de la révision des émoluments des juges, on a toujours reconnu que ces émoluments entraient dans une catégorie à part. Le Comité consultatif considère que cela est tout aussi vrai aujourd'hui.
4. Lorsqu'il a examiné les propositions du Secrétaire général, le Comité consultatif a noté que, depuis que le traitement actuel des juges a été approuvé par l'Assemblée générale, le pouvoir d'achat correspondant s'est considérablement

---

\* Incorporant le document A/9008/Add.3/Corr.1 du 24 octobre 1973.

amenuisé du fait de la baisse du dollar par rapport au florin 1/. Ce facteur, combiné aux données fournies par le Secrétaire général à l'appui de ses propositions concernant les traitements, indemnités et honoraires des juges, a amené le Comité à conclure que lesdites propositions étaient adéquates et acceptables. Le Comité recommande donc que le traitement net des membres de la Cour internationale de Justice soit porté, à compter du 1er janvier 1974, de 35 000 à 45 000 dollars par an, les honoraires et indemnités étant relevés dans la même proportion.

5. Le Secrétaire général a également suggéré que l'Assemblée générale l'autorise, "lorsque la moyenne pondérée des ajustements aura augmenté (ou diminué) de 5 p. 100 ou plus, à réviser chaque année les traitements des juges dans les mêmes proportions à compter du 1er janvier" (A/C.5/1516, par. 11).

6. Lorsqu'il a examiné cette suggestion, le Comité a émis l'avis que le fait de lier systématiquement les traitements des juges à l'évolution d'un indice établi pour la fonction publique internationale ne serait pas conforme au caractère particulier des traitements des juges si souvent souligné par le Comité.

7. Le Comité a également pris en considération le paragraphe 5 de l'article 32 du Statut de la Cour internationale de Justice, aux termes duquel les traitements, allocations et indemnités des juges qui sont fixés par l'Assemblée générale "ne peuvent être diminués pendant la durée des fonctions". Un mécanisme qui prévoirait l'augmentation, ou la diminution, des traitements des juges serait incompatible avec cette disposition et le Comité ne serait pas non plus favorable à un arrangement qui prévoirait seulement des augmentations.

8. Le Comité ne peut donc approuver la suggestion du Secrétaire général tendant à ce que celui-ci soit autorisé à réviser les traitements des juges en fonction de l'évolution de la moyenne pondérée des ajustements.

9. Le Comité ne voit pas d'objection à la proposition du Secrétaire général visant une augmentation des pensions proportionnelles à l'augmentation proposée pour les traitements (A/C.5/1516, par. 14). Toutefois, pour des raisons analogues à celles qui sont exposées plus haut au paragraphe 6, le Comité pense qu'il serait inopportun de lier, d'une manière ou d'une autre, les ajustements des pensions aux mouvements de la moyenne pondérée des ajustements.

10. Si l'Assemblée générale approuve les augmentations ci-dessus des émoluments et des pensions des juges, un crédit supplémentaire de 478 000 dollars devra être ouvert au chapitre 24 du budget pour la période biennale 1974-1975 (A/C.5/1516, Annexe II, par. 2).

---

1/ "... la valeur des traitements des juges, en florins, ne représente que 69,7 p. 100 de ce qu'elle était en janvier 1972" (A/C.5/1516, par. 4).

Cinquième rapport

Etat d'avancement de l'étude de l'utilisation des effectifs du Secrétariat  
faite par le Service de gestion administrative

/Original : anglais/

/23 octobre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement de l'étude de l'utilisation des effectifs du Secrétariat faite par le Service de gestion administrative (A/C.5/1508).
2. Au cours des quatre années écoulées, le Service de gestion administrative a eu pour tâche principale d'étudier l'utilisation des effectifs du Secrétariat. Outre qu'il a étudié 30 grands services, il a également fourni des services consultatifs en vue d'améliorer l'efficacité et la productivité des services du Secrétariat.
3. La partie du rapport qui a trait à l'application des recommandations du Service de gestion administrative ne fournit pas suffisamment de renseignements sur la nature des recommandations qui n'ont pas été appliquées et sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été appliquées. La situation est encore obscurcie par le fait que les tableaux indiquant l'état de l'application des recommandations du Service se réfèrent à des fractions de recommandations.
4. Le Comité consultatif a constaté que, dans certains cas, la décision finale de ne pas appliquer une recommandation donnée était fondée sur des considérations d'ordre politique ou sur d'autres facteurs qui, pour l'essentiel, échappent au contrôle du Secrétaire général.
5. Toutefois, il semble clair au Comité qu'il y a également des cas de non-application dont les raisons doivent être cherchées ailleurs. Ainsi, au paragraphe 27 du document A/C.5/1508, le Secrétaire général dit qu'une recommandation du Service de gestion administrative tendant à affecter certains fonctionnaires

spécialisés des services de conférence à d'autres tâches, à l'intérieur du Département, lorsqu'ils ne sont pas employés aux travaux pour lesquels ils ont été initialement recrutés, n'est pas applicable. Le Comité consultatif ne peut accepter cette conclusion. Si un groupe de fonctionnaires est insuffisamment occupé - comme cela semble être le cas ici - il est dans l'intérêt d'une bonne gestion de faire des efforts sérieux pour leur permettre d'assumer des responsabilités supplémentaires pendant leurs périodes creuses. Au besoin, les fonctionnaires en question devraient recevoir une formation complémentaire pour leur permettre d'être plus mobiles et d'accroître leurs compétences.

6. D'autre part, dans certains cas, des départements ne parviennent pas à s'entendre quant au tableau d'effectifs auquel il convient d'inscrire tel ou tel poste; il n'est pas tenu de statistiques du travail, en dépit des recommandations du Service, et des techniques de gestion améliorées n'ont pas été adoptées. En fait, parmi les recommandations du Service de gestion administrative qui n'ont pas été appliquées, un grand nombre tendent à améliorer la gestion.

7. L'expérience a montré que les études faites par le Service de gestion administrative perdent souvent toute utilité, ou une grande partie de leur intérêt, du fait du retard avec lequel les recommandations du Service sont examinées et appliquées. Un rapport du Service de gestion administrative soumis en novembre 1971 est encore à l'étude; il s'agit sans doute d'un cas extrême, mais des retards importants ont également été enregistrés dans le cas de plusieurs autres rapports du Service. En outre, il ressort clairement du document A/C.5/1503 que certaines recommandations du Service de gestion administrative acceptées par tous les intéressés n'ont pas toujours été appliquées aussi rapidement, aussi pleinement et aussi efficacement qu'on pouvait le souhaiter. Les recommandations figurant dans les rapports du Service de gestion administrative ont été formulées à l'issue de consultations avec les départements intéressés et après que les facteurs qui entrent en jeu aient été dûment pris en considération. Une fois qu'elles ont été approuvées par le Secrétaire général, c'est aux départements intéressés de les appliquer. Si, par la suite, certaines recommandations perdent apparemment leur validité du fait de l'évolution de la situation, la question devrait être rapidement réglée par voie de consultations entre toutes les parties intéressées.

8. Dans les paragraphes 6 à 8 de son rapport, le Secrétaire général indique l'état d'avancement de l'étude sur l'utilisation des effectifs du Département des affaires économiques et sociales. Au paragraphe 8, il précise qu'il a formulé dans un rapport distinct (A/C.5/1506) **ses conclusions sur la structure administrative** de ce département. Le Comité consultatif note que, d'après le paragraphe 19 de ce document, le Secrétaire général a l'intention de soumettre à l'Assemblée générale, à sa présente session, ses recommandations finales quant à la répartition et à l'utilisation les plus efficaces des ressources en personnel du Département des affaires économiques et sociales.

9. Le Comité note que, comme suite à la demande faite par la Cinquième Commission, le rapport du Secrétaire général concerne uniquement l'étude de l'utilisation des effectifs et ne vise pas à rendre compte de l'ensemble des

activités du Service de gestion administrative. Le Comité consultatif s'est toutefois renseigné plus avant sur le futur programme de travail du Service, que l'on trouvera joint en annexe au présent rapport. Certaines indications quant à ce programme de travail figurent également dans le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 : au paragraphe 28.10 de ce document, il est dit que "quand les études sur l'utilisation des effectifs seront achevées, le Service accordera la plus haute priorité au contrôle de l'application des diverses recommandations approuvées par le Secrétaire général et à la fourniture d'une assistance aux services intéressés" 1/. On trouve également mentionné dans ce même paragraphe un nouveau projet visant à établir des normes d'activité en ayant recours à des techniques de quantification. Le Comité consultatif croit comprendre que ce projet est actuellement mis en route et il espère qu'il conduira à une productivité accrue. Il espère également que le Service de gestion administrative donnera la priorité à l'établissement d'une version à jour de la publication intitulée Organisation du Secrétariat.

10. Le Comité consultatif approuve le changement d'orientation implicite dans le futur programme de travail du Service. Ce changement d'orientation, faisant suite à l'achèvement des études initiales, met toutefois bien en lumière la nécessité de revoir la structure et les méthodes du Service de gestion administrative. Le Comité consultatif a donc appris avec satisfaction que le Secrétaire général comptait faire entreprendre ce travail cette année et il espère qu'il n'y aura pas de retard. De l'avis du Comité, le Service de gestion administrative existe depuis assez longtemps pour qu'une telle réévaluation soit souhaitable. Les résultats de cette réévaluation devraient être précieux pour guider les projets et activités futurs du Service de gestion administrative.

11. En dernier ressort, toutefois, le travail du Service de gestion administrative - quel que soit son programme et quelle que soit la qualité du personnel et des ressources dont il dispose - ne présentera guère d'utilité et la valeur de ses services sera sérieusement compromise s'il ne bénéficie pas de l'appui efficace et sans réserve de l'Administration, dans toute l'Organisation.

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 6 et rectificatif.

## ANNEXE

### Programme de travail du Service de gestion administrative

1974

#### A. Contrôle sur place de l'application des recommandations

1. Service juridique
2. Cabinet du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion
3. Bureau des Services généraux
4. Bureau du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie
5. Centre de l'information économique et sociale a/
6. Bureaux extérieurs du Service de l'information a/
7. Centre de calcul de New York
8. Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales
9. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil<sup>4</sup> de sécurité a/
10. Division des droits de l'homme a/
11. Bureau des services financiers a/
12. Bureau des services du personnel a/
13. Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale a/
14. Missions spéciales a/
15. Département des affaires économiques et sociales a/
16. Bibliothèque a/
17. Cabinet du Secrétaire général a/

---

a/ Sous réserve que les recommandations du Service de gestion administrative soient approuvées.



- B. Contrôle ultérieur de l'application des recommandations dans les services où un premier contrôle a été effectué
- C. Etudes de productivité
- 18. Bureau des services généraux (certains services)
  - 19. Bureau de statistique (certains services)
  - 20. Bibliothèque (certains services)
- D. Etudes spéciales
- 21. Etudes de gestion concernant les dossiers, les procédures régissant la correspondance, le matériel de bureau, les microfilms, l'acheminement des documents et le classement et la destruction des dossiers
  - 22. Examen des arrangements régissant la production et la diffusion de l'Annuaire des Nations Unies
  - 23. Possibilités et avantages de l'utilisation d'un nouveau matériel électronique perfectionné pour la transmission des données, etc.
  - 24. Etude des bibliothèques spécialisées et des centres de référence au Siège
  - 25. Etude des travaux de pré-édition (contrôle de la rédaction) et de la manière dont ces travaux sont exécutés
  - 26. Etude des titres fonctionnels
  - 27. Etude des noms des différents services
  - 28. Mise au point d'un système de gestion intégré au Secrétariat
  - 29. Etude du rôle des chefs de service administratif/fonctionnaires d'administration et de leurs rapports avec les services centraux et les différents départements et services
  - 30. Autres études qui pourraient être demandées
- E. Autres formes d'assistance ou de conseils aux départements et services
- 31. Participation d'équipes spéciales à l'application des recommandations du Service de gestion administrative :
    - a) Bureau des services financiers;
    - b) Bureau des services du personnel;

- c) Bibliothèque;
- d) Autres services, le cas échéant.

F. Tâches de caractère permanent

- 32. Manuel sur l'organisation du Secrétariat et autres circulaires et instructions administratives
- 33. Elaboration et contrôle des formules administratives.

Sixième rapport

Incidences administratives et financières de l'inclusion du chinois  
parmi les langues de travail de l'Assemblée générale et du Conseil  
de sécurité

(Point 100 de l'ordre du jour<sup>x</sup>)

/Original : anglais/

/24 octobre 1973/

1. Aux termes des paragraphes 1 et 2 du dispositif du projet de résolution A/C.5/L.1110, l'Assemblée générale déciderait d'inclure le chinois parmi les langues de travail de l'Assemblée générale et estimerait souhaitable d'inclure le chinois parmi les langues de travail du Conseil de sécurité.
2. Dans le document A/C.5/1528, le Secrétaire général indique que, si l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité décident d'inclure le chinois parmi leurs langues de travail, le volume de la documentation à établir en chinois augmentera d'environ 18 000 pages par an.
3. Le Secrétaire général évalue le coût de tous les services nécessaires à cette fin à environ 2,7 millions de dollars pour deux ans (calculé aux taux applicables pour la période 1974-1975). Il faudrait créer 84 postes permanents dans les services linguistiques de langue chinoise (41 postes d'administrateur et 43 postes d'agent des services généraux) et recruter 16 fonctionnaires à titre temporaire durant les sessions de l'Assemblée générale.
4. Etant donné toutefois la pénurie de personnel de langue chinoise possédant les qualifications voulues, le Secrétaire général a suggéré une solution plus prudente et plus pragmatique : au début, le volume de la documentation en chinois serait augmenté seulement d'environ 8 000 pages par an, moyennant un coût estimatif de 1,2 million de dollars (montant net) pour la période biennale 1974-1975. Pour assurer ces services restreints, il faudrait recruter 39 fonctionnaires dans les services linguistiques (19 administrateurs et 20 agents des services généraux)

---

<sup>x</sup> Inclusion du chinois parmi les langues de travail de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

et engager 8 fonctionnaires à titre temporaire durant les sessions de l'Assemblée générale. Au paragraphe 14 du document A/C.5/1528, le Secrétaire général indique que les dépenses se répartiraient comme suit : dépenses de personnel : 1 012 000 dollars; location et entretien des locaux : 111 000 dollars; fournitures et matériel pour la reproduction : 50 000 dollars; mobilier et matériel : 27 000 dollars.

5. Etant donné les retards prévus dans le recrutement des fonctionnaires des services linguistiques de langue chinoise, le Secrétaire général a appliqué aux dépenses de personnel pour la période biennale un abattement de 40 p. 100 au titre des délais de recrutement. Le Comité est d'avis que, même avec les services restreints proposés par le Secrétaire général, l'abattement de 50 p. 100 au titre des délais de recrutement recommandé par le Comité pour tous les postes nouveaux durant la période biennale 1974-1975 1/ serait plus conforme au rythme de recrutement prévisible dans les services linguistiques de langue chinoise. Dans ces conditions, le montant initial des crédits nécessaires pourrait être réduit de 125 000 dollars.

6. Le Comité consultatif a constaté que le montant estimatif des crédits demandés pour la location des locaux avait été calculé pour deux années complètes. Tout en étant conscient du fait que les locaux devront être loués avant que les fonctionnaires soient effectivement engagés, le Comité ne pense pas qu'il soit nécessaire de prévoir à ce titre des crédits pour deux années complètes. Il recommande donc d'appliquer une réduction de 25 p. 100 au crédit demandé au titre de la location des locaux, ce qui représenterait une économie d'environ 25 000 dollars pour la période biennale.

7. En conséquence, le Comité considère que, si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution A/C.5/L.1110, un crédit supplémentaire de 1 050 000 dollars devra être ouvert au budget pour 1974-1975, se décomposant comme suit : 41 000 dollars au chapitre premier; 806 000 dollars au chapitre 29; 40 000 dollars au chapitre 30 et 163 000 dollars au chapitre 28 J. Le montant estimatif des contributions du personnel (chap. 34) devrait être augmenté d'environ 150 000 dollars, et une augmentation analogue serait portée en recettes au chapitre premier des recettes (recettes provenant des contributions du personnel).

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 8 et rectificatif, par. 42.

Septième rapport

Centre du commerce international

/Original : anglais/

/25 octobre 1973/

1. Les crédits demandés par le Secrétaire général dans le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 comprennent, au chapitre 14, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), 2 965 000 dollars pour le Centre du commerce international (1 419 000 dollars pour 1974 et 1 546 000 dollars pour 1975) 1/. Ce montant représente 50 p. 100 du budget ordinaire du Centre du commerce international pour la période 1974-1975, l'autre moitié des dépenses étant à la charge de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) en vertu de l'accord que celui-ci a conclu avec l'Organisation des Nations Unies et qui prévoit que le Centre doit être financé conjointement.

2. Dans son premier rapport à l'Assemblée générale sur le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 2/ le Comité consultatif n'avait pas fait d'observations sur les prévisions de dépenses détaillées du Centre étant donné que celles-ci ne lui avaient pas été communiquées à l'époque. Le Comité a maintenant reçu ces prévisions détaillées (A/C.5/1520 et Corr.3) et les a examinées avec les représentants du Secrétaire général du Centre du commerce international, de la CNUCED et du GATT. Les crédits demandés pour le budget total du Centre s'élèvent à 2 984 000 dollars pour 1974 et à 3 240 000 dollars pour 1975, soit un total de 6 224 000 dollars pour l'ensemble de la période biennale. Ces crédits ont été calculés sur la base d'un taux de change de 3,23 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis, alors que les chiffres indiqués au chapitre 14 du projet de budget, qui représentent la part de l'Organisation dans le budget total, avaient été calculés au taux de 3,40 francs suisses pour un dollar.

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 6 et rectificatif, tableau 14-29.

2/ Ibid., Supplément No 8 et rectificatif.

3. Outre qu'ils doivent permettre de faire face à l'augmentation due aux réalignements monétaires et à la hausse des coûts, les crédits demandés pour le Centre doivent également permettre une augmentation du programme, qui se traduirait par la création de sept postes nouveaux (1 D-1, 1 P-4, 1 P-3 et 4 postes d'agent des services généraux) en 1974 et 1975, ainsi que le reclassement de trois postes. Les effectifs inscrits au budget ordinaire du Centre seraient ainsi portés à 125 (y compris 55 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur); le nombre de postes hors budget serait de 31 (y compris 13 administrateurs). Compte tenu du programme de travail du Centre (ITC/AG/27), le Comité consultatif ne voit aucune objection aux propositions ci-dessus concernant les effectifs du Centre.

4. En mêmes temps, le Comité estime que si la situation qui est à l'origine de la création de deux postes de Directeur (D-2) à la Direction venait à se modifier, il faudrait envisager sérieusement la possibilité d'un retour à la pratique normale consistant à confier la direction du Centre à un seul Directeur.

5. Comme on l'a noté plus haut au paragraphe 2, les crédits demandés dans le document A/C.5/1520 et Corr.3 ont été calculés sur la base d'un taux de change de 3,23 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis, alors que les chiffres indiqués initialement avaient été calculés au taux de 3,40 francs suisses pour un dollar. A tous autres égards, les considérations sur lesquelles on s'était fondé pour établir les prévisions initiales restent à la base des prévisions détaillées actuelles. De nouveaux réalignements monétaires se sont produits depuis que ces prévisions détaillées ont été établies et le Secrétaire général présentera des demandes de crédits révisées pour tous les chapitres du budget compte tenu de l'évolution de la situation. En attendant, le Comité consultatif approuve la proposition du Secrétaire général tendant à ouvrir un crédit de 2 965 000 dollars pour le Centre du commerce international, telle qu'elle figure dans le projet de budget pour la période biennale 1974-1975.

6. En donnant son assentiment, le Comité consultatif garde présent à l'esprit le fait que le projet de budget du GATT doit être approuvé chaque année. Pour ce qui est des crédits demandés pour le Centre pour l'exercice 1975, le Comité donne donc son assentiment sous réserve que le GATT approuvera un montant équivalent représentant sa participation au budget du Centre pour l'exercice 1975.

7. Le Secrétaire général a présenté une note distincte contenant ses propositions relatives aux dispositions administratives concernant le Centre CNUCED/GATT du commerce international (A/C.5/1533) et le Comité fera rapport sur ces propositions, selon que de besoin.

Huitième rapport

Incorporation au traitement de base des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur du montant correspondant à cinq classes de l'indemnité de poste

/Original : anglais/

/30 octobre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le document A/C.5/1517 et Corr.1 dans lequel le Secrétaire général, avec l'accord du Comité administratif de coordination, recommande d'incorporer au traitement de base des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur un montant correspondant à cinq classes de l'indemnité de poste, avec effet au 1er janvier 1974.
2. Le Secrétaire général recommande d'appliquer cette mesure parce que l'évolution récente de la situation monétaire et la hausse du coût de la vie ont créé une situation dans laquelle l'indemnité de poste représente un pourcentage beaucoup trop élevé de la rémunération totale nette des fonctionnaires, et il juge que cette situation n'est pas saine (A/C.5/1526, p. 7). En outre; le Secrétaire général indique dans son rapport que l'augmentation du coût de la vie (en pourcentage) requise pour permettre le passage à la classe supérieure devient progressivement moins importante à mesure que le lieu d'affectation est rangé dans une classe plus élevée aux fins des ajustements (indemnités de poste ou déductions) (A/C.5/1517 et Corr.1, par. 6). L'incorporation proposée aurait pour effet de réduire la part de la rémunération nette constituée par l'indemnité de poste, ainsi que la fréquence des modifications qu'il faudrait apporter au classement des lieux d'affectation si cette mesure n'était pas appliquée. De plus, si les fonctionnaires ayant des personnes à charge ne sont que modérément affectés par cette situation, ceux qui perçoivent une indemnité de poste aux taux fixés pour les fonctionnaires sans personnes à charge (égal aux deux tiers du taux normal) voient le pouvoir d'achat de leur rémunération diminuer considérablement lorsqu'une partie de cette rémunération correspond à un nombre élevé de classes de l'indemnité de poste (le tableau figurant au paragraphe 5 du rapport du Secrétaire général illustre ce point).

3. Sur la recommandation du Comité d'experts pour les ajustements, le Secrétaire général recommande qu'après l'incorporation du montant correspondant à cinq classes de l'indemnité de poste, la nouvelle base du système (indice 100) soit New York en décembre 1969. Le Comité d'experts pour les ajustements a estimé que le fait de continuer à utiliser Genève comme base posait un certain nombre de problèmes, dont le principal est que les fluctuations du rapport entre le dollar des Etats-Unis et le franc suisse font qu'il est difficile de déterminer une base liée à un barème des traitements exprimé en dollars des Etats-Unis; le fait que Genève soit maintenant rangée aux fins des ajustements dans une classe très supérieure à celle de New York a été considéré comme une raison supplémentaire de ne pas conserver Genève comme base du système des ajustements.

4. En examinant la proposition du Secrétaire général, il importe de tenir compte du fait qu'en application de la disposition 103.16 du Règlement du personnel, le montant du traitement soumis à retenue pour pension est lié aux mouvements de la moyenne pondérée des ajustements (indemnités de postes ou déductions). En application de cette règle, qui découle des dispositions de la résolution 1561 (XV) adoptée par l'Assemblée générale le 18 décembre 1960, le montant du traitement soumis à retenue pour pension des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur est actuellement supérieur de 15 p. 100 au traitement de base brut. On estime qu'en raison des mouvements prévus de la moyenne pondérée des ajustements, le montant du traitement soumis à retenue pour pension au 1er janvier 1974 sera supérieur de 25 p. 100 au traitement de base brut, c'est-à-dire égal au montant du traitement de base brut après incorporation du montant correspondant à cinq classes de l'indemnité de poste. En d'autres termes, comme le Secrétaire général le reconnaît lui-même (A/C.5/1517 et Corr.1, par. 9), l'incorporation proposée n'aura aucune incidence sur le montant du traitement soumis à retenue pour pension des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur. Le Comité consultatif appelle l'attention sur ce point car, à en croire une opinion erronée mais largement répandue, l'incorporation proposée serait nécessaire pour augmenter le montant du traitement soumis à retenue pour pension des fonctionnaires.

5. Le Comité consultatif a noté que puisque l'incorporation aurait pour effet de relever le traitement de base, le montant en dollars correspondant à chaque classe de l'indemnité de poste payable après l'incorporation augmenterait proportionnellement. Cependant, les avantages qu'en retireraient les fonctionnaires seraient compensés par le fait que les modifications intéressant le classement des lieux d'affectation aux fins des ajustements seraient moins fréquentes, les indices étant liés au lieu de base le plus important. Les incidences budgétaires futures de ces divers facteurs ne peuvent être quantifiées.

6. Le Secrétaire général estime le coût total de cette proposition pour la période biennale 1974-1975 à 16 017 000 dollars en chiffres bruts (3 561 000 dollars en chiffres nets). Cependant, cette somme comprend un montant de 871 000 dollars correspondant à l'augmentation des cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et, pour les raisons indiquées plus haut au paragraphe 4, cette somme sera payable même si l'incorporation n'est pas approuvée.

7. Si l'on ne tient pas compte de l'augmentation des cotisations à la Caisse commune des pensions, comme l'a fait le Secrétaire général au paragraphe 18 de son



rapport, le coût brut pour l'Organisation des Nations Unies de l'incorporation proposée du montant correspondant à cinq classes de l'indemnité de poste serait ramené à 15 146 000 dollars. Le coût net, compte tenu de l'augmentation des recettes provenant des contributions du personnel, serait de 2 690 000 dollars. L'ampleur de l'augmentation en chiffres bruts (ainsi que l'augmentation importante des recettes provenant des contributions du personnel) est due au fait que l'indemnité de poste n'est pas soumise à retenue au titre de la contribution du personnel. Lorsque le montant correspondant à un certain nombre de classes de l'indemnité de poste est incorporé au traitement de base, il est exprimé sous la forme d'un montant brut majoré, c'est-à-dire que le montant incorporé au traitement de base est égal à la somme de l'indemnité de poste et de la contribution du personnel payable au titre de l'indemnité en question. Les contributions du personnel sont calculées en application d'un barème progressif. Par exemple, pour les traitements correspondant aux échelons inférieur et intermédiaire de la classe P-4, la contribution du personnel perçue sur tout montant ajouté au traitement de base est égale à 35 p. 100 de ce montant; sur cette base, pour toute tranche supplémentaire de 100 dollars de traitement net, le traitement brut doit être majoré de près de 154 dollars.

8. Comme le Secrétaire général l'explique dans son rapport, la méthode et les mesures transitoires qu'il propose, y compris l'utilisation de fractions de classes, sont telles que la rémunération nette des fonctionnaires ayant des personnes à charge ne sera généralement pas affectée par l'incorporation. Les seules exceptions à cette règle sont indiquées plus loin au paragraphe 10.

9. Les dépenses supplémentaires seront imputables pour plus d'un tiers (960 000 dollars sur 2 690 000 dollars) à l'augmentation des versements payables à la cessation de service (indemnités de licenciement, indemnités de rapatriement, sommes dues en compensation des jours de congé annuel non pris, sommes dues à des personnes à charge au titre de fonctionnaires décédés), dont le montant est fonction de celui du traitement de base.

10. Le solde des dépenses supplémentaires (1 730 000 dollars) correspondrait à l'augmentation de la rémunération nette des fonctionnaires sans personnes à charge dans tous les lieux d'affectation (puisque le montant incorporé serait le montant intégral de l'indemnité de poste, alors que les intéressés perçoivent actuellement les deux tiers de ce montant - voir plus haut par. 2), ainsi qu'à l'augmentation de la rémunération nette de tous les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur en poste dans des lieux d'affectation où des déductions seraient applicables, puisque dans ce cas, la déduction est calculée pour tous les fonctionnaires au taux applicable aux fonctionnaires sans personnes à charge 1/.

---

1/ Cette disposition du système des ajustements explique pourquoi le coût de l'incorporation proposée est très élevé en ce qui concerne la CEPAL (voir A/C.5/1517 et Corr.1, annexe C, chap. 10 des dépenses).

11. Le Comité consultatif a été informé que pour toutes les organisations du système, le coût net de l'incorporation proposée du montant correspondant à cinq classes de l'indemnité de poste serait d'environ 10 millions de dollars 2/ pour la période biennale 1974-1975 au titre des budgets ordinaires. A ce propos, le Comité consultatif s'est souvenu que, conformément à sa pratique établie de longue date, l'OMS n'applique pas de déductions. Au cas où il serait procédé à l'incorporation proposée, plusieurs bureaux régionaux de l'OMS se trouveraient dans des lieux d'affectation où des déductions seraient applicables (Manille passerait à la classe D, Alexandrie et New Delhi à la classe B). En conséquence, le coût de l'incorporation serait proportionnellement plus élevé dans le cas de l'OMS, à moins que cette organisation ne se conforme à la règle commune et n'applique des déductions.

12. Le Comité consultatif s'est enquis des raisons pour lesquelles le Secrétaire général estime que le nombre de classes à prendre en considération aux fins de l'incorporation doit être fixé à cinq. Le Comité a été informé que le but recherché était de concilier la nécessité de réduire le nombre de classes, qui est actuellement beaucoup trop élevé, et celle d'éviter d'avoir à appliquer des déductions dans un trop grand nombre de lieux d'affectation, compte tenu du fait que de futurs réalignements monétaires pourraient obliger à déclasser certains lieux d'affectation aux fins des ajustements.

13. Le Comité consultatif a également demandé si l'incorporation du montant correspondant à cinq classes de l'indemnité de poste entraînerait une augmentation plus importante de la rémunération nette dans les lieux d'affectation rangés dans une classe inférieure à la classe O aux fins du barème des ajustements, étant donné que la classe la plus basse normalement utilisée aux fins des déductions est la classe D (- 20 p. 100). Le Comité a été informé qu'un seul lieu d'affectation important /Bogota (Colombie), actuellement rangé dans la classe A (- 5 p. 100)/ serait affecté. Dans l'annexe au présent rapport, le Comité consultatif indique le classement actuel des divers lieux d'affectation et le classement envisagé en application de la proposition du Secrétaire général, en partant de l'hypothèse qu'aucune modification n'interviendra dans l'intervalle en ce qui concerne le coût de la vie ou les taux de change.

14. Au paragraphe 2 du dispositif de sa résolution 2742 (XXV) du 17 décembre 1970, l'Assemblée générale a décidé "qu'aucun nouvel ajustement du barème des traitements de base des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur ne sera effectué jusqu'au moment où l'étude demandée dans la résolution 2743 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1970, sera achevée et où ses résultats seront approuvés par l'Assemblée". L'étude en question a été effectuée par le Comité spécial pour la révision du régime des traitements des Nations Unies. Dans sa résolution 3042 (XXVII) du 19 décembre 1972, l'Assemblée générale, après avoir pris acte du rapport du Comité spécial et des observations y relatives, a décidé

---

2/ Pour les raisons indiquées plus haut au par. 7, il n'est pas tenu compte dans ce montant de l'augmentation des cotisations payables à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

de transmettre le rapport du Comité spécial et les autres documents pertinents à la Commission de la fonction publique internationale, lorsqu'elle aura été constituée, pour qu'elle les examine et présente des recommandations sur les mesures à prendre le plus tôt possible. Le Comité consultatif reconnaît que l'on pourrait faire valoir que la Commission de la fonction publique internationale devrait avoir la possibilité d'examiner la question avant qu'une décision ne soit prise quant à la proposition du Secrétaire général. Cependant, le Comité a examiné cette proposition sur la base de sa valeur intrinsèque, en se fondant sur sa conviction que l'Assemblée générale ne souhaiterait pas invoquer les dispositions du paragraphe 2 de la résolution 2742 (XXV) après avoir adopté la résolution 3042 (XXVII).

15. Dans la déclaration qu'il a prononcée à la 1564<sup>ème</sup> séance de la Cinquième Commission (A/C.5/1526), le Secrétaire général a dit qu'il attachait une grande importance à l'incorporation proposée du montant correspondant à cinq classes de l'indemnité de poste, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1974. Le Comité consultatif aurait aimé que l'urgence de cette mesure, qui aura des incidences considérables sur les budgets de l'ONU et des institutions spécialisées, soit démontrée de façon plus positive et convaincante; cependant, en l'absence de raisons contraires impérieuses, le Comité consultatif ne s'oppose pas à la recommandation du Secrétaire général.

16. L'approbation par l'Assemblée générale de la proposition tendant à incorporer au traitement de base des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur un montant correspondant à cinq classes de l'indemnité de poste entraînerait des dépenses supplémentaires brutes de 16 017 000 dollars (3 561 000 dollars en chiffres nets) pour la période biennale 1974-1975. La ventilation de ce montant par chapitre est indiquée dans le rapport du Secrétaire général (A/C.5/1517 et Corr.1, annexe C).

17. Au cas où l'Assemblée générale approuverait la recommandation du Secrétaire général, le Comité consultatif recommanderait que l'Assemblée invite l'Assemblée mondiale de la santé à appliquer les dispositions du régime commun en ce qui concerne les déductions prévues dans le cadre du système des ajustements.

# ANNEXE

## Classement actuel des lieux d'affectation aux fins des ajustements (indemnités de poste ou déductions) et classement révisé envisagé après incorporation du montant correspondant à cinq classes de l'indemnité de poste

Actuellement : classe A  
Après révision : classe D

Colombie, Bogota

Actuellement : classe O  
Après révision : classe D

Chili, Santiago,  
Guyane, Georgetown  
Malawi, Zomba  
Malte, La Valette  
Pakistan, Islamabad  
Philippines, Manille

Actuellement : classe 1  
Après révision : classe C

Bolivie, La Paz  
Lesotho, Maseru  
République du Viet-Nam,  
Saïgon  
République khmère,  
Phnom Penh  
Sri Lanka, Colombo  
Uruguay, Montevideo

Actuellement : classe 2  
Après révision : classe B

Costa Rica, San José  
Egypte, Le Caire  
Equateur, Quito  
Guatemala, Guatemala  
Inde, New Delhi  
Turquie, Ankara

Actuellement : classe 3  
Après révision : classe A

Ghana, Accra  
Israël, Tel-Aviv/Jérusalem  
Jamaïque, Kingston  
Népal, Katmandou  
République arabe syrienne,  
Damas  
Thaïlande, Bangkok (3+2/5)  
Trinité-et-Tobago,  
Port of Spain

Actuellement : classe 4  
Après révision : classe O

Birmanie, Rangoon  
Botswana, Gaberones  
Bulgarie, Sofia  
Chypre, Nicosie  
El Salvador, San Salvador  
Kenya, Nairobi  
Mexique, autres lieux  
d'affectation que Mexico  
Ouganda, Kampala  
Panama, Panama  
Paraguay, Asuncion  
Pérou, Lima  
Pologne, Varsovie  
Somalie, Mogadiscio  
Union des Républiques socia-  
listes soviétiques, Moscou

Actuellement : classe 5  
Après révision : classe O

Argentine, Buenos Aires  
Canada, Montréal  
Grèce, Athènes  
Haïti, Port-au-Prince  
Honduras, Tagucigalpa  
Indonésie, Irian occi-  
dental et autres lieux  
d'affectation  
Irak, Bagdad  
Jordanie, Amman

Actuellement : classe 6  
Après révision : classe 1

Afghanistan, Kaboul  
Bangladesh, Dacca  
Brésil, Rio de Janeiro et  
autres lieux d'affec-  
tation  
Cuba, La Havane  
Hongrie, Budapest  
Iran, Téhéran  
Liban, Beyrouth  
Libéria, Monrovia

Actuellement : classe 7  
Après révision : classe 2

Barbade, Bridgetown  
Brésil, Brasilia  
Etats-Unis d'Amérique,  
Washington et autres lieux  
d'affectation  
Maroc, autres lieux d'affec-  
tation que Rabat  
République de Corée, Séoul

Actuellement : classe 5  
Après révision : classe 0

(suite)

Laos, Vientiane  
Mexique, Mexico  
République-Unie de  
Tanzanie, Dar es-Salaam

Actuellement : classe 6  
Après : classe 1

Malaisie, Kuala Lumpur  
Nicaragua, Managua  
Nigéria, Lagos  
République Dominicaine,  
Saint-Domingue  
Roumanie, Bucarest  
Sierra Leone, Freetown  
Soudan, Khartoum  
Tchécoslovaquie, Prague  
Venezuela, Caracas  
Yougoslavie, Belgrade  
Zambie, Lusaka

Actuellement : classe 7  
Après révision : classe 2

Royaume-Uni de Grande-  
Bretagne et d'Irlande  
du Nord, Londres  
Zaire, Kinshasa et autres  
lieux d'affectation

Actuellement : classe 8  
Après révision : classe  
2÷3/5

Ethiopie, Addis Abeba  
Gambie, Banjul  
Indonésie, Djakarta  
Maroc, Rabat  
Mongolie, Oulan-Bator  
Rwanda, Kigali

Actuellement : classe 9  
Après révision : classe  
3÷2/5

Algérie, Alger  
Arabie Saoudite, Riad  
Emirats arabes unis,  
Abou-Dhabi  
Finlande, Helsinki  
Italie, Rome  
Koweït, Koweït  
Singapour, Singapour  
Zaire, Lubumbashi

Actuellement : classe 10  
Après révision : classe  
4÷1/5

Australie, Sydney  
Burundi, Bujumbura  
Etats-Unis d'Amérique,  
New York  
République arabe libyenne,  
Tripoli  
Togo, Lomé et autres lieux  
d'affectation

Actuellement : classe 11  
Après révision : classe  
5÷1/5

Cameroon, Yaoundé  
Côte d'Ivoire, Abidjan  
Gabon, Libreville  
Madagascar, Tananarive  
Niger, Niamey  
Sénégal, Dakar  
Togo, Atakpamé et Lama Kara

Actuellement : classe 12  
Après révision : classe 6

Belgique, Bruxelles  
Congo, Brazzaville  
(12÷2/5) (classe révisée  
6÷1/5)  
Hong Kong, Hong Kong

Actuellement : classe 13  
Après révision : classe  
6÷4/5

Dahomey, Cotonou  
Haute-Volta, Ouagadougou  
Mauritanie, Nouakchott  
République centrafricaine,  
Bangui

Actuellement : classe 14  
Après révision : classe  
7÷3/5

Autriche, Vienne  
France, Lyon et autres  
lieux d'affectation  
Guinée, Conakry  
Mali, Bamako  
Tchad, Fort Lamy

Actuellement : classe 15  
Après révision : classe  
8÷2/5

Suède, Stockholm  
Suisse, Genève (15÷3/5)

Actuellement : classe 16  
Après révision : classe  
9÷1/5

Danemark, Copenhague (16÷2/5)  
(classe révisée 9÷3/5)

Actuellement : classe 17  
Après révision : classe  
10÷1/5

France, Paris  
Japon, Tokyo  
Pays-Bas, La Haye (17÷1/5)

Actuellement : classe 19  
Après révision : classe  
11÷4/5

Allemagne, République  
fédérale d', Bonn (19÷2/5)  
(classe révisée 12)

Neuvième rapport

Incidences administratives et financières du projet de résolution présenté  
par la Troisième Commission dans le document A/9233

(Point 53 de l'ordre du jour<sup>x</sup>)

/Original : anglais/

/30 octobre 1974/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'état des incidences administratives et financières (A/C.5/1536) présenté par le Secrétaire général à propos du projet de résolution recommandé par la Troisième Commission dans son rapport (A/9233, par. 84), qui tend à proclamer la période de dix années commençant le 10 décembre 1973 Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et à approuver un programme pour la Décennie.
2. Dans l'état présenté par le Secrétaire général, il est indiqué que le programme pour la Décennie "comprend un certain nombre de grands éléments pour lesquels des états des incidences financières distincts devront être soumis en temps voulu, conformément aux articles pertinents du règlement intérieur" (A/C.5/1536, par. 3). Le Comité, tout en reconnaissant que l'impossibilité de fournir une estimation de l'ensemble des incidences financières tient probablement, pour une large part, à des facteurs inéluctables, s'inquiète cependant des répercussions qu'un tel état de choses pourrait avoir sur l'application des principes adoptés récemment en vue de mettre sur pied un véritable budget-programme.
3. Le Secrétaire général indique que les dépenses dont il a pu donner une estimation sont celles qu'entraînera le surcroît de travail imposé à la Division des droits de l'homme par la mise en oeuvre du programme, à savoir :

- 
- x Elimination de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale :
- a) Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;
  - b) Projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid;
  - c) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale;
  - d) Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : rapport du Secrétaire général.

	<u>1974</u> (Dollars)	<u>1975 et années suivantes</u> (Dollars)
Traitements et dépenses communes de personnel - 1 D-1, 1 P-4, 1 P-3 et 2 agents des services généraux .....	76 000	120 500
Services de consultants (six mois de travail en 1974; 12 mois de travail en 1975 et les années suivantes) .....	10 000	20 000
Frais de voyage du personnel .....	4 000	4 000
Contributions du personnel .....	<u>14 700</u>	<u>22 500</u>
	<u>104 700</u>	<u>167 000</u>

Le Comité consultatif croit comprendre qu'il n'a à examiner les chiffres ci-dessus que pour ce qui est de la période biennale 1974-1975 et que les renseignements portant sur les années suivantes sont simplement fournis pour information.

4. Le Comité consultatif, dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975, a appuyé les demandes de crédit présentées pour la Division des droits de l'homme en se fondant sur l'hypothèse que le projet de programme pour la Décennie serait approuvé par l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session et que la Division affecterait à l'exécution du programme le léger excédent de personnel relevé par le Comité lors de l'examen des demandes de crédit. De l'avis du Comité consultatif, la Division était "nettement en mesure de faire les travaux relatifs à la décennie proposée sans recevoir de postes supplémentaires" 1/.

5. Cependant, au vu des renseignements fournis en ce qui concerne les travaux supplémentaires que devra entreprendre la Division pour appliquer les décisions prises par la Commission des droits de l'homme à sa dernière session, et ayant été informé par le Secrétaire général qu'à son avis, du fait de leur caractère "unique", les postes demandés ne pouvaient être pourvus en puisant dans les ressources en personnel dont dispose actuellement la Division, le Comité consultatif est disposé à revenir sur sa position et à appuyer les propositions du Secrétaire général en ce qui concerne la création d'un poste supplémentaire de la classe P-4, d'un poste de la classe P-3 et de deux postes d'agent des services généraux. Le Comité consultatif ne voit pas la nécessité de créer un poste de la classe D-1, comme le propose le Secrétaire général, car il estime qu'il n'y a lieu ni de séparer les fonctionnaires affectés au programme prévu pour la Décennie dans un service spécial, ni de considérer que leur travail relève d'attributions qui le distinguent du gros des activités de la Division considérée dans son ensemble.

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 8 et rectificatif, par. 20.14.



6. S'agissant des crédits demandés par le Secrétaire général au titre des services de consultants, le Comité a noté, lorsqu'il a examiné le crédit de 63 000 dollars demandé initialement à ce titre pour la période biennale, que les consultants constituaient "une réserve disponible pour entreprendre des activités en sus du programme sur lequel les prévisions initiales pour 1974-1975 sont fondées" 2/. Le Comité consultatif ne saurait donc appuyer la demande, pour la période biennale, d'un crédit supplémentaire de 30 000 dollars, mais il recommanderait l'ouverture d'un crédit de 15 000 dollars au titre des services supplémentaires de consultants auxquels il faudra recourir en 1974 et 1975 pour appliquer le programme prévu pour la Décennie.

7. En conséquence, le Comité consultatif recommande à la Cinquième Commission d'informer l'Assemblée générale qu'au cas où elle adopterait le projet de résolution recommandé par la Troisième Commission (A/9233, par. 84), il faudrait ouvrir au chapitre 20 du budget pour la période biennale 1974-1975 un crédit supplémentaire de 111 500 dollars, et inscrire au chapitre 34 un montant supplémentaire de 16 500 dollars au titre des contributions du personnel, qui serait compensé par l'inscription d'un montant supplémentaire égal au chapitre premier des recettes. Aux fins d'établir ses recommandations, le Comité consultatif a opéré au titre des délais de recrutement un abattement de 50 p. 100 sur le coût des nouveaux postes d'administrateur et de 35 p. 100 sur le coût des nouveaux postes d'agent des services généraux, comme il l'avait fait pour établir les recommandations figurant dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 3/; les montants recommandés ont été calculés en se fondant sur la même hypothèse que celle retenue lors de l'établissement du projet de budget pour la période biennale 1974-1975, à savoir que les services de la Division seraient installés à Genève.

---

2/ Ibid., par. 20.11.

3/ Ibid., par. 42.

Dixième rapport

Montants estimatifs révisés comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions, par le Conseil du commerce et du développement durant la deuxième partie de sa douzième session, et par le Conseil du développement industriel à sa septième session

/Original : anglais/

/9 novembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les demandes de crédits révisés comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions, le Conseil du commerce et du développement durant la deuxième partie de sa douzième session et le Conseil du développement industriel à sa septième session (A/C.5/1521/Rev.1).

2. Le Secrétaire général évalue les crédits supplémentaires nécessaires pour la période biennale 1974-1975 à 3,4 millions de dollars, y compris un montant de 280 000 dollars qui serait inscrit au chapitre 34 des dépenses (Contributions du personnel) et qui serait compensé par une augmentation correspondante des prévisions de recettes au chapitre premier des recettes.

Chapitre 6. Organes directeurs (activités économiques et sociales)

3. Le Secrétaire général demande à ce chapitre un crédit de 72 000 dollars pour la traduction, la dactylographie et la reproduction de 800 pages de documentation à publier en anglais, en chinois, en espagnol, en français et en russe à l'occasion du Congrès mondial de la population qui doit se tenir en 1974. Le Comité

consultatif a noté que, lorsque la Commission de la population avait examiné la question de la documentation à soumettre au Congrès, elle avait reconnu la nécessité de réduire le plus possible le volume de cette documentation, mais avait appris qu'un certain nombre de documents de base avaient déjà été établis sous forme d'avant-projets ou en étaient à un stade d'élaboration assez avancé. Il semble donc que la Commission de la population ait été placée devant un fait accompli. De l'avis du Comité consultatif, il eût été préférable que le Secrétariat s'enquière des vues de la Commission avant d'entreprendre l'établissement des documents de base en question. Le Comité tient également à souligner que ce n'est pas parce qu'un document en est à un stade d'élaboration assez avancé - voire déjà mis au point - que l'on doit nécessairement le traduire, moyennant des dépenses considérables pour l'Organisation. Le critère à retenir devrait plutôt être celui de l'utilité que le document en question est susceptible de revêtir pour le Congrès. Le Comité espère vivement que, même à cette date avancée, il sera possible d'éliminer les documents n'offrant qu'un intérêt marginal et que la qualité ne sera pas sacrifiée à la quantité. En conséquence, le Comité recommande que le crédit demandé soit ramené à 50 000 dollars.

4. Le Comité consultatif rappelle que, dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975, il avait escompté que des économies pourraient être réalisées au chapitre 6 du fait de l'application du paragraphe 16 de la résolution 1768 (LIV) du Conseil économique et social concernant la périodicité des sessions des organes subsidiaires du Conseil 1/. Le Comité note que les décisions du Conseil ayant trait aux sessions du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance se traduisent par des économies se chiffrant à 83 000 dollars pour la période biennale.

5. Les décisions du Conseil ayant trait au chapitre 6 ont donc pour effet de réduire d'un montant de 11 000 dollars les crédits à prévoir à ce chapitre pour la période biennale. La recommandation formulée par le Comité au paragraphe 3 aurait pour effet de les réduire encore de 22 000 dollars, soit une réduction totale de 33 000 dollars.

#### Chapitre 7. Département des affaires économiques et sociales

6. Le Secrétaire général demande à ce chapitre un crédit de 7 000 dollars au titre du programme relatif à la planification, aux projections et aux politiques relatives au développement, et un crédit de 207 000 dollars au titre du programme relatif aux ressources naturelles, soit 214 000 dollars au total.

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 8 et rectificatif, par. 6.2 et 6.5.

7. Le montant de 7 000 dollars doit permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de cinq fonctionnaires du Siège qui participeraient à une session du Comité de la planification du développement qui doit se tenir à Vienne en mars-avril 1974. Comme il ressort du paragraphe 112 du rapport du Comité de la planification du développement, ces dépenses ont pour origine une invitation adressée au Comité par le Directeur exécutif de l'ONUDI 2/. Le Comité consultatif tient à faire des réserves quant à l'opportunité de cette invitation dans la mesure où elle implique l'inscription de dépenses supplémentaires au budget de l'ONU. En outre, il n'est pas convaincu qu'il soit nécessaire d'envoyer cinq fonctionnaires participer à la session envisagée. Il recommande que le nombre de ces fonctionnaires soit ramené à 3, ce qui permettrait de réaliser une économie de 3 000 dollars.

8. Le crédit supplémentaire de 207 000 dollars est demandé en vue de la préparation d'une conférence des Nations Unies sur les ressources en eau qui doit avoir lieu en 1977 et dont la convocation a été approuvée par le Conseil économique et social dans sa résolution 1761 (LIV). Le coût total de la conférence pour la période 1974-1977 est évalué à 591 000 dollars 3/.

9. Le crédit supplémentaire demandé pour 1974-1975 se décompose comme suit :

	<u>1974</u>	<u>1975</u>
	(Dollars)	(Dollars)
i) Personnel temporaire .....	16 000	92 000
ii) Consultants .....	-	55 000
iii) Dépenses communes de personnel .....	5 000	29 000
iv) Frais de voyage du personnel .....	-	9 000
v) Frais généraux .....	-	1 000
Total .....	<u>21 000</u>	<u>186 000</u>

10. Le Comité consultatif, tout en reconnaissant que les préparatifs de la conférence nécessiteront le recrutement de personnel temporaire, estime que le besoin ne s'en fera vraisemblablement pas sentir dès le dernier trimestre de 1974, étant donné que la conférence ne doit avoir lieu qu'en 1977. En conséquence, le Comité recommande que les postes demandés par le Secrétaire général au titre du personnel temporaire (un D-1, deux P-3 et deux agents des services généraux) ne soient pas pourvus avant le premier trimestre de 1975, ce qui permettrait de réaliser une économie de 33 000 dollars.

---

2/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 5.

3/ Document E/5301, du 30 avril 1973, par. 4.

11. En ce qui concerne le crédit demandé au titre des consultants (55 000 dollars), le Comité estime que cette demande devrait être examinée compte tenu de la nécessité de réaliser des économies en général et des conclusions du Corps commun d'inspection sur l'emploi d'experts et de consultants à l'Organisation des Nations Unies (voir A/9112). En conséquence, le Comité recommande que le montant du crédit demandé par le Secrétaire général au titre des consultants soit réduit de 20 000 dollars et ramené à 35 000 dollars.

12. Enfin, le Comité espère que les fonds prévus pour les frais de voyage seront utilisés avec discernement et avec le souci d'éviter tout gaspillage.

13. Pour les raisons exposées aux paragraphes 7, 10 et 11 ci-dessus, le Comité recommande que les crédits supplémentaires demandés au chapitre 7 soient réduits de 56 000 dollars, ce qui en ramènerait le montant à 158 000 dollars.

#### Chapitre 9. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

14. Un crédit supplémentaire de 42 000 dollars a été demandé en application de la résolution 1813 (LV) du Conseil économique et social. Sur ce montant, 14 000 dollars doivent permettre d'engager du personnel temporaire pour assurer les services de conférence et de documentation à l'occasion de la seconde série de consultations intergouvernementales sur le bois et l'huile de palme, qui doit avoir lieu en 1974. La première série de consultations a eu lieu en 1973 et les dépenses correspondantes ont été couvertes au moyen de crédits ouverts pour des postes inscrits au tableau d'effectifs de la Commission et qui étaient demeurés vacants. Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à cette demande.

15. En revanche, pour les raisons exposées au paragraphe 11 ci-dessus, le Comité consultatif recommande de réduire de 8 000 dollars le crédit demandé au titre des consultants (28 000 dollars), ce qui le ramènerait à 20 000 dollars.

#### Chapitre 12\* Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO)

16. A sa 1878ème séance, le Conseil économique et social a adopté la résolution 1818 (LV) portant création d'une Commission économique pour l'Asie occidentale 4/.

17. La Commission se chargera des tâches dont s'acquitte actuellement le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth. Le Secrétaire général prévoit que la structure de la Commission ne sera guère différente de celle des commissions économiques régionales existantes. On ne pourra se faire une idée plus précise de la situation qu'après la première session de l'organe intergouvernemental de la Commission, qui aura lieu au début de 1974.

18. Le Comité consultatif comprend que, dans ces conditions, le Secrétaire général ne soit pas en mesure de donner des détails plus précis sur les objectifs du programme de la Commission pour 1974-1975 ni de mettre en rapport les effectifs et les crédits demandés, d'une part, et les objectifs d'autre part. Le Comité espère toutefois que, pour les périodes biennales suivantes, il sera satisfait aux exigences normales de la méthode du budget-programme.

---

\* Anciennement "Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth".

4/Pour le mandat de la Commission, voir document A/C.5/1521/Rev.1.

19. Dans le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975, le Secrétaire général a demandé pour le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth un effectif comprenant 20 postes d'administrateur et 32 postes d'agent local; soit au total 52 postes. Au paragraphe 12.4 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 5/, le Comité consultatif a recommandé un effectif de 50 postes (20 postes d'administrateur ou de fonctionnaire de rang supérieur et 30 postes d'agent local). Il faudra peut-être renforcer quelque peu cet effectif avant la première session de l'organe intergouvernemental, mais la plupart des postes supplémentaires - en particulier dans les services organiques - ne s'avèreront nécessaires que lorsque cet organe se sera réuni et aura arrêté le programme. Si l'on tient compte des délais de recrutement normaux, tous les postes nouveaux demandés par le Secrétaire général pour 1974 ne pourront donc vraisemblablement pas être pourvus avant la fin de l'année. Dans ces conditions, le Comité consultatif estime qu'il est possible de prévoir au titre des délais de recrutement un abattement plus important que celui qu'a appliqué le Secrétaire général. Le Comité estime également qu'il est difficile, à ce stade, de répartir les postes nouveaux entre les différents secteurs du programme; il faudra attendre pour cela de connaître les décisions que prendra l'année prochaine l'organe intergouvernemental. Pour la même raison, il est impossible de déterminer à l'avance quels postes seront nécessaires en 1974 et en 1975 respectivement.

20. En conséquence, conformément à l'optique qu'il a adoptée lors de l'examen du projet de budget-programme dans son ensemble, à savoir que la période biennale devrait être considérée comme un tout aux fins du calcul du nombre de postes à ajouter au tableau d'effectifs 6/, le Comité consultatif recommande que l'effectif prévu pour la période biennale soit fixé à 100 postes (45 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 55 postes d'agent local) - au lieu des 89 postes demandés par le Secrétaire général pour 1974 et des 136 postes demandés pour 1975 - et que, pour tenir compte des délais de recrutement, on applique un abattement de 50 p. 100 au coût des 25 nouveaux postes d'administrateur et de 35 p. 100 au coût des 25 nouveaux postes d'agent des services généraux, qui seraient ajoutés au tableau d'effectifs recommandé pour le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, ce qui permettrait de réaliser à ce chapitre une économie de 567 000 dollars.

21. La recommandation ci-dessus entraînerait une réduction correspondante de 87 000 dollars au titre de la location et de l'entretien des locaux et du matériel, de l'éclairage, chauffage, énergie et eau, des communications et de l'achat de mobilier et de matériel.

---

5/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 8 et rectificatif.

6/ Ibid., par. 42.

22. Le Comité consultatif a également été saisi de la question des locaux où serait installée la Commission. Il a appris que jusqu'ici deux propositions ont été discutées officieusement avec le gouvernement du pays hôte : l'une prévoit que le gouvernement ferait don du terrain sur lequel l'Organisation des Nations Unies y érigerait le bâtiment de la Commission et la seconde que le gouvernement offrirait le terrain et financerait également les travaux de construction, moyennant le paiement d'un loyer convenu que l'ONU verserait pour l'occupation du bâtiment. Le Comité consultatif souhaiterait qu'une décision soit prise sans tarder sur cette question, ainsi que sur d'autres points qui restent en suspens.

23. Les recommandations du Comité consultatif figurant aux paragraphes 20 et 21 ci-dessus entraînent une réduction de 654 000 dollars des crédits supplémentaires demandés au chapitre 12, ce qui les ramène à 937 000 dollars.

#### Chapitre 14. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

24. Le crédit supplémentaire de 275 000 dollars demandé à ce chapitre a trait à la création par le Conseil du commerce et du développement - en application de la résolution 1734 (LIV) du Conseil économique et social - d'un groupe préparatoire intergouvernemental chargé d'élaborer, sous les auspices de la CNUCED, un avant-projet de convention sur le transport international multimodal. Ce crédit se décompose comme suit : 205 000 dollars pour établir la documentation en quatre langues nécessaire pour les deux sessions du groupe qui se tiendront en 1974 (230 pages à établir avant les sessions, 150 pages en cours de session et 250 pages pour les rapports finals); 60 000 dollars au titre des consultants (24 mois de travail) et 10 000 dollars au titre des frais de voyage. Le Secrétaire général estime que si une conférence de plénipotentiaires est convoquée en 1975, les crédits supplémentaires nécessaires à ce chapitre s'élèveront à 168 000 dollars.

25. De l'avis du Comité, la demande concernant les services de consultants devrait être examinée compte tenu des conclusions du Corps commun d'inspection sur l'emploi d'experts et de consultants à l'Organisation des Nations Unies (voir A/31/1) et en regard à des considérations d'économies en général. Le Comité recommande donc de réduire de 15 000 dollars le montant demandé au titre des services de consultants pour le ramener à 45 000 dollars.

26. Le Comité consultatif tient à faire des réserves quant à l'envoi de missions d'établissement des faits, moyennant un coût de 10 000 dollars au titre des frais de voyage et indemnités de subsistance. Il recommande que les renseignements nécessaires soient, dans toute la mesure du possible, obtenus auprès des gouvernements membres, par l'intermédiaire des institutions spécialisées intéressées ainsi que des commissions économiques régionales. En conséquence, il recommande que le crédit demandé pour les frais de voyage et les indemnités de subsistance soit réduit de 3 000 dollars.



27. En ce qui concerne la documentation, le Comité consultatif compte que le Secrétaire général fera tout ce qui est en son pouvoir pour en réduire le volume; il ne recommande toutefois aucune réduction du crédit demandé (205 000 dollars).

28. En conséquence, le Comité recommande que le crédit supplémentaire demandé au chapitre 14 soit ramené à 257 000 dollars.

#### Chapitre 15. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

29. Le montant de 28 000 dollars demandé à ce chapitre comprend 15 000 dollars destinés à couvrir le coût de la documentation et des services de conférence nécessaires pour une session du comité spécial chargé de poursuivre la formulation de la stratégie à long terme de l'ONUDI sur la base du rapport du Groupe d'experts de haut niveau et 13 000 dollars destinés à couvrir le coût des services de conférence nécessaires pour la dixième session du Comité de la planification du développement, dont il a été décidé qu'elle se tiendrait à Vienne.

30. Le Comité consultatif approuve le premier montant demandé. En ce qui concerne le second, cependant, il rappelle que la décision de tenir cette session à Vienne a pour origine une invitation adressée au Comité de la planification du développement par le Directeur exécutif de l'ONUDI. Comme il est dit plus haut au paragraphe 7, le Comité consultatif tient à faire des réserves au sujet de cette procédure. A son avis, l'ONUDI devrait maintenant faire un effort pour couvrir, au moins en partie, les dépenses imputables au changement du lieu de la réunion. En conséquence, le Comité consultatif recommande de réduire de 4 000 dollars le crédit demandé à ce titre.

31. Dans ces conditions, les crédits supplémentaires nécessaires au chapitre 15 se chiffrent à 24 000 dollars.

#### Chapitre 18. Contrôle international des stupéfiants

32. Le montant de 117 000 dollars demandé au chapitre 18 se décompose comme suit : 41 000 dollars pour une session extraordinaire de la Commission des stupéfiants en 1974, conformément à la résolution 1778 (LIV) du Conseil économique et social; 69 000 dollars pour la session de la Commission, qui a été reportée de janvier 1975 à février-mars 1975 comme suite à une décision du Conseil; et 7 000 dollars au titre des frais de voyage des membres et du personnel de secrétariat de la Sous-Commission du trafic illicite et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient.

33. En tenant une session extraordinaire en 1974, la Commission rompt avec le cycle biennal normal, approuvé par le Conseil économique et social. Le Comité consultatif espère qu'il lui sera possible, à l'avenir, de se conformer à la décision de base du Conseil concernant le calendrier des conférences, telle qu'elle est énoncée au paragraphe 16 b) de la résolution 1768 (LIV).



34. Le Comité consultatif croit comprendre qu'il a été décidé de différer la session de 1975 de la Commission parce qu'il était probable que la documentation nécessaire ne serait pas prête pour le mois de janvier de cette année. D'après le Secrétaire général, des crédits supplémentaires seront nécessaires uniquement parce qu'il faudra recruter du personnel supplémentaire aux fins de l'établissement et de la traduction de la documentation pendant et après la session. Le Comité consultatif espère que le Secrétaire général pourra recourir davantage aux traducteurs permanents pour ces travaux, éventuellement en remettant à plus tard des traductions de caractère moins urgent. Dans ces conditions, le Comité consultatif recommande que le montant du crédit demandé soit réduit de 25 000 dollars.

35. En conséquence, les crédits supplémentaires à inscrire au chapitre 18 se chiffrent à 92 000 dollars.

#### Chapitre 19. Programme ordinaire d'assistance technique

36. Un crédit supplémentaire de 500 000 dollars a été demandé au chapitre 19 au cas où l'Assemblée générale approuverait une recommandation faite par le Conseil du développement industriel à sa septième session et tendant à ce que l'Assemblée porte "de 1,5 million de dollars à 2 millions de dollars, à compter de 1975, la base de travail et le budget du programme ordinaire d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel" <sup>7/</sup>. Pour la raison exposée au paragraphe 19.7 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 <sup>8/</sup>, le Comité consultatif n'a pas d'observations à présenter au sujet de cette demande.

#### Chapitre 20. Droits de l'homme

37. Le montant net du crédit supplémentaire demandé à ce chapitre, compte tenu de l'économie de 25 000 dollars résultant de la décision du Conseil de publier dorénavant l'Annuaire des droits de l'homme tous les deux ans, est estimé à 264 000 dollars par le Secrétaire général.

38. La majeure partie du crédit demandé doit permettre de couvrir le coût des activités du Groupe spécial d'experts créé en application de la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme, y compris deux sessions de deux semaines chacune à Genève et une mission de cinq semaines en Afrique. Le Comité consultatif a appris que l'une des principales raisons qui explique le coût relativement élevé de la mission (166 000 dollars) est la nécessité d'assurer des services d'interprétation dans trois langues (anglais, espagnol et français), ce qui fait qu'il faut ajouter au groupe de fonctionnaires six interprètes qui

---

<sup>7/</sup> Ibid., Supplément No 16, annexe II, décision I (VII).

<sup>8/</sup> Ibid., Supplément No 8 et rectificatif.

accompagneront les experts. Si le Comité consultatif, comme le Secrétaire général, reconnaît qu'il faut prévoir des crédits à ce titre, il espère qu'au cas où certains experts se trouveraient dans l'impossibilité de participer à la mission, le Secrétaire général réexaminerait en conséquence les besoins en matière de services linguistiques, de façon que des interprètes ne soient pas automatiquement affectés à la mission même si leurs services n'étaient pas nécessaires.

39. Le crédit supplémentaire demandé au chapitre 20 comprend également un montant de 63 000 dollars pour l'établissement de nouvelles études sur la discrimination raciale, sous les auspices de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Sur ce montant, 43 000 dollars représentent le coût du personnel temporaire (un poste P-4 et un poste d'agent des services généraux pendant 18 mois) et 16 000 dollars celui des travaux contractuels de traduction, de dactylographie, de reproduction et de distribution des études (360 pages).

40. Le solde du crédit demandé comprend 18 000 dollars pour l'établissement d'une étude sur les problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement et 9 000 dollars pour la réunion du Groupe de travail des règles de procédures types applicables par les organes des Nations Unies ayant à connaître des violations des droits de l'homme.

41. Les crédits supplémentaires - comme les crédits demandés initialement au chapitre 20 du projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 - ont été calculés en partant de l'hypothèse que la Division des droits de l'homme se trouverait à Genève. Lorsqu'il a examiné ces demandes de crédits, le Comité consultatif a constaté qu'un montant de 37 000 dollars était prévu au titre de la documentation; le Comité compte que le Secrétaire général fera tout ce qui est en son pouvoir pour réduire ces dépenses, en veillant à la concision des documents et en faisant davantage appel au personnel permanent des services linguistiques. Le Comité a également noté que les frais de voyage et les indemnités de subsistance avaient été inclus dans leur totalité, c'est-à-dire compte non tenu du fait que certaines personnes pourraient ne pas se prévaloir du droit au remboursement de ces frais. Pour ces deux raisons, le Comité consultatif recommande de réduire de 10 000 dollars le crédit supplémentaire demandé au chapitre 20, le ramenant ainsi à 254 000 dollars.

### Chapitre 33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien

42. Le crédit supplémentaire de 100 000 dollars demandé au chapitre 33 doit permettre de couvrir le coût du réaménagement envisagé dans la salle du Conseil économique et social, pour lequel le Secrétaire général avait inscrit un montant de 100 000 dollars dans le projet de budget-programme pour 1974-1975, et à propos

duquel le Comité consultatif avait présenté des observations au paragraphe 33.12 de son premier rapport. Le plan révisé qui a été approuvé par le Conseil à sa 1876ème séance reviendrait au total à 200 000 dollars. Le Comité consultatif a appris que le plan en question répondait au souci du Conseil, qui souhaitait que l'aspect général de la salle soit en rapport avec les hautes fonctions et l'importance du Conseil et que la salle compte un nombre de places suffisant. Le Comité consultatif n'a pas d'objection à formuler en ce qui concerne le crédit supplémentaire demandé par le Secrétaire général au chapitre 33.

#### Chapitre 34. Contributions du personnel

43. Les réductions recommandées par le Comité consultatif au paragraphe 20 ci-dessus entraîneraient une réduction de 123 000 dollars du crédit supplémentaire à inscrire au chapitre 34 (qui se trouverait ainsi ramené de 280 000 dollars à 157 000 dollars).

#### Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel

44. Si l'Assemblée générale approuve les demandes de crédits révisées présentées par le Secrétaire général (A/C.5/1521/Rev.1), compte tenu des réductions recommandées par le Comité consultatif dans le présent rapport, les recettes supplémentaires provenant des contributions du personnel s'élèveront à 157 000 dollars.

### Récapitulation

	<u>Montant demandé par le Secrétaire général</u>	<u>Réduction recommandée par le Comité consultatif</u>	<u>Montant recommandé par le Comité consultatif</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Chapitre 6. Organes directeurs .....	(11 000)	22 000	(33 000)
Chapitre 7. Département des affaires économiques et sociales .....	214 000	56 000	158 000
Chapitre 9. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient .....	42 000	8 000	34 000
Chapitre 12. Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth .....	1 591 000	654 000	937 000
Chapitre 14. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement .....	275 000	18 000	257 000
Chapitre 15. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel .....	28 000	4 000	24 000
Chapitre 18. Contrôle international des stupéfiants .....	117 000	25 000	92 000
Chapitre 19. Programme ordinaire d'assistance technique .....	500 000	-	500 000
Chapitre 20. Droits de l'homme .....	264 000	10 000	254 000
Chapitre 33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien .....	100 000	-	100 000
Chapitre 34. Contributions du personnel	280 000	123 000	157 000
	<u>3 400 000</u>	<u>920 000</u>	<u>2 480 000</u>
Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel .....	280 000	123 000	157 000

Onzième rapport

Incidences administratives et financières du projet de résolution présenté  
par la Première Commission dans le document A/9278

(Point 40 de l'ordre du jour<sup>x</sup>)

/Original : anglais/

/10 novembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'état, présenté par le Secrétaire général (A/C.5/1541), des incidences administratives et financières du projet de résolution que la Première Commission a adopté à sa 1939ème séance, le 26 octobre 1973 (A/9278, par. 20).
2. Le Comité a appris, après avoir reçu l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.5/1541), que la Première Commission avait décidé, à sa 1948ème séance, le 6 novembre 1973, de modifier dans le projet de résolution les dates de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, de telle sorte que la première session se tienne du 3 au 14 décembre 1973 et la deuxième, du 20 juin au 29 août 1974.
3. La première session n'entraînera pas de dépenses supplémentaires car elle aura lieu à New York et l'on aura recours au personnel et aux installations qui, autrement, seraient mis à la disposition de l'Assemblée générale.
4. Le Secrétaire général estime les incidences financières du projet de résolution à 3 273 000 dollars au total pour la période biennale 1974-1975. Cette somme se décompose comme suit : 1 495 000 dollars pour la deuxième session de la Conférence, les dépenses étant calculées sur la base de ce que coûterait la session si elle se tenait à Genève (au taux de 3,03 francs suisses pour un dollar); 475 000 dollars pour l'impression des documents de la Conférence et 1 303 000 dollars pour le secrétariat de la Conférence. Il est entendu que, la deuxième session de la

---

\* Affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle et exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité, et convocation d'une conférence sur le droit de la mer : rapport du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale.

Conférence se tenant à Caracas, le Gouvernement vénézuélien prendra à sa charge les dépenses qui viendront s'ajouter à ce qu'aurait coûté la session si elle s'était tenue à Genève.

5. Le Comité a été informé qu'à la suite du changement des dates des sessions de la Conférence (voir par. 2 ci-dessus), la mesure dans laquelle on disposera du personnel nécessaire pour assurer les services de conférence de la deuxième session sera subordonnée à la conclusion d'arrangements satisfaisants avec la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et la Conférence des Nations Unies sur la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels dont la réunion est actuellement prévue à des dates coïncidant avec la nouvelle période fixée pour la deuxième session. Même si ces arrangements pouvaient être conclus, il ressort des renseignements fournis au Comité qu'en raison d'une pénurie générale de personnel linguistique pendant les trois premières semaines de la session, une certaine réduction des services pris comme base de calcul des estimations figurant dans le document A/C.5/1541 est inévitable. D'après les calculs effectués, le Secrétaire général pense que cette réduction se traduira par une diminution de 85 000 dollars des dépenses au titre des services de conférence (y compris le coût des comptes rendus analytiques).

6. Le Secrétaire général indique au paragraphe 10 de l'état des incidences financières (A/C.5/1541) qu'il se propose de détacher à la deuxième session de la Conférence 32 fonctionnaires des services organiques du Siège. Sur ce total, 16 fonctionnaires sont déjà disponibles dans le cadre des effectifs permanents (6 au Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité, 5 au Département des affaires économiques et sociales, 5 au Service juridique) et les 16 autres devront être recrutés pour pourvoir de nouveaux postes dans l'unité dirigée par le représentant spécial du Secrétaire général. Comme trois de ces nouveaux postes ont été approuvés l'an dernier (1 poste de Secrétaire général adjoint, 1 poste P-2 et 1 poste G-5), 13 seulement doivent encore être approuvés à l'heure actuelle. Toutefois, au paragraphe 20 de son état, le Secrétaire général demande, outre les trois postes déjà approuvés, 25 nouveaux postes (14 postes d'administrateur et 11 postes d'agent des services généraux), soit 12 de plus qu'il n'en faut pour assurer l'effectif qu'il se propose de détacher.

7. Tout en sachant que les résolutions 2749 (XXV) et 2750 C (XXV) de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1970 mentionnent l'établissement futur d'un mécanisme international permanent, le Comité consultatif estime que les crédits ouverts à ce stade devraient l'être pour fournir des services organiques à la Conférence et non pour créer un embryon de mécanisme international permanent, puisque les recommandations à l'Assemblée générale concernant la création d'un tel mécanisme ne peuvent être faites que par la Conférence elle-même.

8. C'est pourquoi le Comité considère qu'en 1974 il faudrait se borner à recruter du personnel pour pourvoir les postes que le Secrétaire général a l'intention de mettre à la disposition de la Conférence à sa deuxième session. En conséquence, le Comité consultatif recommande que, outre les 3 postes approuvés l'an dernier, on prévoie 9 autres postes d'administrateur et 4 postes d'agent des services généraux qui seraient financés au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire : 2 postes D-1, 3 postes P-5, 2 postes P-4/3, 2 postes P-2, 1 poste G-5,

3 postes G-4/3, étant entendu que les postes supérieurs seront réservés à du personnel des services organiques (non administratif). Le Comité recommande donc l'approbation de 13 postes, qui est le nombre que le Secrétaire général a demandé pour fournir les services nécessaires à la Conférence. Les représentants du Secrétaire général ont informé le Comité consultatif qu'il n'était pas facile de trouver des juristes spécialistes du droit de la mer qui soient disponibles et qu'on se heurterait vraisemblablement dans ce domaine à des délais et à des difficultés considérables en matière de recrutement. Néanmoins, le Comité n'a pas majoré le facteur de recrutement différé appliqué par le Secrétaire général (40 p. 100 en ce qui concerne les administrateurs et 20 p. 100 en ce qui concerne les agents des services généraux au cours de l'année de recrutement). Compte tenu de ses recommandations quant au nombre de postes supérieurs à prévoir pour le secrétariat et eu égard aux incertitudes qui subsistent quant à la nécessité de disposer de services de consultants après la Conférence, le Comité consultatif recommande de réduire de 20 000 dollars les recommandations du Secrétaire général relatives aux consultants, en les ramenant ainsi à 80 000 dollars. La recommandation du Comité quant à l'effectif du secrétariat de la Conférence et des consultants entraînerait une économie de 324 000 dollars au chapitre 3.

9. Vu les réductions de personnel qu'il recommande, le Comité est d'avis que le crédit de 50 000 dollars que le Secrétaire général demande pour les frais de voyage peut être réduit de 10 000 dollars. En outre, le Comité estime qu'il devrait être possible de réaliser des économies au titre des travaux d'édition, de composition et d'impression des documents. Les prévisions du Secrétaire général semblent fondées sur une moyenne de 177 dollars la page, contre 125 dollars la page dans son projet de budget-programme pour 1974-1975. Même en admettant que les dépenses d'impression et connexes seront plus élevées, un accroissement de l'ordre de celui prévu par le Secrétaire général (plus de 40 p. 100) ne paraît guère justifiable. Pour cette raison, et dans l'attente que le Secrétaire général étudiera la possibilité de recourir à des techniques d'impression plus économiques que celles présentement envisagées, le Comité consultatif recommande que le crédit demandé pour les frais d'impression soit réduit de 100 000 dollars, ce qui le ramènerait à 375 000 dollars.

10. Pour récapituler la situation, le Comité consultatif recommande, pour les raisons indiquées dans les paragraphes 5, 8 et 9 ci-dessus, que les prévisions de dépenses du Secrétaire général qui figurent au paragraphe 29 de son état des incidences financières (A/C.5/1541) soient réduites de 519 000 dollars, ce qui les ramènerait de 3 273 000 à 2 754 000 dollars. La réduction recommandée en ce qui concerne le secrétariat de la Conférence entraînerait une réduction parallèle de 49 000 dollars du crédit demandé par le Secrétaire général au titre des contributions du personnel au chapitre 34 du budget pour 1974-1975, et une réduction du même montant des prévisions du Secrétaire général relatives aux recettes provenant des contributions du personnel inscrites au chapitre premier des recettes du budget pour la période biennale.

11. En conséquence, le Comité consultatif recommande que la Cinquième Commission informe l'Assemblée générale que, si elle adopte le projet de résolution recommandé par la Première Commission (A/9278, par. 20), il faudra ouvrir un crédit supplémentaire de 1 768 000 dollars au chapitre 3 du budget pour la période biennale 1974-1975 (2 754 000 dollars moins 986 000 dollars déjà approuvés en première lecture), et prévoir un crédit supplémentaire de 358 000 dollars au chapitre 34 pour les contributions du personnel, montant qui serait compensé par une augmentation égale au chapitre premier des recettes (recettes provenant des contributions du personnel).

12. Le Comité consultatif constate, à la lecture du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution recommandé par la Première Commission et des paragraphes 17 et 21 de l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.5/1541), qu'il faudra peut-être convoquer une nouvelle ou des nouvelles sessions de la troisième Conférence en 1975. Dans ce cas, des services de conférence supplémentaires pourraient être nécessaires au cours de la période biennale 1974-1975. En ce qui concerne le personnel des services organiques, le Secrétaire général disposera des 16 postes recommandés dans le paragraphe 8 ci-dessus pour le secrétariat de la Conférence, ainsi que du personnel appartenant au Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité, au Département des affaires économiques et sociales et au Service juridique qui a jusqu'à présent été chargé d'assurer des services organiques dans le domaine considéré. Au cas où les décisions qui seront prises en 1974 ne prévoiraient pas de nouvelles sessions en 1975, le Comité compte que le Secrétaire général réexaminera ses besoins en ce qui concerne le secrétariat spécial, de manière à pouvoir réaliser des économies au titre des dépenses de personnel y relatives.



DOCUMENT A/9008/Add.11

Douzième rapport

Proposition relative au transfert de New York à Genève du  
secrétariat du Comité scientifique des Nations Unies pour  
l'étude des effets des rayonnements ionisants : montants  
estimatifs révisés pour le chapitre 2 des dépenses

/Original : anglais/

/16 novembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général (A/C.5/1530), dans lequel ce dernier recommande que le secrétariat du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants soit transféré de New York à Genève à compter du 1er janvier 1974. Le Secrétaire général indique que, du fait que les tâches qui incombent au Comité scientifique en vertu de son mandat sont essentiellement de caractère cyclique, le volume de travail du secrétariat du Comité est irrégulier, et que le transfert à Genève contribuerait à rendre le volume du travail plus égal et plus soutenu qu'à présent, dans la mesure où le secrétariat pourrait alors fournir au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de manière suivie, des avis techniques sur certains aspects de l'évaluation et de la prévention de la pollution. Selon le Secrétaire général, le projet le plus immédiat auquel le secrétariat du Comité scientifique pourrait apporter sa contribution serait la mise en oeuvre du programme dit Plan vigie.

2. Comme le Secrétaire général, le Comité consultatif estime que dans les circonstances actuelles, il serait contraire aux règles d'une gestion efficace de maintenir à New York le secrétariat du Comité scientifique. Le Comité consultatif a cherché à savoir si les objectifs poursuivis par le Secrétaire général pourraient

être atteints plus aisément en transférant le secrétariat du Comité scientifique à Vienne (ce qui lui permettrait d'être en liaison plus étroite avec l'AIEA pour ce qui est du contrôle de la pollution de l'environnement par des agents radioactifs) ou à Nairobi (au cas où l'on chercherait avant tout à intégrer étroitement les activités du secrétariat du Comité scientifique à celles du PNUE). Le Comité consultatif a été informé que si le Secrétaire général envisage de transférer le secrétariat à Genève, c'est parce que les deux institutions spécialisées qui sont appelées à contribuer le plus largement à la mise au point et à l'application des programmes d'évaluation et de prévention de la pollution sont l'OMS et l'OMM, et aussi parce que la FAO, l'OMCI et l'UNESCO (Commission océanographique intergouvernementale) seront également appelés à exercer d'importantes responsabilités à cet égard.

3. Dans ces conditions, le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la proposition du Secrétaire général. Il recommande toutefois au Secrétaire général de réexaminer la question du lieu qui conviendrait le mieux à l'installation du secrétariat du Comité scientifique, compte tenu des résultats qu'aura donnés le transfert à Genève.

4. Le Secrétaire général estime le coût du transfert à 38 000 dollars pour la période biennale, soit 20 000 dollars de dépenses non renouvelables à engager à l'occasion des mutations de personnel, et 18 000 dollars de dépenses imputables principalement au fait que les émoluments sont actuellement plus élevés à Genève qu'à New York (A/C.5/1530, annexe). Etant donné que dans le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 les frais à prévoir à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service ont été pris en considération aux fins du calcul des coûts standards pour les dépenses de personnel /alors que selon la présentation par objet de dépense pratiquée auparavant ces frais étaient indiqués séparément au chapitre 4 (Dépenses communes de personnel)/, le Comité consultatif estime que le Secrétaire général devrait être en mesure de faire face à la dépense non renouvelable de 20 000 dollars qu'entraînerait le transfert envisagé du secrétariat du Comité scientifique sans dépassement des crédits approuvés en première lecture au chapitre 2.

5. En conséquence, si l'Assemblée générale approuve la proposition tendant à ce que le secrétariat du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants soit transféré à Genève à compter du 1er janvier 1974, il faudra ouvrir au chapitre 2 un crédit supplémentaire de 18 000 dollars.

DOCUMENT A/9008/Add.12

Treizième rapport

Réorganisation de l'échelon le plus élevé du Secrétariat

/Original : anglais/

/21 novembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général (A/C.5/1537) signalant certaines mesures de réorganisation et divers remaniements à l'échelon le plus élevé du Secrétariat, qui ont pour effet de modifier la structure administrative telle qu'elle est présentée dans le projet de budget-programme pour 1974-1975. Etant donné que ces diverses mesures complètent la réorganisation globale de l'échelon le plus élevé que le Secrétaire général envisage pour l'avenir prévisible, celui-ci exprime l'espoir que le Comité consultatif sera désormais en mesure d'approuver les quatre reclassements de directeur (D-2) à sous-secrétaire général qu'il a recommandés dans son projet de budget-programme (A/C.5/1537, par. 6).

2. Les remaniements en question, qui ont pris effet le 15 septembre 1973, concernent quatre postes. Dans deux cas, le Secrétaire général demande que les changements opérés apparaissent officiellement dans les tableaux d'effectifs pertinents qui doivent être approuvés pour la prochaine période biennale; dans les deux autres cas, il propose des arrangements provisoires.

3. Les deux premiers postes se trouvent dans les services relevant directement du Secrétaire général (chap. 2 du projet de budget-programme pour 1974-1975). Le Secrétaire général a décidé que le Bureau des affaires interorganisations serait désormais appelé Bureau des affaires interorganisations et de la coordination "pour tenir compte des responsabilités supplémentaires qui lui seraient confiées en ce qui concerne la coordination institutionnelle à l'Organisation des Nations Unies",

et que le poste du fonctionnaire responsable de ce service serait reclassé poste de secrétaire général adjoint (A/C.5/1537, par. 3 b). Le Secrétaire général a également décidé que le titulaire du poste de chef de Cabinet du Secrétaire général aurait désormais le titre d'Assistant exécutif du Secrétaire général et que ce poste serait déclassé de secrétaire général adjoint à sous-secrétaire général adjoint (A/C.5/1537, par. 3 a).

4. Le Secrétaire général n'indique pas quelles responsabilités supplémentaires il a confiées à l'ancien Bureau des affaires interorganisations, ni à quel égard les fonctions et responsabilités de l'Assistant exécutif diffèrent de celles du chef de Cabinet pour justifier un reclassement dans un cas et un déclassement dans l'autre.

5. Le troisième remaniement opéré par le Secrétaire général a consisté à remplacer l'ancien Cabinet du Conseiller spécial pour les questions africaines, dirigé jusque-là par un fonctionnaire de la classe de secrétaire général adjoint, par un nouveau service intitulé Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales (A/C.5/1537, par. 3 c).

6. Le Comité consultatif rappelle que, dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour 1974-1975, il a indiqué que le Secrétaire général l'avait informé qu'il continuait de considérer les arrangements pris pour le Cabinet du Conseiller spécial comme des arrangements transitoires 1/. Dans ces conditions, le Comité avait alors recommandé de continuer à couvrir le coût du personnel du Cabinet au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire. Le Secrétaire général propose que le personnel en question soit muté au nouveau Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales, et que les arrangements provisoires consistant à financer le coût de ce personnel au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire soient maintenus pour l'instant. Le Comité consultatif souscrit à cette proposition, qui tient compte du fait que les attributions qui seront confiées au nouveau Cabinet n'ont pas encore été définies avec précision. Le Comité note que les propositions du Secrétaire général concernant le nouveau Cabinet comprennent un reclassement de poste (de P-2 à P-3). Le Comité recommande que cette proposition soit examinée selon ses mérites, compte tenu de la recommandation relative aux reclassements de postes formulée par le Comité dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour 1974-1975 2/.

7. Le quatrième remaniement proposé consisterait à pourvoir le poste de Commissaire à la coopération technique (Département des affaires économiques et sociales), pendant le mandat du présent Commissaire exclusivement, par un secrétaire général adjoint et non par un sous-secrétaire général (A/C.5/1537, par. 3 d).

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 8 et rectificatif, par. 2.9.

2/ Ibid., par. 63.

8. Le Comité consultatif note, d'après les paragraphes 4 et 5 du rapport du Secrétaire général, qu'en 1973 il a été possible d'opérer les quatre remaniements examinés ci-dessus dans les limites du tableau d'effectifs global et des ressources mises à la disposition du Secrétaire général au titre du chapitre 3 du budget de l'exercice en cours, et que ces arrangements pourront être maintenus dans les limites des ressources recommandées par le Comité consultatif aux chapitres 2 et 7 du budget-programme pour la période biennale 1974-1975. Le Comité consultatif croit comprendre qu'à l'expiration du mandat de l'actuel Commissaire à la coopération technique, il y aura au Secrétariat un poste de secrétaire général adjoint de moins et un poste de sous-secrétaire général de plus.

9. En ce qui concerne la demande présentée par le Secrétaire général au paragraphe 6 de son rapport, le Comité consultatif rappelle que, dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour 1974-1975, il avait souligné que, s'agissant des quatre reclassements de directeur (D-2) à sous-secrétaire général demandés par le Secrétaire général (pour le Chef du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement (Département des affaires économiques et sociales) et pour les adjoints du secrétaire général de la CNUCED, du Directeur exécutif de l'ONUDI et du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) "la création des quatre postes en question, outre qu'elle susciterait des pressions en vue du reclassement, par voie de conséquence, des postes des subordonnés, constituerait un précédent puisqu'elle aurait pour effet de donner rang de sous-secrétaire général aux adjoints d'un certain nombre de chefs d'unités administratives. Jusqu'à présent, à de rares exceptions près, on avait coutume de réserver les postes de secrétaire général adjoint et de sous-secrétaire général à des hauts fonctionnaires chargés de la direction de ces unités administratives ou de départements" 3/.

10. Après avoir examiné la situation, le Comité consultatif est parvenu à la conclusion que les faits nouveaux signalés dans le rapport du Secrétaire général (A/C.5/1537) ne sont pas de nature à le faire revenir sur l'opinion déjà exprimée dans le premier rapport sur le projet de budget-programme pour 1974-1975 4/.

---

3/ Ibid., par. 65.

4/ Ibid., par. 66.

Quatorzième rapport

Incidences administratives et financières du projet de résolution II présenté  
par la Quatrième Commission dans le document A/9338

(Point 71 de l'ordre du jour\*)

/Original : anglais/

/26 novembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a étudié l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.5/1553 et Corr.1) au sujet des incidences administratives et financières du projet de résolution (A/C.4/L.1035) 1/ adopté par la Quatrième Commission à sa 2057ème séance, le 9 novembre 1973. Le projet de résolution prévoit l'établissement d'une commission d'enquête représentative composée de cinq membres et chargée de faire la lumière sur les atrocités signalées dans les territoires administrés par le Portugal.

2. Dans l'état en question, le Secrétaire général prévoit que cette commission d'enquête se rendra dans la région pendant une période approximative de trois à quatre semaines, ainsi que dans deux ou trois villes d'Europe, et qu'elle se réunira au Siège (environ deux semaines pour l'organisation des travaux, et deux ou trois semaines pour la préparation du rapport), l'ensemble des frais devant s'élever à 71 000 dollars.

3. Les représentants du Secrétaire général ont fait savoir au Comité consultatif que l'itinéraire précis de la commission d'enquête serait fixé à New York au cours des deux semaines prévues pour l'organisation de ses travaux. Le montant estimatif des frais de voyage a été établi en partant de l'hypothèse que les cinq membres de la commission seraient tous en poste à New York.

---

\* Question des territoires administrés par le Portugal :

- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
- b) Rapport du Secrétaire général.

1/ Texte identique à celui du projet de résolution II présenté par la Quatrième Commission dans le document A/9338.

4. Les membres de la commission seraient accompagnés dans leur mission par un personnel de 13 membres. Le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général revoie les besoins en personnel de la Commission et, si possible, regroupe les fonctions afin de réduire l'effectif total; en outre, le Secrétaire général devrait s'assurer auprès des membres de la Commission qu'ils auront effectivement besoin de la totalité des services d'interprétation indiqués dans l'état des incidences (A/C.5/1553 et Corr.1), leur demandant s'il serait possible de prévoir un personnel moins important pour les services linguistiques. Le montant estimatif indiqué par le Secrétaire général (A/C.5/1553 et Corr.1) a été calculé en partant de l'hypothèse que tous les membres du personnel partiraient de New York. Le Comité consultatif recommande que l'on s'efforce dans toute la mesure du possible de recruter à Genève le personnel n'appartenant pas aux services organiques (six interprètes, un sténographe-rédacteur de séances, un ingénieur du son et, si possible, le photographe et le **fonctionnaire d'administration**), ce qui permettrait de réduire les frais de voyage du personnel d'un maximum de 4 000 dollars environ (le chiffre exact étant fonction de l'effectif du personnel qui, en définitive, accompagnera la mission). Par contre, il semble que les frais de voyage des membres de la commission aient été sous-évalués d'environ 2 000 dollars, ayant été calculés au tarif de la classe économie.

5. Le Comité consultatif croit comprendre que les 12 500 dollars prévus au titre des indemnités de subsistance ont été calculés en partant de l'hypothèse que ces indemnités ne seraient versées aux membres de la mission et au personnel les accompagnant qu'une fois qu'ils auraient quitté New York. Toutefois, si les membres de la commission ne sont pas tous en poste à New York, il y aura lieu de prévoir des dépenses additionnelles au titre des indemnités de subsistance pendant que la commission siégera à New York. Le Comité espère que la durée des sessions n'excédera pas le minimum nécessaire pour permettre à la commission de s'acquitter efficacement de son mandat; en particulier, si toute la documentation nécessaire est envoyée assez tôt aux membres de la commission, il devrait être possible de réduire sensiblement la durée de la période envisagée pour l'organisation des travaux.

6. Le Comité consultatif estime que des économies de l'ordre de 1 000 dollars pourraient être réalisées sous la rubrique des frais généraux, pour lesquels le Secrétaire général demande un total de 8 000 dollars (par. 5, D à H).

7. Après avoir examiné le montant estimatif, et compte tenu du fait qu'il y aura peut-être lieu de prévoir une indemnité de subsistance pour certains des membres de la commission lors de leur séjour à New York, le Comité consultatif a conclu qu'il serait prudent d'estimer à 70 000 dollars le coût de la mission, étant entendu que les sommes à dépenser effectivement pour les frais de voyage et les indemnités de subsistance seront peut-être inférieures à l'estimation actuelle.

8. En conséquence, si le projet de résolution (A/C.4/L.1035) est adopté par l'Assemblée générale, il faudra prévoir l'ouverture d'un crédit additionnel d'un montant de 70 000 dollars au chapitre 21 du budget-programme pour la période biennale 1974-1975.

DOCUMENT A/9008/Add.14

Quinzième rapport

Incidences administratives et financières du projet de résolution présenté  
par la Sixième Commission dans le document A/9334

(Point 89 de l'ordre du jour<sup>x</sup>)

/Original : anglais/

/28 novembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.5/1557) relatif aux incidences administratives et financières du projet de résolution adopté par la Sixième Commission à sa 1415<sup>ème</sup> séance, le 15 octobre 1973 (A/9334, par. 128). Aux termes du paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution, la Commission du droit international est autorisée à tenir en 1974 une session de 12 semaines, soit deux semaines de plus que la durée envisagée par le Secrétaire général dans son projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 1/.

2. Le Secrétaire général estime que la prolongation de la session de la Commission nécessitera l'ouverture au chapitre 25 d'un crédit supplémentaire de 73 000 dollars (y compris 52 000 dollars pour le personnel temporaire des services de conférence, 4 000 dollars pour l'impression des documents, 15 000 dollars pour les indemnités de subsistance à verser aux membres de la Commission et 2 000 dollars pour les indemnités de subsistance allouées aux fonctionnaires des services organiques détachés

---

\* Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-cinquième session.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 6 et rectificatif, par. 25.4.



du Siège). Il faudrait également ouvrir au chapitre 34 (Contributions du personnel) un crédit supplémentaire de 15 000 dollars, mais ce montant serait compensé par une augmentation correspondante au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel). L'augmentation des crédits prévue au chapitre 25 comprend, comme l'a expliqué le Secrétaire général au paragraphe 4 de son rapport, la reconversion des crédits prévus pour la Commission au taux de change de 3,09 francs suisses pour un dollar, alors que les estimations initiales étaient basées sur un taux de change de 3,40 francs suisses pour un dollar. Le Secrétaire général a informé le Comité consultatif que ce réajustement augmentait de 12 000 dollars le montant initial des crédits.

3. Le Comité consultatif rappelle que, lorsqu'il a examiné les crédits demandés initialement par la Commission, il a indiqué que la Commission se réunissait en principe une fois par jour, l'autre moitié de la journée étant consacrée aux travaux de rédaction. Etant donné l'augmentation rapide du coût des réunions à Genève, le Comité a suggéré que la Commission envisage la possibilité de resserrer quelque peu son emploi du temps afin d'abréger la durée totale de la session 2/. Le Comité consultatif renouvelle cette suggestion. Si la Commission se réunissait sept fois par semaine (conformément à la pratique normale adoptée pour le calendrier hebdomadaire des réunions des grandes commissions de l'Assemblée générale y compris la Sixième Commission), la durée de la session de la Commission pourrait être réduite de trois semaines, ce qui représenterait une économie évaluée par le Secrétaire général à 20 000 dollars.

4. Le Comité consultatif rappelle également que dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975, il a exprimé l'opinion que les crédits prévus pour le personnel chargé de la documentation et d'autres services d'appui (dont le nombre était alors estimé à 13 fonctionnaires) étaient trop élevé 2/. En conséquence, le Comité note avec surprise qu'au paragraphe 3 de son rapport, le Secrétaire général indique un nombre encore plus élevé (14 fonctionnaires pour cette catégorie de personnel).

5. Le Comité consultatif comprend que pour réviser le montant des crédits demandés pour la Commission en 1974, le Secrétaire général tiennne à se baser sur le taux de change opérationnel le plus récent (soit 3,09 francs suisses pour un dollar). Cependant, étant donné que la session de la Commission n'est pas une conférence spéciale, mais une session annuelle normale, et qu'une session pour 1974 est déjà prévue au chapitre 25 au taux de 3,40 francs suisses pour un dollar, le Comité consultatif estime que l'emploi d'un taux différent pour la session de 1974 fausserait le tableau d'ensemble et compliquerait la présentation de demandes de crédits révisées pour l'ensemble du budget, si cette mesure était nécessaire en raison des fluctuations de la monnaie enregistrées depuis le printemps de 1973. En conséquence, le Comité recommande qu'au stade actuel, tous les crédits demandés pour la Commission soient calculés au taux de change utilisé dans le projet de budget-programme.

---

2/ Ibid., Supplément No 8 et rectificatif, par. 25.3.

6. Dans ces conditions, le Comité consultatif recommande que la Cinquième Commission informe l'Assemblée générale que si elle adopte le projet de résolution recommandé par la Sixième Commission, il faudrait prévoir un crédit supplémentaire de 61 000 dollars (au taux de change de 3,40 francs suisses pour un dollar) au chapitre 25, ainsi qu'un montant de 14 000 dollars au chapitre 34, qui serait compensé par une augmentation correspondante au chapitre premier des recettes.

7. La Cinquième Commission voudra peut-être aussi appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les économies qui pourraient être réalisées si la Commission de droit international resserrait son emploi du temps.

Seizième rapport

Incidences administratives et financières du projet de résolution présenté par  
la Sixième Commission dans le document A/9335

(Point 91 de l'ordre du jour<sup>x</sup>)

/Original : anglais/

/28 novembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné la note du Secrétaire général (A/C.5/1556) sur les incidences administratives et financières du projet de résolution adopté par la Sixième Commission à sa 1438<sup>ème</sup> séance, le 14 novembre 1973 (A/9335, par. 11). Aux termes du projet de résolution, l'Assemblée générale convoquerait à Vienne, au début de 1975, une Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales.

2. Au paragraphe 3 de sa note, le Secrétaire général indique qu'aux fins de ses calculs, il est parti de l'hypothèse que la Conférence aurait lieu entre le 12 février et le 15 avril 1975 (c'est-à-dire qu'elle durerait neuf semaines). Au paragraphe 4, il énumère le personnel linguistique qui serait nécessaire pour assurer le service de la Conférence envisagée; l'importance de l'effectif qu'il mentionne (94 personnes au total) s'explique en partie par le fait qu'aux termes du paragraphe 6 du projet de résolution, il serait établi des comptes rendus analytiques de séance.

3. Au paragraphe 2 de sa note, le Secrétaire général indique que "les prévisions de dépenses indiquées ... ont été établies sur la base des besoins auxquels il faudrait répondre si la Conférence devait se tenir au Siège". Au paragraphe 5, il signale qu'"en tenant compte des maximums de services exigibles", il pourrait

---

<sup>x</sup> Conférence internationale de plénipotentiaires sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales.

s'avérer nécessaire de dépenser 508 000 dollars pour le recrutement, à titre temporaire, des 94 personnes mentionnées au paragraphe précédent "les frais de voyage et les indemnités de subsistance du personnel recruté sur le plan international" étant compris dans cette somme. Le Comité consultatif a cherché à savoir ce que signifiait au juste ce membre de phrase, et il a été informé que du fait qu'à New York il n'y a pas suffisamment de personnel de conférence sur le marché indépendant, il pourrait s'avérer nécessaire de procéder à des recrutements en Europe.

4. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général n'exclut pas la possibilité d'assurer certains services de conférence en utilisant les ressources dont dispose le Secrétariat; il indique toutefois que la mesure dans laquelle on pourrait compter sur ces ressources ne pourra être déterminée qu'une fois arrêté le calendrier des conférences pour 1975.

5. Le Comité consultatif n'ignore pas les difficultés que rencontre le Secrétaire général lorsqu'il cherche à évaluer les ressources dont il disposera pour assurer les services de conférence durant la seconde moitié de la période biennale, étant donné que plusieurs organes permanents n'ont pas encore arrêté le calendrier de leurs réunions, que les demandes tendant à l'organisation de conférences et de réunions sont en nombre sans cesse croissant, et qu'il n'existe aucun organe intergouvernemental, à un échelon suffisamment élevé, qui puisse déterminer l'ordre de priorité à respecter pour l'affectation des ressources prévues pour les services de conférence.

6. Cependant, même en tenant compte de cette difficulté, le Comité consultatif éprouve quelques doutes quant au bien-rondé du parti adopté par le Secrétaire général lorsqu'il a établi les estimations figurant dans le document A/C.5/1556. En l'absence d'un organe chargé de fixer l'ordre de priorité, la seule formule possible est de s'en tenir à l'ordre chronologique des demandes. En d'autres termes, le Secrétaire général aurait dû calculer les ressources qui se trouveront engagées au titre du service des conférences et des réunions pour la période allant de la mi-février à la mi-avril 1975, et il aurait dû indiquer dans quelle mesure les services requis pourraient être assurés en utilisant le personnel permanent disponible, avant de faire des prévisions quant au personnel temporaire à recruter.

7. En réponse aux questions posées par le Comité consultatif, le Secrétaire général a fait savoir qu'au vu du calendrier provisoire des conférences et des réunions prévues pour février à avril 1975 à New York, il serait en mesure de fournir, dans le cadre des effectifs permanents, tout le personnel de conférence et le personnel linguistique mentionné au paragraphe 4 du document A/C.5/1556. Il prévoit cependant que plusieurs des organes permanents qui n'ont pas encore arrêté leur calendrier de réunions auront en fait besoin de services de conférence durant la période en question.

8. En général, le nombre des conférences et des réunions tenues à Genève est peu élevé durant les premiers mois de l'année. Cependant, le Secrétaire général ne semble pas avoir cherché à déterminer s'il serait possible de recourir à du personnel permanent de Genève, et il n'a pas indiqué à la Sixième Commission le

montant estimatif des dépenses qu'entraînerait la Conférence dans l'hypothèse où elle se tiendrait à Genève.

9. En fait, toutes les hypothèses retenues dans le document A/C.5/1556 - calcul des dépenses en presumant que la Conférence se tiendrait au Siège et que le personnel linguistique serait recruté en Europe sur le marché indépendant - semblent être les moins économiques. Une telle façon de procéder est manifestement contraire à l'esprit de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale.

10. Au paragraphe 7 du document A/C.5/1556, le Secrétaire général indique que le coût estimatif de l'impression des documents de la Conférence serait de 134 000 dollars pour 650 pages imprimées, soit 206 dollars par page. Ce chiffre à comparer avec le coût d'environ 89 dollars par page indiqué pour l'Annuaire de la Commission du droit international (A/C.5/1557, par. 5) et le chiffre de 177 dollars par page retenu pour les documents de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (A/C.5/1541, par. 11). Le Comité consultatif s'est enquis de la raison de ces différences, et il a été informé que les estimations fournies dans le document A/C.5/1556 étaient fondées sur les tarifs pratiqués actuellement à New York. Sur la base des tarifs pratiqués en Europe, les dépenses prévues pourraient être ramenées de 134 000 dollars à 85 000 dollars, soit environ 130 dollars par page; ce dernier chiffre est du même ordre que celui retenu par le Secrétaire général lorsqu'il a établi le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 en ce qui concerne les rapports similaires à publier dans les mêmes langues que le rapport de la Conférence. Le Comité consultatif recommande qu'à l'avenir, les hypothèses retenues aux fins du calcul des frais d'impression soient clairement indiquées dans les états d'incidences administratives et financières.

11. Compte tenu d'un montant total de 56 000 dollars prévu pour la reproduction de la documentation à établir avant et pendant la Conférence, y compris les comptes rendus analytiques, et d'un montant de 8 000 dollars prévu au titre des frais de voyage du Rapporteur spécial de la Commission du droit international (pour donner suite au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution), le Secrétaire général estime provisoirement les dépenses qu'entraînerait la Conférence proposée à 706 000 dollars. Toutefois, au paragraphe 10 du document A/C.5/1556, il suggère, "vu le caractère provisoire de ces évaluations, pour autant qu'elles ont trait aux effectifs des services de traduction que l'on pourra être amené à engager sur la base d'une assistance temporaire ... de ne pas faire d'ouverture de crédit au cours de la session actuelle, étant entendu que des évaluations plus précises seront présentées à cette fin à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session".

12. Le Comité consultatif approuve cette suggestion, mais a été amené à conclure, au vu des renseignements supplémentaires qui lui ont été fournis, quant à la possibilité d'utiliser les ressources du Secrétariat et quant aux frais d'impression, que les dépenses entraînées par la Conférence - calculées sur la base des coûts unitaires tels qu'ils s'établissent actuellement - devraient être beaucoup moins élevées que le total provisoire de 706 000 dollars mentionné plus haut. Sur la foi des renseignements dont il dispose actuellement, le Comité consultatif est d'avis

que ces dépenses ne devraient pas excéder 250 000 dollars, en prévoyant un montant de 100 000 dollars pour le cas où il serait nécessaire de recruter du personnel de conférence sur le marché indépendant, 85 000 dollars au titre des frais d'impression, 56 000 dollars au titre de la reproduction des documents (encore qu'il ne soit pas exclu que ce montant puisse être diminué si des travaux sont effectués par les soins du Secrétariat) et 8 000 dollars au titre des frais de voyage.

13. En conséquence, le Comité consultatif recommande à la Cinquième Commission d'informer l'Assemblée générale que si elle adopte le projet de résolution recommandé par la Sixième Commission, il pourra s'avérer nécessaire d'inscrire un montant supplémentaire de l'ordre de 250 000 dollars au chapitre 25 du budget-programme pour la période biennale 1974-1975, mais qu'il ne sera pas nécessaire d'ouvrir un crédit au titre de la Conférence à la présente session de l'Assemblée générale, étant entendu que le Secrétaire général révisera les prévisions de dépenses pertinentes, en tablant sur une utilisation maximale du personnel permanent dont il dispose, et présentera des estimations détaillées à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session.

Dix-septième rapport

Effets de l'instabilité monétaire persistante sur les budgets  
des organismes des Nations Unies

/Original : anglais/  
/30 novembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport joint au présent document, établi par le Comité administratif de coordination (CAC) au sujet de l'effet d'une instabilité monétaire persistante sur les budgets des organisations du système des Nations Unies.
2. Ce rapport a été établi à la suite d'un examen approfondi, par le CAC, des origines et des incidences des problèmes auxquels les organisations du système des Nations Unies doivent faire face en raison du réalignement des taux de change. On explore actuellement plusieurs méthodes (a posteriori, anticipées et préventives) pour régler ces problèmes. Le fait que le rapport ne parvient à aucune conclusion doit être considéré moins comme une lacune que comme une preuve de la complexité de la question.
3. La cause fondamentale du problème est que chaque organisation établit son budget en une seule monnaie, alors qu'elle contracte des engagements financiers dans diverses monnaies. Cependant, l'étendue et la variété de ces engagements diffèrent beaucoup selon les organisations. Elles dépendent de l'emplacement géographique et du degré de décentralisation de chaque organisme.
4. La situation est encore compliquée par le fait que, quel que soit le lieu d'affectation, les barèmes normalisés des traitements des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs sont exprimés en dollars des Etats-Unis. Mais comme

le personnel est généralement rémunéré en monnaie locale, dans laquelle il effectue aussi nécessairement la plupart de ses dépenses, il faut compenser les modifications des rapports entre le dollar des Etats-Unis et l'unité monétaire locale. Tel est l'objet du mécanisme d'ajustement (indemnité de poste ou déduction) décrit à l'annexe IV du rapport du CAC. En conséquence, la dépréciation du dollar des Etats-Unis entraîne le relèvement accéléré de l'indemnité de poste aux lieux d'affectation situés hors des Etats-Unis, ce qui a pour effet de gonfler les besoins budgétaires en dollars. Etant donné que les traitements des administrateurs représentent une part appréciable des budgets de toutes les organisations, il importe de ne pas perdre de vue cet aspect du problème lorsqu'on examine les moyens possibles d'éviter ou de minimiser les effets des fluctuations monétaires.

5. Le Comité consultatif n'a pas cherché à résumer tous les éléments du rapport du CAC. Ce rapport, bien documenté, analyse les avantages et les inconvénients des diverses mesures qui peuvent être envisagées pour remédier à la situation. En outre, il rend compte des travaux des organes délibérants qui se sont déjà occupés de la question, donnant ainsi d'utiles indications sur l'attitude des Etats Membres.

6. Le Comité consultatif n'ignore pas que le Fonds monétaire international s'est réuni à diverses reprises pour examiner les moyens de rétablir des rapports plus stables entre les monnaies et que ces efforts se poursuivent. Il serait donc prématuré de considérer l'instabilité monétaire actuelle comme un trait permanent du système budgétaire des Nations Unies et de réagir de façon trop catégorique ou trop précipitée devant une situation qui peut se révéler n'être, rétrospectivement, qu'une crise passagère.

7. Parmi les mesures à court terme étudiées par le CAC, deux paraissent, de l'avis du Comité consultatif, offrir des possibilités tant en raison de l'appui qu'elles recueillent qu'en raison de leur efficacité. L'une consiste à recouvrer les contributions des Etats Membres en partie en dollars des Etats-Unis et en partie dans la monnaie de l'Etat où se trouve situé le siège de l'organisme. L'autre consiste à absorber les dépenses complémentaires en dollars entraînées par l'instabilité monétaire.

8. En ce qui concerne la première mesure, le "dosage" de monnaies devrait être déterminé en fonction de la structure des dépenses, et la quote-part de chaque Etat Membre devrait être recouvrée pour partie en dollars et pour partie en telle autre ou telles autres monnaies qui pourraient être fixées; les taux de change à appliquer pour déterminer les montants dus dans les différentes monnaies seraient ceux employés pour établir le budget de l'organisme considéré. En d'autres termes, on demanderait aux Etats Membres d'assumer l'obligation de fournir une quantité déterminée de monnaie locale quel que soit le taux de change en vigueur à la date du versement.

9. Il serait probablement trop compliqué d'exiger que les contributions soient versées en plus de deux monnaies. L'une de ces monnaies serait le dollar des Etats-Unis, en tous cas aussi longtemps qu'il demeurera la monnaie de compte;



l'autre serait la monnaie du pays où est situé le siège de l'organisation en question. Un tel système n'assurerait donc pas une protection complète. Les organisations auraient toujours à faire face à des dépenses supplémentaires si les autres monnaies dans lesquelles elles ont des engagements remontaient par rapport au dollar. Et à moins que les Etats Membres ne versent rapidement leurs contributions, les organisations risqueraient toujours d'avoir à subir des pertes au change pour s'acquitter de leurs engagements au début de l'année. Enfin et surtout, à moins que les traitements des administrateurs ne soient considérés comme un engagement en monnaie locale, la proposition à l'étude ne fournirait aucune protection contre les dépenses supplémentaires considérables imputables au relèvement des indemnités de poste entraînées par les réalignements monétaires (voir plus haut, par. 4).

10. Bien qu'aucune d'entre elles ne semble insurmontable, ces difficultés doivent être examinées de plus près. Le Comité consultatif recommande donc que le Secrétaire général et ses collègues du CAC étudient de manière plus approfondie la possibilité de recouvrer les contributions partie dans une monnaie et partie dans une autre, et fassent part de leurs conclusions à l'Assemblée générale, à sa vingt-neuvième session.

11. La deuxième mesure - l'absorption des dépenses supplémentaires en dollars - serait conforme aux recommandations du Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées 1/. Bien que le Comité ad hoc ait eu en vue surtout les augmentations de dépenses dues à une hausse des prix, les remèdes proposés, y compris le réexamen des priorités, la réaffectation des ressources et, si nécessaire, les ajustements budgétaires, peuvent également être considérés comme applicables dans le cas des problèmes que posent les fluctuations monétaires.

12. Il n'y a pas de politique que l'on puisse appliquer à l'ensemble du système en ce qui concerne l'absorption des dépenses supplémentaires en dollars, car la capacité d'absorption des budgets varie d'une organisation à l'autre, suivant la rigueur avec laquelle un budget déterminé a été établi, la nature de la méthode de "budgétisation intégrale" employée, l'existence d'une réserve pour imprévus, le nombre des projets que l'on peut annuler ou reporter à une période budgétaire ultérieure sans compromettre gravement les objectifs de l'organisation en cause, et le degré relatif de priorité que les Etats Membres donnent aux programmes des diverses organisations. La décision de recourir à l'absorption devrait donc être prise sur une base individuelle. Toutefois, pour que les mesures qui pourront être prises n'affectent pas les programmes dans des domaines prioritaires, il faut qu'il y ait une collaboration étroite entre les chefs de secrétariat des organisations et leurs organes délibérants respectifs.

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, annexes, point 80 de l'ordre du jour, document A/6343, par. 40 et suivants.

13. Le Comité consultatif a retenu ici deux des mesures examinées dans le rapport du CAC qui pourraient être appliquées de façon générale. Ce n'est pas que le Comité cherche à empêcher les différents organismes d'adopter d'autres suggestions figurant dans le rapport, qui peuvent être particulièrement bien adaptées à leur situation particulière. Mais il faudrait veiller à ne pas affaiblir le système commun qui a été édifié, au prix de grands efforts, au cours des 25 dernières années.

14. Enfin, le Comité consultatif reconnaît que, quelles que soient les mesures préventives qui seront prises, on sera peut-être obligé d'avoir recours à des crédits additionnels pour financer une partie des dépenses supplémentaires imputables aux fluctuations monétaires. Inversement toutefois, si la situation du dollar des États-Unis devait s'améliorer au point de permettre des économies dans le cadre des budgets des organismes des Nations Unies, le solde des crédits correspondant devrait être annulé.

## ANNEXE

### EFFET D'UNE INSTABILITE MONETAIRE PERSISTANTE SUR LES BUDGETS DES ORGANISATIONS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

(Rapport établi par le Comité administratif de coordination)

#### TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION et Résumé des conclusions et recommandations .....	1 - 5
LES OPTIONS POSSIBLES POUR LES ORGANISATIONS ET LEURS ETATS MEMBRES ....	6 - 51
Brief aperçu du problème .....	6 - 12
Résumé des suggestions à l'étude quant à la manière dont les coûts supplémentaires peuvent être financés .....	14
Mesures qui opéreraient après l'événement .....	15 - 17
Mesures anticipatives .....	18 - 27
Mesures préventives .....	28 - 50
Remarques à titre de conclusion .....	51

#### APPENDICES

- APPENDICE I - Historique et effets de la récente instabilité monétaire.
- APPENDICE II - Mouvements des taux comptables des Nations Unies pour cinq monnaies prévalant aux sièges entre juin 1968 et mai 1973.
- APPENDICE III - Chiffre estimatif minimum des coûts supplémentaires découlant des modifications des taux de change pendant la période de mai 1971 à mai 1973.
- APPENDICE IV - Ajustements de poste: extrait du document ECPA/S.15/8, soumis à la quinzième session du Comité d'experts pour les ajustements de poste.
- APPENDICE V - Proportions approximatives dans lesquelles les organisations reçoivent et dépensent leurs monnaies.

## INTRODUCTION

1. L'objet de ce rapport est de décrire les effets de la situation à laquelle les organisations de la famille des Nations Unies doivent faire face pour combler les suppléments de coûts en dollars découlant de certains réalignements des taux de change, et d'envisager des solutions possibles. Il ne traite pas des problèmes parallèles que pose l'inflation ni des incidences des modifications des taux de change sur les traitements, indemnités et pensions du personnel des organisations. Néanmoins, le CAC reconnaît que des solutions prévoyant également une protection contre les répercussions de cette dernière catégorie de problèmes pourraient être considérées comme présentant un intérêt spécial.

2. Le problème vient essentiellement de la dépréciation du dollar des États-Unis (la monnaie dans laquelle les budgets de la plupart des organisations sont présentés et dans laquelle la plupart des contributions des États membres sont fixées et payées) par rapport à d'autres monnaies, telles que le franc suisse, le schilling autrichien, la lire italienne, la livre sterling et le franc français, dans lesquelles une grande partie des dépenses sont réglées. S'il y a diminution du taux de change auquel les dépenses prévues dans ces monnaies ont été inscrites dans les budgets calculés en dollars, les ouvertures de crédits en dollars seront trop faibles pour permettre aux organisations de se procurer les montants dont elles ont besoin dans les autres monnaies aux nouveaux taux de change. Depuis 1971, le problème a pris des proportions de plus en plus graves pour les organisations au fur et à mesure que la valeur de leurs recettes de contributions se détériorait notablement et constamment - parfois d'un mois à l'autre - par rapport à leurs besoins dans les monnaies au moyen desquelles elles règlent une grande partie de leurs dépenses.

3. Le CAC, en abordant ce problème, entend essentiellement tenter d'examiner des solutions possibles qui seraient acceptables pour les gouvernements et permettraient également de répondre aux besoins des organisations pour financer les programmes qui ont été approuvés, après discussion et évaluation approfondies des priorités, par leurs conseils d'administration, conférences et assemblées.

4. On trouvera un bref historique de cette étude à l'appendice I, qui porte d'abord sur les pratiques budgétaires et financières pertinentes des organisations internationales antérieures, telles que la Société des Nations, pour en venir ensuite jusqu'au début de la période actuelle d'instabilité monétaire. Il se termine par une analyse de la crise présente, montrant ses effets sur les programmes et budgets des organisations.

### Résumé des conclusions et recommandations

5. a) La plupart des coûts supplémentaires en dollars sont apparus dans trois catégories de dépenses: les traitements et indemnités du personnel des services généraux; les services courants; les ajustements de poste pour le personnel des services organiques et des catégories supérieures. (Paragraphe 8-9.)
- b) Selon les estimations minima, les coûts supplémentaires se sont élevés à 2 millions de dollars en 1971; à 17,7 millions de dollars en 1972; et, à en juger actuellement, atteindront 31,2 millions de dollars en 1973. (Appendice III.)
- c) Les décisions des organes exécutifs et législatifs sur les manières de financer les coûts supplémentaires ont varié selon les organisations, certaines d'entre elles ayant éprouvé relativement peu de difficulté à obtenir les pouvoirs d'ouvrir des crédits supplémentaires, tandis que d'autres avaient dû procéder à des réductions importantes dans leurs programmes. (Appendice I, paragraphes 37-82.)
- d) L'accent a néanmoins été mis, dans de nombreux conseils d'administration, commissions budgétaires, etc., sur la nécessité de solutions qui pourraient s'appliquer au système des Nations Unies dans son ensemble.

- e) Etant donné qu'aucune nouvelle procédure n'est capable d'offrir une protection à 100 pour cent contre l'instabilité monétaire, certains coûts supplémentaires pourraient encore apparaître auxquels il faudrait faire face après coup par des économies budgétaires ou des crédits supplémentaires. (Paragraphe 16.)
- f) Des mesures anticipatives, telles qu'une augmentation du niveau des fonds de roulement, ou la création de réserves spéciales au sein de chacune des organisations ou pour le système des Nations Unies dans son ensemble, aideraient à faire face aux problèmes du genre de ceux qui se sont posés, en fournissant une méthode concertée de financement des coûts supplémentaires, mais elles impliqueraient l'immobilisation de fonds. Cette solution pourrait être jugée plus acceptable dans le cas d'une réserve centrale que dans celui de réserves particulières dans les différentes organisations. Par contre, le fonctionnement d'un tel fonds centralisé, qui impliquerait des transferts de ressources entre organisations et, indirectement entre leurs membres, poserait des difficultés en raison des différences qui existent dans la composition des organisations. Divers problèmes d'administration, d'organisation et de coût devraient être soigneusement examinés. (Paragraphe 18-27.)
- g) Parmi les mesures préventives possibles, celle qui consiste à adopter une unité de compte stable pour la présentation des budgets ne garantirait pas en elle-même la valeur des recettes des organisations; à cet effet, une telle mesure devrait être assortie d'arrangements pour le recouvrement de contributions dans les principales monnaies dans lesquelles interviennent les dépenses selon les taux de change par rapport à l'unité de compte qui seraient retenus dans l'établissement du budget. (Paragraphe 33-41.)
- h) Un degré élevé de protection contre les effets des fluctuations monétaires pourrait être accordé, spécialement dans les cas de revalorisation par rapport au dollar des monnaies importantes du point de vue des dépenses, par des arrangements au titre desquels les contributions seraient fixées dans les principales monnaies utilisées, selon des pourcentages donnés, et aux taux de change retenus dans l'établissement du budget. (Dans un souci de simplicité administrative, les monnaies dans lesquelles seraient fixées les contributions devraient se limiter à la monnaie du pays hôte de l'organisation et au dollar ou, dans le cas des Nations Unies, à la monnaie du pays hôte - le dollar - et au franc suisse. Il serait possible de continuer à accepter des versements restreints en d'autres monnaies pouvant réellement être utilisées.) Toutefois, dans le cas d'une organisation dont le siège se trouve dans un pays qui a un taux d'inflation anormalement élevé et une monnaie sujette à dépréciation, il serait nécessaire d'examiner attentivement les effets de toute tendance à différer les paiements dans la monnaie du pays hôte. (Paragraphe 42-48.)
- i) Une mesure préventive connexe, l'utilisation de la monnaie du pays hôte aussi bien pour la présentation du budget que pour la fixation des contributions, pourrait être envisagée dans les organisations dépensant une très grande proportion de leur budget dans cette monnaie. Aux fins des comparaisons interorganisations, on pourrait recalculer les chiffres les concernant dans l'unité utilisée par la plupart des autres organisations. (Paragraphe 49-50.)

#### LES OPTIONS POSSIBLES POUR LES ORGANISATIONS ET LEURS ETATS MEMBRES

##### Bref aperçu du problème

6. Avant d'examiner les nombreuses suggestions qui ont été faites pour atténuer les effets des réalignements monétaires sur les budgets des organisations, il y aurait tout lieu d'étudier une nouvelle fois les différentes manières dont les budgets ont été touchés. Les coûts supplémentaires qui sont apparus ne doivent pas être confondus avec les "pertes ou gains au change" normaux. Ces pertes et gains peuvent intervenir sur des avoirs en compte ou sur les opérations de change qu'imposent les besoins de fonctionnement. Leur incidence sur le niveau général des

dépenses engagées sur une base permanente en vue de l'exécution des programmes approuvés n'est pas très grande.

7. Toutefois, les effets des réalignements monétaires découlent du fait que chaque projet de budget établi en dollars a dû prévoir des dépenses en d'autres monnaies aux taux de change alors en vigueur. Lorsque l'une quelconque de ces autres monnaies a été dévaluée, on a pu se la procurer à meilleur marché avec des dollars, et les économies qui en ont résulté ont habituellement été créditées aux Etats membres selon les dispositions des règlements financiers.

8. La revalorisation ou la réévaluation des autres monnaies après que le budget, libellé en dollars, a été établi, spécialement des monnaies dans lesquelles s'effectuent une grande proportion des dépenses - par exemple celles des pays où les organisations ont leur siège - fait qu'il faut plus de dollars qu'il n'en avait été prévu au budget. Les grandes catégories de dépenses qui sont touchées de cette manière sont:

- a) les traitements, indemnités et contributions à la Caisse des pensions pour le personnel de la catégorie des services généraux;
- b) les services courants, y compris les fournitures et le matériel, les loyers, le chauffage, l'éclairage, l'eau, etc.;
- c) les changements d'ajustement de poste pour le personnel de la catégorie des services organiques.

Dans les deux premiers cas, les obligations financières sont exprimées et payables dans la monnaie locale, et pour obtenir le montant requis de monnaie locale il faut plus de dollars qu'il n'en a été prévu au budget.

9. Dans le troisième cas, les raisons sont un peu plus complexes, puisque les obligations financières correspondant aux traitements et indemnités des services organiques et des catégories supérieures sont exprimées en dollars. L'ajustement de poste est versé à ces catégories de personnel en compensation des augmentations du coût de la vie; or l'un des éléments du coût de la vie est le taux de change qui détermine la somme en monnaie locale que les membres du personnel reçoivent effectivement selon la valeur de leur traitement fixé en dollars au moment considéré. Si le dollar se déprécie, l'équivalent en monnaie locale diminue et l'indice d'ajustement de poste doit être recalculé, ce qui aboutit finalement à une augmentation de l'ajustement de poste lui-même.

10. Les effets de la baisse du dollar sur les économies nationales des divers pays sont extrêmement complexes et différent dans chaque cas; voir par exemple les modifications des termes de l'échange qui influent sur la capacité des divers pays de gagner des dollars et les incidences sur la valeur des réserves des banques centrales dans lesquelles le dollar tient une large place, etc. On peut s'attendre à ce que les gouvernements tiennent compte de ces effets généraux en envisageant l'attitude à adopter en ce qui concerne les répercussions de la baisse du dollar sur les budgets des organisations de la famille des Nations Unies.

11. De certains côtés on a avancé l'argument que les pays doivent s'attendre à payer davantage aussi bien si leur propre monnaie est dévaluée (et que, par conséquent, leurs contributions aux organisations, libellées dans leur propre monnaie, augmentent) que si les monnaies dans lesquelles les organisations effectuent une large partie de leurs dépenses sont réévaluées (et que, par conséquent, les organisations demandent des contributions accrues pour faire face à leurs dépenses). On peut répondre à cela qu'inversement, chaque pays qui contribue paierait moins dans le cas d'une réévaluation de sa propre monnaie et recevrait sa part d'un excédent budgétaire ou d'un excédent de trésorerie dans le cas d'une dévaluation des monnaies dans lesquelles les organisations règlent leurs dépenses, toutes choses égales d'ailleurs.

12. Toutefois, la principale faiblesse de ce raisonnement est qu'il ne tient pas compte de la différence qu'il y a entre deux genres distincts d'événements - les changements de valeur de la monnaie d'un contribuable particulier et les

-----  
Les effets sur l'ajustement de poste font l'objet d'explications plus détaillées à l'appendice IV, qui est un extrait d'un document soumis au Comité d'experts pour les ajustements de poste.

changements de valeur des monnaies utilisées par les organisations (le fait que les deux coïncident parfois ne change rien à cette différence fondamentale). Dans le premier cas, il est normal qu'un gouvernement particulier, en apportant ou en acceptant une modification de la valeur de change de sa monnaie, tienne compte des conséquences favorables et défavorables. Dans le deuxième, une modification de la valeur des monnaies dans lesquelles les organisations règlent leurs dépenses est une question intéressant tous les membres, qui peuvent tous avoir à prendre leur part des coûts supplémentaires ou se répartir les bénéfices qui en résulteront.

13. Les diverses suggestions qui ont été faites pour faciliter la situation peuvent se diviser en trois groupes:

- a) Celles qui préconisent des méthodes par lesquelles les coûts supplémentaires peuvent être financés après qu'ils sont apparus. On peut considérer qu'elles ont un effet après coup, et ne sont en aucune manière préventives.
- b) Celles qui envisagent à l'avance la probabilité de coûts supplémentaires et prévoient des crédits qui permettront de suppléer à l'insuffisance des ressources.
- c) Celles qui visent à prévenir ou à atténuer le plus possible les effets de toutes les fluctuations monétaires pouvant intervenir pendant la période couverte par le budget.

Résumé des suggestions à l'étude quant à la manière  
dont les coûts supplémentaires peuvent être financés

14. A) Mesures "après coup"

- i) Demander au gouvernement hôte de fournir des ressources supplémentaires (solution discutée à la FAO, mais considérée comme inappropriée).
- ii) Continuer à libeller les budgets et les contributions en dollars, et absorber les effets des modifications des taux de change par des réductions de programmes (discuté à l'UNESCO).
- iii) Prévoir que tous les Etats membres devraient supporter leur part de toute perte et se voir créditer leur part de tout profit résultant des fluctuations des taux de change (discuté à l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et dans d'autres organisations).

B) Mesures "anticipatives"

- iv) Elever le niveau du Fonds de roulement (discuté à la FAO).
- v) Créer un fonds de réserve spécial:
  - a) pour une organisation particulière (discuté à la FAO<sup>2</sup> et à l'UNESCO);
  - b) sur une base s'étendant à tout le système des Nations Unies (discuté à l'OIT).
- vi) Inscrire au budget un crédit pour besoins imprévus pour faire face aux fluctuations monétaires (en vigueur à l'OMCI).

C) Mesures "préventives"

- vii) Utiliser les droits de tirage spéciaux comme base pour la présentation du budget ainsi que pour la fixation et le recouvrement des contributions (discuté à la FAO et à l'UNESCO).

-----  
<sup>2</sup>Sous réserve de l'approbation de la Conférence de la FAO en novembre 1973, une solution temporaire a été trouvée pour la FAO par la création d'un "Compte d'attente" spécial de 4 millions de dollars pour 1974-1975, sur lequel des prélèvements seront effectués si nécessaire pour répondre aux besoins de liquidités et aux coûts non inscrits au budget résultant des fluctuations monétaires et des tendances inflationnistes.

- viii) Créer une unité de compte établie en fonction de la valeur au pair du dollar par rapport à l'or au moment où le budget est voté (discuté à l'UNESCO).
- ix) Demander aux Etats membres de payer une proportion de leur contribution dans la monnaie du pays hôte (discuté à la FAO et à l'UNESCO).
- x) Utiliser une monnaie autre que le dollar des Etats-Unis (spécialement la monnaie du pays hôte) pour l'établissement du budget et pour la fixation des contributions (discuté à l'OIT, à la FAO, à l'OMCI, à l'OMS et au GATT).

#### Mesures qui opéreraient après l'événement

15. La suggestion a été faite pendant les discussions initiales sur les difficultés monétaires de la FAO que le pays hôte pourrait être invité à fournir des ressources supplémentaires pour compenser les pertes monétaires ou toute augmentation de dépenses dues aux hausses rapides du coût de la vie. Le Directeur général de la FAO a fait observer que le gouvernement italien se montre déjà généreux à l'égard de la FAO, et qu'il ne conviendrait pas de lui demander d'assumer cette charge supplémentaire. Etant donné que l'on peut à peu près certainement dire la même chose des gouvernements hôtes de toutes les organisations, il semble qu'il n'y ait guère lieu de s'arrêter plus longtemps à cette suggestion.

16. Les deux autres mesures envisagées pour intervenir après l'événement, la réduction des programmes et les ouvertures de crédits supplémentaires, sont évidemment déjà utilisées dans la pratique, ainsi que les exemples fournis à l'appendice I le font apparaître. Etant donné qu'il est peu probable qu'aucune autre mesure ne fournisse une protection à 100 pour cent contre les coûts supplémentaires, il sera toujours nécessaire dans certains cas de décider si, et dans quelle mesure, les coûts supplémentaires devront être couverts par des réductions de programmes ou, par exemple, financés par des contributions additionnelles de la part des Etats membres. Le degré d'appui que les membres apporteront à l'une ou l'autre de ces deux formules dépendra, pour une large part, de la priorité qu'ils attachent aux programmes qui pourraient avoir à souffrir, et leur choix se fera non seulement entre les différents secteurs de programme dans chaque organisation, mais aussi entre les programmes des diverses organisations.

17. Il faut espérer que les Etats membres, lorsqu'ils prendront ces décisions, ne perdront pas de vue que pour la plupart d'entre eux la dévaluation ou la dépréciation des monnaies des pays hôtes aboutit habituellement à une réduction de leurs contributions aux budgets futurs, en raison de l'effet des dispositions qui régissent l'utilisation des excédents budgétaires et des excédents de trésorerie. En outre, certains Etats membres peuvent tirer profit des dévaluations du dollar en ce sens qu'ils ont réellement moins à payer dans leur monnaie nationale pour se procurer les dollars nécessaires au versement de leurs contributions - même lorsque des crédits supplémentaires sont votés.

#### Mesures anticipatives

18. La suggestion a été faite dans les conseils d'administration de certaines organisations que les coûts supplémentaires soient prévus à l'avance par une élévation du niveau des fonds de roulement. Ces fonds - comme leur nom l'indique - ont été créés pour apporter les ressources de fonctionnement nécessaires au titre du budget ordinaire des organisations dans l'attente des rentrées des contributions dues par les membres, mais des décisions ont été prises dans certaines organisations qui permettraient l'utilisation de ces fonds, dans des limites approuvées, pour financer des activités qui auraient ensuite un financement indépendant et les dépenses dues à des circonstances exceptionnelles. En ce qui concerne ces dernières, la pratique consiste habituellement à rembourser le fonds de roulement, au moyen de contributions supplémentaires ou de recettes diverses. Ainsi, à la fin du compte, les Etats membres paient pour les dépenses exceptionnelles.



19. Dans la plupart des cas, les fonds de roulement ne sont pas suffisamment importants à la fois pour fournir les ressources de fonctionnement et pour faire face à des coûts supplémentaires de l'ordre indiqué à l'appendice I, partie B, et certains pays ont manifesté des réticences à porter ces fonds au niveau qui serait nécessaire.

20. La création d'un fonds de réserve spécial pouvant être utilisé pour faire face aux coûts supplémentaires résultant des fluctuations monétaires a été envisagée dans certaines organisations et étudiée avec un soin particulier à la FAO.

21. Pour fournir un niveau de ressources capable de faire face à tous les effets notables des fluctuations monétaires, un apport important et immédiat de liquidités à un tel fonds serait nécessaire dès le départ, et ne pourrait venir que des États membres. S'il était maintenu à un niveau suffisamment élevé, un fonds de ce genre constituerait une mesure anticipative efficace contre les effets des modifications des taux de change. Il y aurait une procédure établie pour y effectuer des prélèvements, et il serait alimenté par des contributions spéciales de la part des États membres, par la retenue des excédents de trésorerie ou des recettes accessoires, ou par une combinaison de ces méthodes.

22. En tout état de cause, l'argent devra en définitive venir des États membres, ne fût-ce que par la suspension temporaire de leur droit de se partager les excédents et les recettes accessoires pendant les périodes de constitution et de réapprovisionnement du fonds. Alors que cette suspension ne serait que temporaire, tout comme le sera peut-être - ainsi que le notait le conseil d'administration de la FAO - le besoin de remédier aux effets des ajustements monétaires, la création d'un fonds de réserve a le caractère d'une mesure à long terme. Il n'y a pas de doute qu'un fonds de réserve immobiliserait des ressources, peut-être pour une longue période; et ces ressources ne financeraient aucune activité jusqu'à ce qu'on opère des prélèvements sur le fonds pour régler les coûts du programme.

23. Il a été suggéré à l'OIT (tout récemment, en juin 1972, lors de la 58e session de la Conférence internationale du Travail) qu'un fonds de compensation pour les fluctuations monétaires devrait être créé en un point central. Un tel fonds, qui devrait être financé par toutes les organisations participant à ce système, pourrait faire l'objet de prélèvements de la part de toute organisation participante ayant à faire face à un besoin de ressources supplémentaires par suite des fluctuations monétaires, les besoins risquant de varier considérablement selon la situation de chaque organisation.

24. La plupart des observations faites plus haut à propos des fonds de réserve individuels s'appliqueraient également à une réserve centrale. Toutefois, il existe des différences importantes.

25. En premier lieu, alors qu'un tel fonds immobiliserait également des ressources, les gouvernements trouveraient peut-être cela plus acceptable que dans le cas de réserves créées organisation par organisation. Par contre, la constitution, l'utilisation et le réapprovisionnement du fonds poseraient des problèmes politiques difficiles du fait des différences dans la composition des diverses organisations; ce système impliquerait des transferts entre organisations et, ainsi, indirectement, entre différents groupements de contribuables, étant donné les différences de composition des organisations.

26. Les secrétariats des organisations et les divers organes exécutifs et législatifs devraient se mettre d'accord sur des arrangements concernant la constitution, le niveau nominal, l'utilisation et le réapprovisionnement du fonds central; ce faisant, ils auraient à tenir compte des différences qui existent dans les règlements régissant l'utilisation des excédents de trésorerie et des recettes accessoires d'une organisation à une autre, ainsi que des problèmes que pourrait poser le calendrier des réunions des organes législatifs et exécutifs par lesquels les mesures à prendre devraient passer.

27. Il serait également nécessaire, compte tenu du niveau du fonds, de déterminer si, pour satisfaire aux demandes, on se fonderait sur leur ordre de réception ou si on procéderait de quelque autre manière. Un mécanisme central, qui serait coûteux, devrait être créé pour la gestion permanente du fonds, pour le contrôle financier de sa gestion et pour les consultations relatives au placement de ses ressources.

Droits de tirage spéciaux

28. La première suggestion examinée sous cette rubrique est celle qui substituerait des droits de tirage spéciaux (DTS) au dollar comme base de calcul du budget. L'allocation de DTS par le Fonds monétaire international (FMI) à un pays déterminé se traduit par des inscriptions de crédits à l'avoir des participants dans le Compte de tirage spécial qui est tenu par le Fonds; les recours aux DTS sont régis par les statuts du Fonds monétaire international et les décisions de ses organismes directeurs. L'importance des allocations consenties aux participants est fonction des différences qui existent entre leurs quotes-parts au Compte général du Fonds, un ajustement permettant toutefois de tenir compte du fait que neuf membres du FMI ne participent pas aux arrangements relatifs aux DTS. L'unité de valeur des DTS équivaut à 0,889671 gramme d'or fin, ce qui représentait la valeur au pair du dollar des Etats-Unis avant sa dévaluation officielle du 8 mai 1972.

29. Aux termes de l'article XXIII, section 3, des statuts du FMI, le Fonds peut attribuer la qualité de détenteur de DTS à des Etats non membres, à des Etats membres qui ne sont pas participants et à des institutions qui remplissent des fonctions de banque centrale pour plus d'un Etat membre. Une telle décision exige une majorité de 85 pour cent de la totalité des voix du Fonds, et jusqu'ici il n'existe aucune disposition selon laquelle d'autres organisations internationales pourraient figurer parmi les détenteurs possibles, puisque les DTS ont essentiellement pour but de constituer une réserve monétaire.

30. Lorsque le CCQA a discuté de la possibilité d'utiliser les droits de tirage spéciaux en septembre 1972, était présent un représentant du FMI qui a avancé les objections suivantes:

- a) il y a une différence entre la composition du FMI et celle des autres organisations;
- b) tous les membres du FMI ne participent pas aux arrangements relatifs aux droits de tirage spéciaux;
- c) les statuts du FMI ne prévoient pas le recours aux DTS pour les contributions aux organisations internationales.

31. L'utilisation de DTS par les organisations pour les budgets et contributions exigerait que tous les Etats membres y aient accès, et que les organisations aient la possibilité d'y recourir pour se procurer les monnaies dont elles ont besoin pour leurs dépenses. Un rapport établi par les administrateurs du Fonds<sup>3</sup> en août 1972 suggérerait qu'il serait souhaitable d'élargir les dispositions des statuts de manière à englober un groupe plus large de détenteurs officiels de DTS, mais aucune proposition vraiment précise n'a été faite.

32. D'autres suggestions ont été faites qui impliqueraient la création, par le système des Nations Unies, d'une unité de compte spéciale fondée sur la valeur des DTS. (La question des unités de compte est traitée ci-après.) Dans le cadre d'un tel arrangement, "DTS" serait simplement une appellation possible pour l'unité de compte, qui risquerait d'ailleurs de créer une confusion avec l'unité du FMI.

Unités de compte

33. Les propositions de recours à une unité de compte se sont d'ordinaire référées à l'unité de compte utilisée par la Communauté économique européenne, et il ne serait peut-être pas inutile de considérer brièvement comment fonctionne l'unité de la CEE.

34. Selon le Règlement financier de la CEE, les contributions financières dues par les membres de la Communauté sont exprimées en unités de compte, dont chacune équivaut actuellement en valeur au dollar des Etats-Unis à sa parité de décembre 1971 ("Smithsonienne"). Les contributions sont converties dans les monnaies nationales respectives sur la base du rapport entre le poids d'or fin contenu dans

<sup>3</sup>Réforme du système monétaire international, FMI, Washington DC, 1972.

l'unité de compte et le poids d'or fin correspondant au pair de chacune des monnaies des membres telle qu'il a été déclaré au FMI. Selon la procédure de contribution, chaque membre dépose son dû sous forme d'ouverture d'un crédit auprès de son Trésor public ou d'une banque désignée par la Commission, et les règlements prévoient que les montants ainsi déposés garderont leur valeur, qui est celle de la parité en vigueur au jour du dépôt par rapport à l'unité de compte.

35. Si la monnaie d'un membre change de parité par rapport à l'unité de compte, le total des recettes et des dépenses prévues dans le budget (tel qu'il est exprimé en unité de compte) demeure inchangé, mais dans les deux mois est soumis un avant-projet de budget rectificatif tendant à ajuster les crédits et les contributions de façon à maintenir inchangé le volume des prestations prévues au budget. Dans le mois suivant l'adoption du budget rectificatif, tous les soldes de contributions en dépôt sont ajustés au moyen d'une contribution supplémentaire ou d'un remboursement.

36. Etant donné que l'unité de compte de la CEE a été conçue pour s'appliquer à de très importants engagements financiers de ses membres, dont les contributions sont déposées et conservées auprès de leur Trésor public, le même arrangement ne pourrait être utilisé dans le système des Nations Unies sans des modifications substantielles. Des arrangements différents pour les unités de compte peuvent toutefois être examinés en vue d'une utilisation possible dans le système. Certains d'entre eux impliqueraient une unité mobile et d'autres une unité ayant une valeur relativement fixe.

37. Une unité mobile pourrait, par exemple, se fonder sur un dosage des monnaies utilisées par les organisations. La valeur d'une telle unité évoluerait en fonction de la valeur de ces monnaies plus étroitement que ce n'est le cas actuellement pour le dollar. On ne pourrait toutefois pas s'attendre à ce qu'elle coïncide exactement à tout moment avec celle d'une monnaie réellement utilisée par une organisation, et la détermination de sa valeur d'un mois à l'autre serait une tâche compliquée.

38. Une unité de compte directement fondée sur l'or serait également une unité mobile dans les circonstances actuelles, même si l'on exclut toute référence au prix du marché. Bien que la plupart des banques centrales aient actuellement gelé le prix de l'or pour les transactions officielles à 42 dollars l'once, libellée en d'autres monnaies, cette valeur est sujette à variations en même temps que les taux de change du dollar. Si les banques centrales décidaient à un moment quelconque d'abandonner le prix de 42 dollars et vendaient leur or au marché libre, l'unité aurait une base encore plus instable.

39. On pourrait créer une unité de compte relativement stable en prenant comme base le DTS ou la valeur officielle en or du dollar par rapport aux autres valeurs au pair officielles, comme c'est le cas pour l'unité de compte de la CEE (selon un tel arrangement, la valeur au pair par rapport à l'or d'une monnaie quelconque serait moins importante que les rapports entre les valeurs au pair des différentes monnaies). Une telle unité ne fournirait évidemment pas de protection dans le cas d'une variation en baisse de la valeur au pair du dollar ou d'une variation en hausse des valeurs au pair des autres monnaies utilisées par les organisations. De telles variations, bien qu'elles aient été relativement rares, se sont produites de temps à autre.

40. De même, on pourrait créer une unité de compte stable en gelant, aux fins des organisations, les rapports de change retenus dans l'établissement de leurs budgets. Si, par exemple, l'unité de compte devait équivaloir à un dollar à une date donnée, il serait prévu que la valeur de l'unité libellée dans les autres monnaies correspondrait à la valeur résultant des taux de change en vigueur entre le dollar et ces monnaies à cette même date.

41. Dans l'ensemble, il apparaît qu'il y aurait peu à gagner à passer de budgets fondés sur le dollar à des budgets fondés sur une autre unité mobile. Par contre, une unité de compte stable (ce qu'a été le dollar pendant une longue période) aurait sans aucun doute des avantages psychologiques et autres. Toutefois, son adoption pour la présentation de budgets ne protégerait la valeur des recettes encaissées par les organisations que si elle allait de pair avec la fixation obligatoire des contributions dans les monnaies les plus utilisées - et en proportion des montants ainsi utilisés - aux taux de change par rapport à l'unité de compte qui auraient été retenus dans l'établissement du budget. De telles mesures, qui sont étudiées ci-après, pourraient également être prises dans le cadre de budgets fondés sur le dollar.

## Fixation des contributions dans les principales monnaies utilisées

42. Parmi les organisations mentionnées à l'Appendice I, Partie B, celles qui ont le moins souffert, relativement parlant, des récentes fluctuations monétaires sont celles dans lesquelles les contributions ont été fixées dans la monnaie la plus utilisée, celle-ci étant pour les organisations intéressées la monnaie du pays où elles ont leur siège. Si les contributions fixées avaient également fourni aux autres organisations les monnaies dans lesquelles elles effectuent la plus large part de leurs dépenses, en sommes suffisantes pour faire face aux besoins que leurs crédits budgétaires étaient destinés à couvrir, les difficultés que leur ont causées les fluctuations monétaires auraient été beaucoup moins sérieuses.

43. C'est particulièrement dans une situation de revalorisation des monnaies importantes dans lesquelles sont effectuées les dépenses par rapport à l'unité retenue pour la présentation du budget qu'apparaîtrait tout l'intérêt qu'il y a à fixer une partie déterminée des contributions dans les principales monnaies utilisées. (Il serait entendu que les taux de change à pratiquer pour déterminer les montants payables dans les différentes monnaies en question seraient ceux qui auraient été retenus pour l'établissement du budget.)

44. Un tel arrangement pourrait sembler logique même dans les cas où il n'y aurait aucune variation importante dans les rapports de change, puisqu'il permettrait simplement de faire apparaître dans les contributions des membres les besoins qu'ont les organisations de ressources en certaines monnaies pour faire face au coût des programmes approuvés. Toutefois, il y aurait un inconvénient possible qui devrait être soigneusement examiné: au cas où une monnaie importante dans laquelle sont réglées les dépenses, particulièrement la monnaie du pays hôte, se déprécierait plus rapidement que d'autres monnaies du fait d'un taux élevé d'inflation ou pour toute autre raison, il se manifesterait peut-être certaines tendances à différer les versements de contributions dans cette monnaie dans l'espoir de réduire le coût des contributions calculé dans les monnaies nationales.

45. L'appendice V montre que les monnaies les plus utilisées par la grande majorité des organisations sont celles des pays hôtes. Dans le genre de mesures en cours d'examen, la principale monnaie pour la fixation des contributions de chaque organisation devrait ainsi être généralement celle de son pays hôte. Etant donné que la fixation des contributions dans plus de deux monnaies imposerait des tâches administratives extrêmement lourdes, il serait nécessaire de ne retenir qu'une seule monnaie de paiement pour la part des contributions qui ne serait pas fixée dans la monnaie du pays hôte. Il ressort de l'appendice V que, dans presque tous les cas, il semblerait que le dollar serait à cet effet le meilleur choix. La fixation des contributions en monnaie locale et en dollars ne remettrait nullement en question les arrangements déjà en vigueur dans certaines organisations selon lesquels des versements limités de contributions fixées en dollars sont acceptés dans diverses autres monnaies correspondant à des besoins effectifs.

46. La situation de l'Organisation des Nations Unies elle-même, quant à la possibilité de fixer les contributions en deux monnaies, est spéciale et appelle une étude distincte. Alors que la monnaie de son pays hôte est le dollar, une bonne part de ses dépenses est réglée dans des monnaies d'autres pays où elle entretient des effectifs de personnel assez abondants - particulièrement la Suisse - et c'est la revalorisation des monnaies de ces pays par rapport à la monnaie du pays hôte qui a posé le principal problème. Dans de telles conditions, les deux monnaies de fixation des contributions pour les Nations Unies sembleraient logiquement devoir être le dollar et le franc suisse.

47. Le moyen le plus simple de fixer les contributions dans deux monnaies serait d'adopter des règlements prévoyant que chaque membre doit payer une partie donnée de sa contribution dans une monnaie et le reste dans l'autre, la proportion devant être déterminée à l'avance pour chaque exercice financier et devant figurer dans la résolution d'ouverture des crédits. La liste de répartition des contributions indiquerait pour chaque pays les montants payables dans chacune des deux monnaies.

48. On ne pourrait pas s'attendre à ce que la grille des recettes dans les deux monnaies corresponde toujours à la répartition des dépenses réelles entre ces monnaies à un stade donné. Ainsi, subsisterait le problème de la gestion des fonds dans ces deux monnaies, y compris la nécessité probable d'acheter ou de vendre une monnaie ou l'autre à certaines époques de l'année. Ces achats et ces ventes seraient évidemment soumis aux conditions du marché, et les organisations pourraient

se protéger contre les modifications des taux de change en procédant à l'avance à des achats de monnaies qui ne leur seraient versés qu'au moment prévu des besoins. Un autre moyen de protection serait de maintenir des réserves de trésorerie suffisantes dans les proportions voulues des monnaies les plus utilisées.

#### Utilisation de la monnaie du pays hôte pour l'établissement du budget et pour la fixation et le recouvrement des contributions

49. Certaines des plus petites organisations utilisent déjà la monnaie de leur pays hôte pour la présentation de leur budget et la fixation et le recouvrement de leurs contributions, leurs dépenses étant largement réglées, elles aussi, dans cette monnaie. D'autres petites organisations ont continué à utiliser le dollar pour leur budget et la fixation de leurs contributions, bien que, pour elles aussi, les dépenses s'effectuent principalement dans la monnaie de leur pays hôte. Il ressort de l'appendice V que, pour l'OMM et l'OMCI, par exemple, la proportion atteint environ 90 pour cent.

50. Dans de telles organisations, l'utilisation de la seule monnaie du pays hôte pour la présentation du budget et la fixation des contributions pourrait être envisagée. Cela ne poserait pas de difficultés dans l'établissement de comparaisons entre organisations puisque, à cette fin, les chiffres libellés dans les monnaies des pays hôtes pourraient simplement être convertis dans l'unité utilisée par la majorité des organisations.

#### Remarques à titre de conclusion

51. Le problème de l'instabilité monétaire touche les diverses organisations de différentes manières, et il y a beaucoup à dire pour et contre la plupart des solutions possibles envisagées dans ce rapport. Celle qui semblerait être la plus prometteuse pour le plus grand nombre d'organisations serait la fixation des contributions dans plus d'une monnaie, les budgets des dépenses continuant naturellement à être libellés en une seule monnaie. La fixation des contributions dans la seule monnaie du pays hôte serait une solution satisfaisante lorsque virtuellement la totalité des dépenses d'une organisation s'effectue dans cette monnaie. La constitution de réserves suffisantes, lorsque c'est possible, fournirait également un certain degré de protection contre les fluctuations monétaires à court terme. Le CAC, sans suggérer à ce stade une formule unique d'action pour toutes les organisations, compte sur un examen approfondi de l'ensemble de la question par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, sur la base des informations et analyses fournies dans le présent rapport.

## APPENDICE I

### A. HISTORIQUE

#### L'UPU et l'UIT

1. Dans tout exposé historique des pratiques budgétaires et financières des organisations de la famille des Nations Unies, il est normal d'étudier d'abord le cas de l'Union postale universelle et celui de l'Union internationale des télécommunications qui existent depuis plus d'un siècle. Ces organisations, qui ont respectivement leur siège à Berne et à Genève, ont continué d'utiliser le franc suisse comme unité budgétaire et comme monnaie de référence pour les contributions de leurs membres, même après leur assimilation aux institutions du système des Nations Unies en 1947. La plus grande partie de leurs dépenses est aussi effectuée en francs suisses.

2. L'UPU utilise des avances de la Confédération suisse pour faire face à ses dépenses journalières. A la fin de l'année, après la clôture des comptes, les Etats membres voient leur quote-part fixée selon le pourcentage qu'ils ont choisi pour leurs contributions et leurs versements sont utilisés pour rembourser les avances consenties par la Confédération suisse.

3. L'UIT, après avoir suivi, jusqu'en 1946, le système de l'UPU décrit ci-dessus, l'a modifié à partir de 1947, de façon que les contributions soient payables en francs suisses et à l'avance (un intérêt étant perçu sur les contributions tardives). Il n'y a donc pas besoin de fonds de roulement. Le système de l'UIT prévoit aussi le paiement des contributions en monnaies convertibles, à condition que ces paiements soient comptabilisés en francs suisses au taux de change effectivement appliqué pour les virements. Cette disposition et celle relative aux paiements anticipés sont à la base du système de l'UIT, dont les dépenses sont effectuées en francs suisses dans la proportion de 90 pour cent.

4. Le CAT a récemment changé son unité budgétaire en abandonnant le dollar des Etats-Unis pour le franc suisse, et la question de savoir dans quelle mesure les autres organisations pourraient tirer profit d'un changement de procédure analogue est examinée dans le corps du présent rapport.

#### La Société des Nations et le PIT

5. Entre les deux guerres mondiales, la Société des Nations faisait figurer dans ses prévisions financières annuelles, en plus de son propre budget, ceux du Bureau international du Travail et de la Cour permanente de justice internationale qui avait son siège à La Haye. Les estimations de dépenses détaillées étaient établies en francs suisses pour la SDN et le BIT et en florins hollandais pour la Cour. Dans les états budgétaires récapitulatifs, le total des différents chapitres était traduit en "francs-or" et c'est dans cette unité de compte qu'étaient fixées les contributions des Etats membres. Une note de bas de page expliquait que le franc-or équivalait à "0,3225806 gramme d'or au titre de 900 millièmes". C'était là la valeur du franc suisse avant 1914 et, pendant presque toute l'existence de la Société des Nations, le franc suisse et le franc-or ont eu à peu près la même valeur.

6. La méthode permettant de convertir des sommes exprimées en francs-or en une monnaie nationale (par exemple pour évaluer les contributions) était expliquée dans le budget pour le second exercice (1920) dans les termes suivants:

"Si un montant est exprimé en francs-or, pour le convertir en un équivalent basé sur une unité monétaire nationale quelconque, il faudra, étant donné la parité actuelle du dollar des Etats-Unis avec l'or: exprimer d'abord ce montant en dollars, en le divisant par 5,1826, chiffre que représente le taux de parité d'avant-guerre du dollar par rapport au franc, et par suite, la valeur actuelle de 1 dollar en francs-or; puis convertir le résultat obtenu dans telle monnaie nationale qu'il sera nécessaire, en opérant cette conversion au cours du jour.



En supposant:

- a) que la contribution éventuelle de l'Espagne soit, par exemple, de 259,130 francs-or,
- b) que le cours du change de New York sur Madrid soit de 5,5 pesetas égalent dollar 1, la conversion s'effectuera de la manière suivante:

$$\begin{array}{r} 259,130 \\ \text{-----} \\ 5,1826 \end{array} = \text{dollars } 50,000$$

$$\text{dollars } 50,000 \times 5,5 = 275,000 \text{ pesetas,}$$

ce résultat représentant le montant, en pesetas, de la contribution supposée de l'Espagne."

7. Il faut probablement voir la raison de la complication créée par l'introduction du dollar des Etats-Unis dans ce calcul dans le fait que la parité des autres monnaies par rapport au dollar pouvait être plus facilement déterminée au jour le jour que leur valeur par rapport à l'or.

8. Dans le troisième budget de la Société des Nations (pour 1921), il fut créé un fonds spécial de roulement pour faire face aux besoins de trésorerie causés par les retards dans le paiement des contributions, et ce fonds fut lui aussi exprimé en francs-or.

9. C'est vers cette époque que le franc suisse, dans lequel étaient effectuées la plupart des dépenses de la SDN, commença à augmenter de valeur par rapport au franc-or, qui était l'unité de contribution, et par rapport à la livre sterling, dans laquelle étaient fixés la plupart des traitements du Secrétariat. Etant donné que presque tous les membres du personnel avaient été engagés à Londres avec des échelles de traitement calculées en sterling et qu'on leur avait laissé entendre qu'ils pouvaient compter à Genève sur un taux de change de 24 francs pour une livre, on crut devoir leur donner une "garantie" contre le taux moins élevé résultant de l'augmentation de valeur du franc suisse. A partir de 1922, les traitements furent révisés et devinrent payables en francs suisses.

10. Au cours de la période de la reconstruction européenne, entre 1923 et 1929, la SDN réussit à contenir les effets des fluctuations monétaires au moyen de sa provision budgétaire annuelle pour "profits et pertes au change"; mais, en 1924, alors que les prévisions budgétaires n'étaient que de 100.000 francs pour le profit au change, celui-ci atteignait quelque 1.435.000 francs. Il était dû pour les deux tiers à la conversion en francs suisses de contributions versées en dollars, le franc ayant été dévalué de 10 pour cent au début de l'année, et pour le reste à la conversion en francs-or, dans les comptes de fin d'année, du solde en francs suisses, après une remontée du franc suisse au-dessus du pair à la fin de l'année. La valeur du franc suisse s'étant maintenue au-dessus de celle du franc-or pendant la plus grande partie de l'année suivante (1925), les opérations pour cette année-là se traduisirent par une perte au change résultant de la conversion en francs suisses des contributions fixées en dollars.

11. Après 1929, les réserves en or de la Suisse s'accrurent considérablement, en partie grâce aux entrées de capitaux fuyant d'autres pays et en partie du fait de la conversion en or de ses avoirs en devises étrangères à titre de protection contre les effets de l'instabilité monétaire. Cependant, le maintien de l'étalon-or devait gravement compromettre ses exportations et il en résulta un chômage considérable. Finalement, en septembre 1936, pendant que se tenait la dix-septième assemblée de la SDN, le franc suisse fut dévalué.

12. Le nouveau franc variait entre 0,215 et 0,19 gramme d'or par rapport à son ancienne valeur de 0,29 gramme (au titre de 1.000 millièmes) à laquelle il avait équivalu au franc-or unité de compte de la SDN. La dévaluation se situait donc entre 25 et 35 pour cent, soit à une moyenne de 30 pour cent. Le florin hollandais, dans lequel était exprimé le budget de la Cour permanente, fut dévalué d'environ 20 pour cent. Le profit qui en résulta sur les contributions de 1936 qui furent versées après la dévaluation fut d'environ 1 1/4 million de francs-or.

13. Pour le budget de l'année suivante, 1937, la Commission de contrôle (l'équivalent à la SDN du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires des Nations Unies) proposa que les prévisions en francs suisses soient

approuvées telles qu'elles auraient été établies avant la dévaluation et qu'une réduction de 20 pour cent soit apportée au budget total des "recettes" libellé en francs-or. Tout excédent de contributions par rapport aux autorisations de dépenses, c'est-à-dire la différence entre la réduction de 20 pour cent et la dévaluation effective du franc suisse, serait versé à un compte spécial (placé sous la surveillance directe de la Commission de contrôle) en vue d'un remboursement éventuel aux Etats membres. En définitive, environ un million de francs furent maintenus au compte spécial pour faire face aux augmentations ultérieures des prix.

14. Pour 1938, le budget des dépenses exprimé en francs suisses fut converti en contributions en francs-or à la parité de l'époque, de sorte que les Etats membres retirèrent le bénéfice intégral (quelque trois millions de francs-or) de la dévaluation du franc suisse.

15. Le système de la SDN fut maintenu par la SDN elle-même pendant la durée de la guerre où elle dut considérablement réduire son activité, et ceci jusqu'en 1946 compris, et aussi par le FIAT après qu'il eut été transféré de Genève à Montréal. Le franc suisse continua d'être utilisé comme unité de compte pour le calcul des contributions.

16. Les prévisions budgétaires de l'OTI pour 1948 furent établies à la fois en dollars et en francs suisses, le siège s'étant réinstallé à Genève au cours de l'année précédente, et le barème des contributions fut exprimé en francs-or, en francs suisses et en dollars des Etats-Unis. A partir de 1949, le budget des dépenses et des recettes provenant des contributions fut exprimé uniquement en dollars.

17. Avec le recul du temps, il semblerait que le succès relatif du système qui a permis à la SDN d'éviter les pires conséquences des fluctuations monétaires a été dû à la stabilité de l'or sur lequel se fondait l'unité de compte qu'était le franc-or.

#### L'organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique

18. L'adoption du franc-or par la SDN était tout à fait normale en une période où le système de recouvrement des contributions devait fonctionner dans une situation de fluctuation générale des taux de change. Une unité fondée sur l'or présentait, à cette époque, l'avantage de la stabilité. Cependant, la situation à l'issue de la seconde guerre mondiale fut telle que le dollar des Etats-Unis eut tendance à valoir plus cher que l'or, dont le principal attrait semblait être de pouvoir être converti en dollars au taux fixe de 35 dollars l'once.

19. Dès lors, il n'est pas surprenant que l'Organisation des Nations Unies, suivie en cela par la plupart des institutions spécialisées, ait adopté le dollar<sup>4</sup> comme base monétaire, aussi bien pour établir ses budgets de dépenses que pour recouvrer les contributions, surtout si l'on tient compte du fait que cette monnaie avait conservé sa stabilité par rapport à l'or depuis 1934. En fait, le dollar resta la seule grande monnaie convertible en or et dans les autres monnaies jusqu'en 1958-1961, époque à laquelle les principales monnaies européennes devinrent officiellement convertibles. Ainsi, jusqu'à ce moment-là, le dollar fut le moyen le plus pratique de se procurer toutes les autres monnaies au moyen desquelles ces organisations mondiales assuraient leur fonctionnement.

20. La dévaluation de la livre sterling, en septembre 1949, et d'un certain nombre d'autres monnaies à la fin de cette même année, sembla confirmer qu'on avait eu raison de choisir le dollar. On pouvait effectuer les dépenses qui avaient été prévues dans lesdites monnaies avec moins de dollars et il en résultait finalement une économie pour les Etats membres.

21. Cet effet se fit encore mieux sentir lorsque le franc français fut dévalué en décembre 1958 et à nouveau en août 1969. Les économies alors réalisées par l'UNESCO, qui effectue 40 à 45 pour cent de ses dépenses en francs français,

-----  
<sup>4</sup>L'UPP et l'UIT conservèrent (et conservent encore) le franc suisse comme unité comptable; quant à l'OACI, elle a établi son budget sur la base du dollar canadien jusqu'en 1962.



profitèrent là encore aux Etats membres en vertu des dispositions régissant normalement l'utilisation des recettes diverses et surplus budgétaires. Le budget de l'OMCI bénéficia d'une situation analogue, bien qu'à une échelle plus restreinte, lors de la nouvelle dévaluation de la livre sterling en novembre 1967.

## B. EFFETS DE LA RECENTE INSTABILITE MONETAIRE

### Début de la crise actuelle

22. Le choix du dollar comme unité financière par la plupart des organisations de la famille des Nations Unies semblait pleinement justifié par la puissance qu'a représentée l'économie des Etats-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusque vers le milieu des années 1960. Mais à cette époque, d'autres monnaies avaient commencé à s'affermir et, en 1968, le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis - source de la plupart des réserves en dollars des autres pays - avait augmenté dans de telles proportions que la confiance dans ce système commença à faiblir. A la suite d'une demande massive de conversion de dollars en or, cette monnaie elle-même fut soumise à des pressions. A une conférence qui se tint à Washington en mars 1968, les pays de ce que l'on appela alors "le pool de l'or" décidèrent qu'ils ne vendraient plus ni n'achèteraient plus d'or sur le marché privé, mais qu'ils l'utiliseraient uniquement à des fins monétaires à un prix officiellement fixé en fonction de la valeur au pair de leur monnaie. Un système de marchés libres de l'or fut institué et, au cours de 1969, le prix de l'or diminua, ce qui allégea un peu les pressions dont le dollar faisait l'objet.

23. Peu après, cependant, on enregistra d'importants mouvements de capitaux vers la République fédérale d'Allemagne dont on considérait que le deutsche mark était sous-évalué. Cette pression spéculative se poursuivit malgré une déclaration selon laquelle le taux du mark demeurerait inchangé. En octobre 1969, le mark fut en fait réévalué à la parité de 3,66 pour un dollar, alors que le taux antérieur se situait à 4,00.

24. La création par le FMI, en 1968-69, des droits de tirage spéciaux fut une tentative pour apaiser le mécontentement croissant suscité par le système en vigueur, qui s'appuyait en grande partie sur les déficits de la balance des paiements des Etats-Unis pour constituer des réserves internationales. Cependant, le déficit extérieur des Etats-Unis et l'accumulation de dollars par les autres pays continuèrent de croître en 1970 et 1971.

25. Au surplus, les mouvements de capitaux se poursuivirent, notamment vers l'Allemagne; et, le 6 mai 1971, le gouvernement de la République fédérale décida que les taux de change pour le mark ne seraient plus maintenus à l'intérieur des marges fixées; en d'autres termes que le mark "flotterait". Au même moment, des mesures furent prises par quatre autres pays, en particulier la Suisse et l'Autriche, et c'est alors que la situation monétaire internationale commença à provoquer des perturbations dans les budgets des organisations du système des Nations Unies<sup>5</sup>.

### La réévaluation du franc suisse et du schilling autrichien en mai 1971

26. Il est difficile d'évaluer l'effet qu'ont eu sur les budgets des organisations la réévaluation du franc suisse (de 7 pour cent par rapport au dollar) et celle du schilling autrichien (d'environ 5 pour cent) en mai 1971. On ne pouvait pas prévoir que ces mouvements étaient un signe avant-coureur des événements à venir et, comme la plupart des organisations qui en subirent les conséquences s'arrangèrent pour absorber les dépenses supplémentaires dans le cadre de leurs budgets approuvés, sans demander de crédits supplémentaires, elles ne procédèrent pas à des estimations très précises des montants en cause. L'Organisation des Nations Unies et l'AIEA qui, elles, s'efforcèrent d'obtenir des ressources nouvelles ont estimé l'accroissement de leurs dépenses pour 1971 à 1,1 million de dollars et à 280.000 dollars, respectivement. Il se trouve que l'AIEA réussit à absorber cet accroissement de dépenses et qu'elle n'eut pas recours aux crédits supplémentaires.

<sup>5</sup>La modeste revalorisation du franc français et de la lire italienne en janvier 1971 n'avait eu qu'un effet mineur.

## Evénements ultérieurs en 1971

27. Les mesures prises en mai 1971 par l'Allemagne et par d'autres pays n'apportèrent qu'un répit temporaire. Le manque de confiance dans le dollar persista, la spéculation reprit et, le 15 août 1971, le gouvernement des Etats-Unis annonça qu'il suspendait la convertibilité en or ou autres valeurs de réserve des dollars officiellement détenus. D'autres pays réagirent en laissant flotter leur monnaie et il en résulta que la plupart des principales monnaies virent leur cours monter par rapport au dollar. Cependant, l'intervention officielle des autorités monétaires et les restrictions apportées aux entrées de capitaux eurent pour effet de limiter, dans une certaine mesure, ces relèvements de cours.

28. Puisque, dans la plupart des cas, aucune parité nouvelle n'avait été fixée, les organisations des Nations Unies maintinrent tout d'abord les taux de change comptables existants pour les monnaies des pays dans lesquels étaient situés leurs principaux bureaux; mais, en septembre 1971, il apparut clairement que les taux du marché auxquels ces monnaies pouvaient être achetées avec des dollars se modifiaient à un tel point qu'il faudrait aligner les taux comptables en cours pour les traitements et autres versements. Par rapport au dollar, le taux comptable pour la lire italienne passa de 624 à 615 le 1er septembre 1971 et, à dater du 1er octobre, le taux du schilling autrichien passa de 24,95 à 24,10, celui du franc suisse de 4,08 à 3,95, et celui de la livre sterling de 0,4167 à 0,404. Dans le cas du franc français, la valeur au pair avait été maintenue à un taux équivalent à 5,55 (environ) pour un dollar, de sorte qu'aucun changement du taux comptable des Nations Unies ne fut nécessaire<sup>67</sup>.

29. Pour plusieurs monnaies, cette période d'incertitude prit fin temporairement avec la signature de l'"accord Smithsonian" du 18 décembre 1971, date à laquelle des réajustements importants des taux de change furent négociés entre les principales monnaies. On décida également que les marges de fluctuation des taux de change devraient être élargies et portées à 2 1/4 pour cent de part et d'autre des nouveaux taux médians (ce qu'on a alors appelé le "tunnel" ou le "serpent"). Il résulta du nouvel accord que le dollar des Etats-Unis perdait environ 8 pour cent de sa valeur par rapport à l'or, tandis que d'autres monnaies importantes se revalorisaient dans les proportions suivantes (telles qu'elles apparaissaient dans les taux comptables des Nations Unies):

Schilling autrichien	de 24,10 à 23,70	pour un dollar;
Franc français	" 5,55 " 5,22	" " " ;
Lire italienne	" 615 " 592	" " " ;
Franc suisse	" 3,95 " 3,84	" " " ;
Livre sterling	" 0,404 " 0,392	" " " .

## Evénements survenus en 1972 et 1973

30. L'élargissement des marges autour des taux de parité médians signifiait que les complications auxquelles devaient faire face les organisations étaient loin d'être terminées, puisque les taux auxquels les monnaies locales étaient achetées sur le marché pouvaient, à l'intérieur d'un "tunnel" de 4 1/2 pour cent, varier considérablement d'une transaction à la suivante. C'est ainsi qu'au cours du premier semestre de 1972, onregistra des variations dans les taux comptables des Nations Unies pour un certain nombre de monnaies des pays hôtes, et en particulier pour le franc français (voir appendice II). Il convient de signaler qu'en avril et mai 1972, les membres de la Communauté économique européenne s'entendirent pour limiter à 2 1/4 pour cent la marge de fluctuation de leurs monnaies les unes par rapport aux autres.

31. En juin 1972, la livre sterling fit l'objet de pressions et la perte de réserve qui en résulta contraignit le gouvernement du Royaume-Uni à annoncer qu'il laisserait librement flotter la livre à partir du 23 juin. Des transactions ultérieures entraînèrent une chute de la livre et le taux comptable des Nations Unies en ce qui la concerne passa, le 1er juillet 1972, de 0,383 à 0,411 pour un dollar.

-----  
<sup>60</sup>On trouvera à l'appendice II un tableau montrant le mouvement des taux comptables des Nations Unies pour ces cinq monnaies depuis juin 1968.

<sup>70</sup>Un taux distinct pour les transactions de capitaux en francs français fut instauré afin de limiter les afflux de capitaux.

32. La période de crise suivante survint au cours du premier trimestre de 1973. En janvier 1973, des sorties de capitaux d'Italie avaient incité le gouvernement italien à introduire un système de taux de change à deux étages, avec un taux "financier" pour les transactions de capitaux et un autre pour les opérations commerciales. Comme une partie importante des capitaux sortis d'Italie s'était dirigée vers la Suisse, le gouvernement suisse décida de laisser flotter le franc suisse. Au début de février, les taux de change de la plupart des monnaies européennes par rapport au dollar augmentèrent fortement et, le 12 février 1973, le gouvernement des Etats-Unis annonça une nouvelle dévaluation unilatérale du dollar de 10 pour cent.

33. Au moment où sont écrites ces lignes (juin 1973), le dollar fait l'objet de nouvelles pressions et les organisations ont adopté un taux comptable de 3,03 francs suisses pour un dollar à dater du 1er juin 1973.

#### Effets sur les budgets des organisations

34. On trouvera à l'appendice III un tableau récapitulatif, établi d'après les informations données aux paragraphes 35 à 80 ci-après, tableau dans lequel on indique ce que l'on croit être le coût supplémentaire minimum résultant des fluctuations monétaires qui sont intervenues au cours de la période allant de mai 1971 à juin 1973. Les chiffres globaux pour chaque exercice sont très approximatifs: les organisations qui ont absorbé la totalité ou une partie des dépenses supplémentaires sans chercher à obtenir des augmentations de crédits n'ont pas toujours jugé nécessaire de calculer les montants en cause.

35. A l'aide des informations données aux paragraphes 35 à 80, on peut aussi déduire, en termes très généraux, ce qui a été fait en ce qui concerne les coûts supplémentaires dans l'ensemble du système des Nations Unies. C'est ainsi que, pour 1971, on a estimé les coûts supplémentaires à environ 3,0 millions de dollars, dont 1,1 million de dollars ont été couverts par des crédits supplémentaires et 1,9 million de dollars ont été absorbés par des économies. Pour 1972, les coûts supplémentaires ont été évalués à environ 17,7 millions de dollars: 5,8 millions de dollars ont été couverts par des crédits supplémentaires ou ajoutés aux projets de budget initiaux avant leur approbation; 4,6 millions de dollars ont été dégagés par une réaffectation de certains crédits budgétaires qui avaient été initialement approuvés ou par des ajournements dans la construction de nouveaux bâtiments; on a pu réaliser des économies budgétaires de 1,3 million de dollars; enfin, des décisions restent à prendre pour 6 millions de dollars.

36. Les coûts supplémentaires pour 1973 sont estimés à un minimum de 31,2 millions de dollars. Sur cette somme, 2,8 millions de dollars devraient venir de contributions supplémentaires ou ont fait l'objet de crédits identifiés à temps pour figurer dans les budgets approuvés; 7,7 millions de dollars sont actuellement dégagés par une réaffectation d'autres provisions budgétaires; 3 millions de dollars doivent être éponges par des économies budgétaires; des décisions restent à prendre en ce qui concerne les 17,7 millions de dollars restants. Très peu de décisions ont été prises jusqu'à présent au sujet des coûts supplémentaires prévus pour 1974 et 1975.

#### Organisation des Nations Unies

##### Budget de 1971

37. Comme il est mentionné au paragraphe 24 ci-dessus, l'Organisation des Nations Unies a calculé que la réévaluation du franc suisse et du schilling autrichien en mai 1971 s'était traduite par des coûts supplémentaires de l'ordre de 1,1 million de dollars pour cette année-là. Les autres augmentations de frais résultant du flottement du dollar en août 1971 ont été absorbées.

##### Budget de 1972

38. A la fin de 1971, l'Assemblée générale a approuvé une rallonge de 3,3 millions de dollars au budget de 1972, toujours en raison des réévaluations de mai 1971, mais les autres coûts qui ont résulté des changements de parités de décembre 1971 ont été absorbés, comme l'ont été les coûts résultant des fluctuations relativement faibles de 1972.

### Budget de 1973

39. L'Organisation des Nations Unies a estimé que les coûts supplémentaires résultant en 1973 des modifications intervenues au mois de mars de cette année-là seraient de l'ordre de 9 millions de dollars. On ne dispose pas encore d'estimations concernant le coût des nouvelles revalorisations du franc suisse intervenues depuis le mois de mars.

### Prévisions pour 1974-75

40. Les réévaluations de mars 1973 se sont traduites par l'adjonction de 8,6 millions de dollars aux prévisions envisagées pour chacune des années 1974 et 1975.

### OIT

#### Période biennale 1970-71

41. Les augmentations de coûts qui ont résulté pour l'OIT des fluctuations monétaires de mai et d'août 1971 ont été absorbées.

#### Période biennale 1972-73

42. Le programme et budget de l'OIT pour 1972-73 avait prévu des crédits calculés pour faire face aux dépenses en francs suisses selon le taux de 4,32 francs pour un dollar, et des crédits établis selon des taux de change appropriés en vigueur à la fin de 1970 pour les dépenses effectuées en d'autres monnaies. Les coûts supplémentaires résultant des fluctuations monétaires de 1971, qui ont conduit en particulier à un taux de 3,84 francs suisses pour un dollar, se sont montés à environ 5,57 millions de dollars si l'on prend pour base le montant du budget approuvé, soit 71.503.000 dollars. Une proposition prévoyant une contribution supplémentaire de 4,75 millions de dollars pour faire face aux coûts additionnels a été retirée à la session de 1972 de la Conférence, ce qui signifiait qu'il faudrait absorber la totalité des dépenses supplémentaires engagées au cours de la période biennale. Le programme d'activité de l'OIT pour 1972-73 avait été réduit, compte tenu des difficultés financières de l'Organisation, à un niveau correspondant à des dépenses de l'ordre de 50 millions de dollars sur la base des taux de change et des niveaux de prix initialement prévus. Pour ce programme réduit, les dépenses supplémentaires à absorber du fait des diverses fluctuations monétaires intervenues de 1971 à avril 1973 devraient se monter à environ 7,9 millions de dollars pour l'ensemble de la période biennale.

#### Période biennale 1974-75

43. Les propositions de programme et de budget pour 1974-75, qui représentent au total 83.669.000 dollars, ont été établies sur la base des taux de change en vigueur à la fin de 1972, et notamment du taux de 3,80 francs suisses pour un dollar. Cependant, de nouvelles fluctuations des taux de change sont intervenues et continuaient d'intervenir lorsque les propositions ont été examinées par le Conseil d'administration en février-mars 1973. Celui-ci a donc décidé d'examiner à nouveau le problème du financement du programme de 1974-75 à la session qui précéderait la Conférence (mai-juin), sans pour autant renoncer à transmettre aux Etats Membres le projet de programme et de budget tel qu'il avait été initialement établi, ainsi que les ajustements qu'y avait apportés le Directeur général pour tenir compte des suggestions faites par ses membres. A la session du Conseil qui a précédé la Conférence, le Directeur général a soumis de nouvelles propositions tenant compte de l'évolution des taux de change. Ces propositions prévoyaient un nouveau calcul du projet de programme et de budget sur la base d'un taux de change de 3,11 francs suisses pour un dollar, soit une somme supplémentaire de 13,2 millions de dollars par rapport aux propositions originales.

44. Le Conseil d'administration a pris un ensemble de décisions sur le problème du financement. Il a décidé de constituer un groupe de travail pour examiner diverses questions relatives aux effets des fluctuations des taux de change sur le budget, aussi bien en ce qui concerne le programme et budget pour 1974-75 que dans une perspective plus lointaine. Pour 1974-75, le groupe de travail doit, entre

autres choses, étudier la possibilité de réaliser de nouvelles économies à l'intérieur du budget sans compromettre les éléments d'activité essentiels de l'Organisation et déterminer quel montant on pourrait raisonnablement prélever sur le fonds de roulement. Le Conseil d'administration a recommandé à la Conférence que le montant des coûts supplémentaires afférents à 1974 - 6,6 millions de dollars - soit épongé jusqu'à concurrence de 3,3 millions de dollars par des mesures internes, et en particulier par des réductions définitives dans le budget et par l'ajournement de certaines activités au-delà de 1975, par le renvoi d'autres activités de 1974 à 1975 et par l'utilisation des gains au change réalisés en 1973. Le reste du montant, soit 3,3 millions de dollars, à trouver pour 1974 devait être ajouté aux contributions fixées aux Etats Membres pour cette année-là, étant entendu que ces fonds supplémentaires ne feraient pas l'objet d'engagements ou de dépenses tant que le Conseil d'administration n'aurait pas décidé des mesures appropriées après examen du rapport de son groupe de travail. La question de savoir comment on fera face aux besoins de financement du programme pour 1975 a été laissée en suspens. Le Conseil d'administration a décidé d'examiner cette question sur la base des conclusions du groupe de travail et de faire des propositions appropriées à la Conférence à sa session de 1974. Ces recommandations du Conseil d'administration ont été acceptées par la Conférence.

## FAO

### Période biennale 1970-71

45. La lire italienne ne s'est pas trouvée en cause lors des réévaluations de mai 1971, mais le flottement du dollar en août de cette même année a conduit à des coûts supplémentaires estimés à 180.000 dollars qui ont tous été absorbés par des économies.

### Période biennale 1972-73

46. Les coûts supplémentaires pour la période biennale 1972-73, résultant des fluctuations monétaires d'août et de décembre 1971 et des mouvements ultérieurs du taux de la lire, ont été estimés à 3.743.000 dollars. Les mesures d'économie instaurées par le Directeur général en 1972 et poursuivies en 1973 devraient normalement fournir des crédits suffisants pour faire face à ces coûts supplémentaires ainsi qu'à ceux qu'ont provoqués en 1972-73 les tendances inflationnistes, à moins que l'on enregistre une nouvelle diminution de la valeur du dollar par rapport à la lire pendant le reste de la période biennale 1972-73.

### Moyens de protection pour les sessions futures

47. Depuis septembre 1971, presque au début de la crise actuelle, le Comité financier de la FAO s'efforce de trouver un moyen par lequel l'Organisation serait mieux protégée contre l'instabilité monétaire future. A sa 27e session, en mai-juin 1972, il a examiné un certain nombre de suggestions, à savoir:

- a) demander au gouvernement hôte de fournir des ressources supplémentaires;
- b) se fonder sur l'or;
- c) se fonder sur des droits de tirage spéciaux;
- d) utiliser une monnaie autre que le dollar des Etats-Unis pour l'établissement du budget et des contributions;
- e) adopter pour l'établissement du budget et des contributions la monnaie du pays hôte;
- f) augmenter le niveau du fonds de roulement;
- g) créer une réserve spéciale.

Le Comité financier a décidé que deux de ces formules, à savoir a) et g), méritaient d'être retenues et a demandé au Directeur général de les étudier plus en détail en

même temps qu'une autre possibilité consistant à inviter les Etats Membres à verser une partie de leurs contributions en lires italiennes, monnaie dans laquelle la FAO effectue 60 pour cent de ses dépenses.

42. En réponse, le Directeur général a présenté un rapport au Comité financier à sa 28<sup>e</sup> session, en octobre 1972. Il y faisait valoir qu'il serait inopportun de demander au gouvernement italien de fournir une assistance financière pour permettre à l'Organisation de faire face à ses dépenses supplémentaires. Il a rappelé que le gouvernement offre déjà pour un loyer de un dollar par an le terrain sur lequel est construit le siège et en assure l'essentiel de l'entretien, des réparations et autres modifications. Les privilèges que le gouvernement a accordés au personnel de la FAO ont contribué à maintenir à un bas niveau les ajustements des traitements destinés à faire face aux augmentations du coût de la vie; enfin l'Italie a versé à la FAO des contributions extraordinaires faisant ainsi preuve du vif intérêt qu'elle porte aux objectifs et aux activités de l'Organisation.

43. Le Directeur général a admis que le fait de fixer en lires un certain pourcentage des contributions mettrait l'Organisation à l'abri de certaines des conséquences des réalignements et variations en hausse de la lire par rapport au dollar, mais qu'il nécessiterait certains changements dans le règlement financier de la FAO. C'est ainsi que la règle 5.6, qui prévoit actuellement que, pour les versements effectués en lires, le taux de conversion applicable est soit le taux officiel de la lire par rapport au dollar au premier jour ouvrable du mois de janvier, soit le taux en vigueur, le jour où le versement est effectué, en choisissant le plus élevé de ces deux taux, devrait se référer non pas au taux de janvier, mais au taux utilisé dans le budget approuvé.

44. L'Organisation continuerait bien entendu d'être exposée à des dépenses supplémentaires dues à l'affermissement par rapport au dollar d'autres monnaies dans lesquelles sont effectuées les dépenses, et il surgirait des complications résultant de l'échelonnement des versements de contributions, notamment si les Etats membres payaient la partie de leurs contributions fixée en lires et en dollars à des époques différentes de l'année. La nécessité de fixer des proportions déterminées dans chacune des deux monnaies pour le versement des arriérés de contributions créerait de nouvelles difficultés, et les Etats membres eux-mêmes risqueraient d'avoir à faire face à des complications administratives s'ils devaient régler leurs contributions en deux monnaies différentes.

45. Le Directeur général a été d'avis que la meilleure solution pour financer les coûts supplémentaires qui résultent des réajustements monétaires et de l'inflation et qui ne sont pas prévus au budget était de créer une réserve spéciale, mais le Comité financier a estimé que ce n'était pas là le moyen le plus approprié de faire face aux tendances inflationnistes accélérées. Le Directeur général a alors proposé, à la 29<sup>e</sup> session du Comité qui s'est tenue en avril 1973, de constituer un fonds de réserve spécial qui serait utilisé uniquement pour financer les dépenses supplémentaires résultant des réajustements monétaires. Ce fonds pourrait être financé à l'aide des recettes accessoires en 1974-75 et au cours des périodes biennales ultérieures et à l'aide d'éventuels excédents de trésorerie que l'on pourrait enregistrer à l'avenir, jusqu'à ce qu'il atteigne un niveau fixé à 4 millions de dollars. Les prélèvements seraient soumis à l'examen du Comité financier et à l'approbation du Conseil. En même temps, le Directeur général a proposé d'élever le niveau du Fonds de roulement afin de le mieux équilibrer par rapport au budget approuvé. Cela permettrait aussi, dans une certaine mesure, de financer les coûts de l'inflation non inscrits au budget qui ne peuvent être couverts par des économies.

46. Le Comité financier s'est déclaré d'avis qu'en définitive la création d'un fonds de réserve spécial n'était pas une bonne solution, ce fonds comportant une notion de permanence alors que l'Organisation s'efforçait de résoudre un problème qui n'était peut-être que de nature temporaire. Le Comité a recommandé que les moyens de financement que le Directeur général avait suggéré d'utiliser pour constituer un fonds de réserve spécial, ainsi que certains de ceux qui avaient été proposés pour élever le niveau du Fonds de roulement, soient employés pour alimenter un compte d'attente pour 1974-75. On pourrait y recourir, en fonction des besoins, pour se procurer des disponibilités de trésorerie et, sous réserve de l'examen du Comité financier et de l'approbation du Conseil, pour faire face à des dépenses supplémentaires ne figurant pas au budget qui résulteraient non seulement de fluctuations monétaires mais aussi de tendances inflationnistes. Le Conseil a accepté ces propositions et recommandé leur adoption par la Conférence de la FAO.



## UNESCO

### Période biennale 1971-72

53. Les fluctuations monétaires de mai et août 1971 n'ont pas touché le franc français et n'ont donc pas eu d'effets sur les opérations de l'UNESCO en 1971. Cependant, la réévaluation du franc, qui est passé de 5,55 à 5,22 pour un dollar en vertu des accords "Smithsoniens" de décembre 1971, suivie de fluctuations à l'intérieur des nouvelles marges élargies, a conduit pour 1972 à des dépenses supplémentaires qui ont été estimées à environ 3,3 millions de dollars. Sur cette somme, 1.150.000 dollars ont pu être financés en utilisant le crédit qui était destiné à l'amortissement du coût de construction d'un nouveau bâtiment dont la réalisation avait été ajournée, et des prévisions de crédits supplémentaires ont été soumises pour couvrir le solde.

54. Le Comité exécutif de l'UNESCO a établi un comité ad hoc chargé d'étudier les incidences de la situation monétaire sur le financement du budget, comité qui devait faire rapport au Comité exécutif à sa 90e session en octobre 1972. Le mandat du comité était le suivant:

- i) examiner la question des monnaies de compte de l'Organisation et notamment s'il y a lieu de maintenir le système actuel qui ne comprend qu'une seule monnaie de compte, le dollar des Etats-Unis, ou d'innover en la matière en utilisant un système à plusieurs monnaies de compte qui pourraient être celles dans lesquelles sont effectuées les principales dépenses de l'Organisation;
- ii) réexaminer la question des monnaies dans lesquelles sont versées les contributions des Etats Membres et explorer la possibilité de prévoir le versement des contributions par les Etats Membres dans plusieurs monnaies, en tenant compte de la proportion des dépenses de l'Organisation dans ces monnaies;
- iii) examiner la question des cours auxquels devrait être calculée la valeur de la ou des monnaies de compte de l'Organisation et des monnaies dans lesquelles devraient être versées les contributions des Etats membres;
- iv) prendre en considération les autres facteurs qui seraient en rapport avec son examen de ces problèmes."

55. Dans la documentation soumise au Comité ad hoc, le Secrétariat de l'UNESCO identifiait les grandes catégories de dépenses qui étaient touchées par le réajustement des monnaies:

- a) les traitements, indemnités et contributions à la Caisse des pensions pour le personnel de la catégorie des services généraux au siège;
- b) les services courants; notamment les fournitures et le matériel, les loyers, le chauffage, l'électricité, l'eau, etc., le remboursement des emprunts contractés en francs français pour la construction de bâtiments, etc.;
- c) les changements dans les ajustements de poste pour le personnel de la catégorie des services organiques.

Dans les deux premiers cas, on a constaté que cela venait du fait que les obligations financières étaient exprimées et payables en francs français et que, pour obtenir le montant requis de francs français, il fallait plus de dollars qu'il n'en avait été prévu au budget.

56. Dans le troisième cas, les raisons sont un peu plus complexes puisque les obligations financières correspondant aux traitements et indemnités des services organiques et des catégories supérieures sont exprimées en dollars. L'ajustement de poste est versé à ces catégories de personnel en compensation des augmentations du coût de la vie; or l'un des éléments du coût de la vie est le taux de change qui détermine la somme en monnaie locale que les membres du personnel reçoivent effectivement selon la valeur de leur traitement fixé en dollars au moment considéré. Si le dollar se déprécie, l'équivalent en monnaie locale diminue et

l'indice d'ajustement de poste doit être recalculé, ce qui aboutit finalement à une augmentation de l'ajustement de poste lui-même.

57. Après avoir passé en revue les effets de la dévaluation du dollar sur la situation financière de l'Organisation, le Comité ad hoc a examiné en détail les suggestions suivantes en vue de trouver une solution au problème:

- a) une disposition selon laquelle une fraction de toutes les contributions des Etats membres devrait être versée en francs français, au taux de change en vigueur à la date à laquelle est voté le budget;
- b) la possibilité de créer une "unité de compte" qui serait liée à la parité du dollar par rapport à l'or au moment où est voté le budget;
- c) le paiement des contributions au moyen des droits de tirage spéciaux;
- d) la création d'un fonds de réserve spécial destiné à pallier les effets des changements de parité des monnaies;
- e) le budget et les contributions devraient continuer à être exprimés en dollars et il faudrait absorber les pertes résultant des fluctuations des taux de change grâce à des économies de dépenses d'administration;
- f) disposition selon laquelle tous les Etats membres devraient prendre à leur charge une partie des pertes et se voir porter à leur crédit une partie des gains de l'Organisation résultant des fluctuations des taux de change.

58. Le Comité a été d'avis que l'utilisation d'une unité de compte (formule b)) serait trop complexe et que le recours aux droits de tirage spéciaux (formule c)) était malcommode eu égard au règlement et aux pratiques actuelles du FMI. En ce qui concerne e) et f), il a estimé qu'il était essentiel d'absorber les dépenses supplémentaires par des économies dans toute la mesure du possible, mais les opinions ont été partagées quant à la façon d'interpréter les mots "dans toute la mesure du possible" pour ce qui a trait au programme. La plupart des membres du Comité ont admis que, si les circonstances étaient telles que tous les coûts supplémentaires ne pouvaient être absorbés par des économies, il fallait alors prévoir d'autres moyens pour se procurer des ressources complémentaires.

59. Le Comité exécutif a accepté les conclusions du Comité et il a décidé qu'il conviendrait de poursuivre plus avant l'étude des formules a) - le versement d'une partie (40 pour cent) des contributions des Etats membres en francs français - et d) la création, en tant que solution à long terme, d'une réserve spéciale constituée à l'aide d'excédents budgétaires et de recettes accessoires. Il est aussi convenu, entre autres choses, qu'il était hautement souhaitable d'assurer une uniformité à l'intérieur du système des Nations Unies et que, pour le moment, il fallait continuer d'exprimer le budget et de fixer les contributions en dollars des Etats-Unis.

#### Période biennale 1973-74

60. Le Directeur général a informé le Conseil exécutif de l'UNESCO, à sa 92e session, en avril-mai 1973, que les récentes fluctuations monétaires auraient pour effet cumulatif d'entraîner 10,3 millions de dollars de coûts supplémentaires au budget de 1973-74, pour lequel les dépenses en francs français avaient été calculées au taux de 5,01 francs pour un dollar. L'inflation ajouterait encore à cette somme 7,6 millions de dollars. Après avoir examiné un rapport de sa Commission financière et administrative, le Conseil exécutif, exerçant ainsi l'autorité qui lui avait été déléguée par la Conférence générale, a décidé d'accepter des crédits budgétaires supplémentaires d'environ 3 millions de dollars pour aider à faire face aux coûts additionnels de 10,3 millions de dollars dus aux fluctuations monétaires.

61. En ce qui concerne le solde, le Directeur général a été invité à faire des propositions au Conseil en septembre 1973 au sujet des activités du programme de

Il a semblé intéressant de paraphraser ainsi dans le détail l'analyse de l'UNESCO, car les éléments qu'elle a permis d'identifier constituent le fondement général à partir duquel les organisations ont calculé leurs coûts supplémentaires. En outre, ils illustrent les problèmes que toute mesure anticipative envisagée dans la présente étude devrait s'efforcer de résoudre ou du moins de minimiser.



1973-74 qu'il faudrait ajourner ou annuler si l'on envisageait de prendre une décision tendant à réduire le programme. Le Conseil a aussi demandé au Directeur général d'appeler immédiatement l'attention des Etats membres sur l'éventuelle nécessité de convoquer une session extraordinaire de la Conférence générale en octobre 1973 afin de décider des nouvelles mesures qui pourraient s'imposer en vue d'une saine gestion financière de l'Organisation en 1973-74. Le Conseil examinerait, à sa session de septembre, la possibilité de convoquer cette session extraordinaire de la Conférence générale. D'après les calculs de l'UNESCO (au 1er juin 1973), les fluctuations monétaires intervenues depuis la session du Conseil d'avril-mai 1973 entraîneront de nouveaux coûts supplémentaires se montant à 1,2 millions de dollars. Sur les 7,6 millions de coûts supplémentaires dus à l'inflation, 4,3 millions de dollars ont été prélevés sur une réserve d'affectation figurant au budget de 1973-74 et les 3,3 millions de dollars restants devraient être couverts par des économies.

## OMS

### Budget de 1971

62. Pour faire face à l'accroissement des besoins budgétaires pour 1971 (se montant à environ 1,2 million de dollars), qui résultait de la réévaluation du franc suisse en mai 1971 et de la modification des taux comptables des Nations Unies en octobre 1971, on a procédé à une réduction de divers programmes et autres activités de l'Organisation.

### Budget de 1972

63. La réévaluation du franc suisse, en mai 1971, a augmenté les besoins budgétaires pour 1972 d'environ 1,3 million de dollars dont 300.000 dollars ont été dégagés par l'ajournement ou la réduction d'un certain nombre d'activités au siège, et le solde par une réduction du taux de croissance du compte pour les paiements de fin de contrat. Les dépenses supplémentaires (2.445.000 dollars) résultant des modifications de parité de décembre 1971 ont été financées, avec l'approbation de l'Assemblée mondiale de la santé, par un transfert de 1.769.186 dollars (représentant les 7/12 de la contribution de la Chine pour 1972) de la partie du budget "réserves non distribuées" au budget de fonctionnement et les recettes occasionnelles disponibles s'élevant à 675.814 dollars.

### Budget de 1973

64. Les besoins supplémentaires pour 1973 résultant des modifications de parité intervenues en décembre 1971 ont été estimés à 2.844.000 dollars, et ce montant a été inclus dans l'ensemble du budget approuvé pour 1973. On a pu faire face à ces besoins à l'aide de la contribution de 1973 fixée pour la Chine, et aucune contribution supplémentaire n'a été nécessaire.

65. On a estimé que les fluctuations monétaires intervenues depuis lors et jusqu'en avril 1973 nécessiteraient des ressources supplémentaires se montant au total à 4.821.100 dollars. La 26e Assemblée mondiale de la santé a décidé que ces coûts, auxquels sont venus s'ajouter 673.000 dollars pour augmentations imprévues du coût de la vie, devraient être financés jusqu'à concurrence de 1.985.600 dollars par une réduction des crédits destinés en 1973 au compte pour les paiements de fin de contrat, et pour le solde par un prélèvement de 3.508.000 dollars sur les recettes occasionnelles.

### Budget de 1974

66. Les prévisions budgétaires initiales de l'OMS pour 1974, qui se montaient à 100.250.000 dollars, ont été calculées sur la base des taux de change en vigueur lors de l'élaboration du budget, et en particulier avec un taux comptable de 3,84 francs suisses pour un dollar. Les fluctuations des taux de change intervenues ultérieurement et jusqu'en avril 1973 compris se sont traduites par des prévisions de dépenses supplémentaires de 6.078.000 dollars, et la 26e Assemblée mondiale de la santé a approuvé pour 1974 un budget effectif de fonctionnement de 106.328.800 dollars.

## OACI

### Exercice 1972-1973-1974

67. Le flottement du dollar canadien, à partir du 1er juin 1970, n'a entraîné de dépenses supplémentaires en dollars des Etats-Unis que pour l'OACI. Le changement de parité qui en est résulté entre le dollar canadien et le dollar des Etats-Unis s'est situé en moyenne à 8 pour cent depuis mai 1970. Le dollar des Etats-Unis parti de 1,08 dollar canadien est progressivement descendu au pair. L'OACI a fait face aux coûts supplémentaires en 1970 et 1971 au moyen de crédits supplémentaires, et en 1972 et 1973 par des économies. Le budget triennal de l'OACI pour 1972-1973-1974 a été approuvé en juillet 1971, date à laquelle le taux comptable du dollar canadien était de 1,02 pour un dollar des Etats-Unis. Le taux moyen effectif en 1972 a été de 0,99 dollar canadien pour un dollar des Etats-Unis et les deux taux sont actuellement au pair. Il y a eu également des fluctuations dans les parités des monnaies utilisées par les bureaux régionaux de l'OACI, mais l'ensemble des répercussions sur le budget en cours a été estimé à environ 215.000 dollars pour 1972, 290.000 dollars pour 1973 et 270.000 dollars pour 1974.

## OMM

### Budget annuel de 1971

68. Les coûts supplémentaires résultant des réévaluations de mai et d'octobre 1971 ont été estimés à 205.000 dollars et ils ont été entièrement couverts par des économies réalisées grâce à l'adoption de mesures d'austérité très strictes au cours de cette dernière année du cinquième exercice (1968-1971).

### Sixième exercice (1972-1975)

69. Le sixième Congrès météorologique mondial a approuvé le budget de l'exercice en avril 1971, c'est-à-dire avant les fluctuations monétaires. La 24e session du Comité exécutif (mai 1972) a reconnu qu'en raison de l'augmentation des coûts en dollars des traitements et indemnités, il lui faudrait avoir recours à l'autorisation qui lui avait été donnée par le Congrès d'engager des dépenses supplémentaires pour l'exercice quadriennal, si cela était nécessaire, en se fondant sur les prévisions supplémentaires soumises par le Secrétaire général, pour autant que ces coûts supplémentaires ne puissent pas être couverts par des économies.

70. Il a aussi été reconnu qu'à un stade ultérieur de l'exercice, il serait peut-être nécessaire de demander aux Etats membres d'approuver des dépenses supplémentaires (ne résultant pas d'augmentations des traitements).

### Budget annuel de 1972

71. Le budget annuel de 1972 a aussi été approuvé en mai 1971 avant les fluctuations monétaires. En conséquence, il a fallu envisager pour 1972 des crédits supplémentaires de 419.360 dollars qui ont été approuvés en mai 1972.

### Budget annuel de 1973

72. Le budget approuvé (en mai 1972) pour 1973 comprenait 522.395 dollars pour les augmentations de traitements et les coûts supplémentaires en dollars dus aux fluctuations monétaires et au renchérissement du coût de la vie. Un nouveau montant de 715.600 dollars fait actuellement l'objet de demandes de crédits supplémentaires pour 1973 qui seront examinées en septembre 1973.

### Budget annuel de 1974

73. Les prévisions budgétaires pour 1974, qui seront aussi examinées en septembre 1973, font apparaître que 2.018.000 dollars seront nécessaires pour faire face à l'ensemble des dépenses supplémentaires dues aux réévaluations monétaires et à la hausse du coût de la vie.

## OMCI

74. On estime que les répercussions des fluctuations des taux de change entre la livre sterling et le dollar se sont montées à environ 13.000 dollars pour la période d'octobre à décembre 1971 et à près de 70.000 dollars pour 1972. En outre, les pertes au change dues aux disparités entre les taux comptables des Nations Unies et les taux en vigueur sur le marché ont atteint environ 11.000 dollars en 1971 et quelque 4.000 dollars en 1972. Dans l'hypothèse que le taux de change de 0,408 livre sterling pour un dollar qui était en vigueur de mars à mai demeurera inchangé jusqu'à la fin de 1973, la dépense supplémentaire en dollars pour l'ensemble de l'année serait de l'ordre de 30.000 dollars.

75. A la suite des modifications de parité intervenues en 1971 pour la livre sterling, l'Assemblée de l'OMCI a inscrit, dans le budget de 1972-73, un crédit pour dépenses exceptionnelles destiné à faire face aux fluctuations monétaires, et le Conseil a examiné une proposition selon laquelle le budget de l'Organisation devrait à l'avenir être exprimé en livres sterling. Les comptes journaliers sont déjà tenus dans cette monnaie et l'on a estimé qu'elle était utilisée à raison de 90 pour cent environ des dépenses.

76. Le Conseil a discuté à nouveau de cette proposition à sa 30e session, en juin 1973, et il a décidé de réexaminer le problème à une session ultérieure. En attendant, le budget continuera d'être exprimé en dollars des Etats-Unis.

77. Au sujet de cette proposition qui a été faite au Conseil de l'OMCI, il convient de rappeler que les Parties contractantes au GATT ont déjà convenu d'exprimer leur budget de fixer leurs contributions dans la monnaie locale du pays où se trouve le siège, le franc suisse, et que le Comité exécutif de l'OMM est saisi d'une proposition similaire.

## AIEA

### Budget annuel de 1971

78. Les dépenses supplémentaires résultant des réévaluations de mai 1971 ont été estimées à 280 000 dollars et un crédit additionnel a été approuvé. Toutefois, grâce à des mesures d'austérité très strictes, il n'a pas été nécessaire d'utiliser ce crédit additionnel.

### Budget annuel de 1972

79. Des mesures d'austérité très strictes ont permis en 1972 de réaliser des économies plus que suffisantes pour couvrir les dépenses supplémentaires résultant des modifications des taux de change, dont le montant a été estimé à 860 000 dollars environ.

### Budget annuel de 1973

80. Les réalignements monétaires intervenus depuis l'établissement du budget de 1973 ont provoqué une augmentation des dépenses estimée à 1 568 000 dollars. On s'attend à d'autres dépenses supplémentaires, s'élevant au total à 724 000 dollars, du fait de hausses imprévues du coût de la vie et des prix. On espère que des mesures d'austérité permettront d'absorber 972 000 dollars environ des dépenses supplémentaires, ce qui laisse 1 320 000 dollars pour lesquels un crédit additionnel a été demandé. Les

excédents de trésorerie des exercices précédents, divers excédents de recettes et les contributions des nouveaux Etats membres permettront de couvrir 70 000 dollars, mais il restera 1 250 000 dollars pour lesquels des contributions additionnelles devront être mises en recouvrement auprès des Etats membres.

#### Budget annuel de 1974

81. Le Directeur général prévoit que les crédits demandés dans son projet de budget pour 1974 devront être augmentés de 2 100 000 dollars pour faire face aux répercussions de la dévaluation du dollar intervenue en février 1973 et aux effets qu'elle a eus sur le taux de change du schilling autrichien. Il a proposé d'inclure un chapitre additionnel dans la résolution relative à l'ouverture de crédits pour 1974 afin de disposer des fonds supplémentaires nécessaires, ce crédit ne devant être utilisé qu'après autorisation du Conseil des gouverneurs.

#### PNUD

82. Les chiffres fournis à l'annexe III ne comprennent aucune donnée pour le PNUD, dont les fonds proviennent de contributions volontaires et font, pour la plus grande partie, l'objet d'une comptabilité complètement séparée de celle des ressources budgétaires ordinaires des institutions spécialisées. Toute proposition tendant à réduire les répercussions des réalignements monétaires sur les budgets financés à l'aide de contributions mises en recouvrement serait probablement inappropriée dans le cas du PNUD. Néanmoins, à titre d'exemple des effets de la situation actuelle sur le Programme, il convient de noter que le PNUD a évalué le montant net des dépenses supplémentaires entraînées par la dévaluation de 10 p. 100 du dollar des Etats-Unis intervenue en février 1973 à 6,5 millions de dollars.

# APPENDICE II

## MOUVEMENTS DES TAUX COMPTABLES DES NATIONS UNIES POUR CINQ MONNAIES PREVALANT AUX SIEGES ENTRE JUIN 1968 ET MAI 1973

	<u>Date</u>	<u>Taux de change</u> <u>pour 1 dollar</u> <u>des Etats-Unis</u>
<u>Schilling autrichien</u>	1er juin 1968	25,83 schillings
	1er juin 1971	24,95 "
	1er octobre 1971	24,10 "
	1er janvier 1972	23,70 "
	1er février 1972	23,30 "
	1er juillet 1972	23,00 "
	1er novembre 1972	23,20 "
	1er mars 1973	21,00 "
<u>Franc français</u>	1er juin 1968	4,90 francs
	1er octobre 1968	4,94 "
	1er août 1969	5,55 "
	1er janvier 1971	5,52 "
	1971	5,55 "
	1er janvier 1972	5,22 "
	1er février 1972	5,14 "
	1er mars 1972	5,08 "
	1er avril 1972	5,04 "
	1er juin 1972	5,01 "
	1er décembre 1972	5,05 "
	1er janvier 1973	5,11 "
	1er février 1973	5,07 "
	16 février 1973	4,65 "
	1er mars 1973	4,60 "
	1er avril 1973	4,53 "
	1er mai 1973	4,55 "
<u>Lire italienne</u>	1er juin 1968	625 liras
	1er octobre 1968	623 "
	1er juillet 1969	627 "
	1er janvier 1971	624 "
	1er septembre 1971	615 "
	1er janvier 1972	592 "
	1er avril 1972	582 "
	1er mars 1973	562 "
	1er avril 1973	580 "
<u>Franc suisse</u>	1er juin 1968	4,32 francs
	1er juin 1971	4,08 "
	1er octobre 1971	3,95 "
	1er janvier 1972	3,84 "
	1er octobre 1972	3,80 "
	1er février 1973	3,67 "
	1er mars 1973	3,41 "
	1er avril 1973	3,23 "
	1er juin 1973	3,03 "
<u>Livre sterling</u>	1er juin 1968	0,4167 livres
	1er octobre 1971	0,404 "
	1er janvier 1972	0,392 "
	1er février 1972	0,386 "
	1er avril 1972	0,383 "
	1er juillet 1972	0,411 "
	1er novembre 1972	0,426 "
	1er mars 1973	0,408 "
	1er juin 1973	0,396 "

# APPENDICE III

## CHIFFRE ESTIMATIF MINIMUM DES COUTS SUPPLEMENTAIRES DECOULANT DES MODIFICATIONS DES TAUX DE CHANGE PENDANT LA PERIODE DE MAI 1971 A MAI 1973

### EXERCICE

	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>
	\$	\$	\$	\$	\$
ONU	1.100.000	3.300.000	9.000.000	8.600.000	8.600.000
OIT	?	3.900.000 <sup>1</sup>	3.900.000 <sup>1</sup>	6.600.000 <sup>2</sup>	6.600.000 <sup>2</sup>
FAO	180.000	1.871.500 <sup>1</sup>	1.871.500 <sup>1</sup>	?	?
UNESCO	-	3.300.000	5.766.500 <sup>3</sup>	5.766.500 <sup>3</sup>	-
OMS	1.200.000	3.745.000	7.665.100	6.078.000	-
OACI	-	215.000	290.000	270.000	-
OMM	205.000	419.330	1.099.000	1.759.000	-
OMCI	24.000	74.000	30.000	?	?
AIEA	280.000	860.000	1.568.000	2.100.000	-
	2.989.000	17.684.830	31.190.100	31.173.500	15.200.000

<sup>1</sup>Moitié des estimations totales pour 1972-73, qui sont de 7.800.000 dollars pour l'OIT et de 3.743.000 dollars pour la FAO.

<sup>2</sup>Moitié de l'estimation totale pour 1974-75, qui est de 13.200.000 dollars.

<sup>3</sup>Moitié de l'estimation totale pour 1973-74, qui est de 11.533.000 dollars.

## APPENDICE IV

### AJUSTEMENTS DE POSTE

Extrait du document ECPA/S.15/8, soumis à la  
quinzième session du Comité d'experts, pour les ajustements de poste

64. Ajustements pour fluctuations des taux de change. Les traitements et les indemnités au titre du coût de la vie ("ajustements de poste") payables aux fonctionnaires internationaux sont calculés en dollars des Etats-Unis, bien qu'ils soient généralement versés en totalité ou en grande partie dans la monnaie du lieu d'affectation. Lorsqu'il se produit un changement dans le taux de change utilisé pour convertir les traitements et indemnités mensuels des fonctionnaires dans leur équivalent en monnaie locale, l'indice d'ajustement de poste est modifié en conséquence. Normalement, pour le personnel en poste au siège des différentes organisations (dont les dépenses de consommation en dehors de la zone d'affectation ne sont pas très importantes), l'indice (total) d'ajustement de poste est multiplié par le rapport entre l'ancien et le nouveau taux de change. Pour les lieux d'affectation dans lesquels les dépenses hors zone sont importantes, la partie de l'indice d'ajustement de poste correspondant à ces dépenses n'est pas ajustée puisqu'elle n'est pas affectée par les fluctuations de la monnaie du lieu d'affectation. Cependant, on tient compte directement, dans l'indice, des variations du prix des marchandises achetées à l'étranger sous forme des modifications de leur coût exprimé en dollars des Etats-Unis.

65. Dans une période où les rapports entre le dollar des Etats-Unis et les monnaies de pays autres que celui du lieu d'affectation demeurent constants, les changements intervenant dans le prix des marchandises achetées à l'étranger demeurent les mêmes, quelles que soient les monnaies utilisées pour exprimer les prix. En revanche, lorsque les rapports entre les monnaies se modifient, il en résulte pour le fonctionnaire des variations dans le coût de ces marchandises exprimé en dollars des Etats-Unis. C'est ainsi que les dévaluations du dollar des Etats-Unis en 1971 et en 1973 ont fait monter d'environ 20 pour cent le coût en dollars des marchandises achetées hors zone, dans les pays d'Europe occidentale, et le coût en dollars des congés dans les foyers et allocations pour frais d'étude dans ces pays. Cette observation ne s'applique pas à certaines marchandises, notamment celles qui proviennent des Etats-Unis.

66. Le Comité d'experts pour les ajustements de poste a adopté une règle spéciale applicable dans le cas de Montréal. Les traitements du personnel de l'OACI dans cette ville ne sont pas versés en dollars canadiens mais directement en monnaie des Etats-Unis et, pour faire face à une situation dans laquelle les dépenses des fonctionnaires internationaux (qui sont effectuées principalement en dollars du Canada) subissent les conséquences du "flottement" du dollar canadien par rapport au dollar des Etats-Unis, il a été décidé que l'indice d'ajustement de poste serait calculé chaque mois en se fondant sur la moyenne des taux de change utilisés par l'OACI pour les transactions ne se rapportant pas aux bordereaux de traitements au dernier jour ouvrable du mois en question et de chacun des trois mois précédents.

67. Lorsqu'un nouveau taux de change intervient pour le calcul de l'indice d'ajustement de poste à un moment donné, les chiffres indiciaires pour les quatre mois précédents sont recalculés au nouveau taux, sous réserve, dans le cas de certains indices d'ajustement de poste, de la restriction mentionnée au paragraphe 64, uniquement dans le but d'appliquer la "règle des quatre mois". Dans la plupart des lieux d'affectation hors siège, où les indices ne sont mis à jour qu'une ou deux fois par an, on procède à une évaluation des conséquences d'un nouveau taux de change lorsqu'il entre en vigueur et l'on décide alors si le lieu d'affectation doit passer dans une classe d'"ajustement de poste" supérieure en cas de

-----  
La "règle des quatre mois" est appliquée dans les lieux d'affectation aux sièges et dans d'autres régions où il est calculé des indices d'ajustement de poste mensuel. C'est ainsi que, pour pouvoir passer dans la classe supérieure d'indemnités au titre du coût de la vie, ou "ajustements de poste", l'indice pour le lieu d'affectation en question doit atteindre au moins le niveau critique de la classe suivante (par exemple 110, 115 ou 120) et continuer d'égaler ou de dépasser ce niveau pendant quatre mois. Les "ajustements de poste" supplémentaires sont versés en même temps que les traitements du mois suivant.

réévaluation de la monnaie locale, ou dans une classe inférieure en cas de dévaluation.

68. Ajustements de poste partiels. Lorsqu'une modification intervient dans le taux de change applicable à un lieu d'affectation, un "ajustement de poste" partiel temporaire peut être envisagé à certaines conditions. La principale condition pour qu'un ajustement de poste partiel positif entre en vigueur, c'est que, lorsqu'il est calculé à nouveau au taux de change révisé, l'indice d'ajustement de poste disponible le plus récent ait gagné au moins deux points (soit par exemple passé de 131,3 à 133,3). Dans le cas précédent, les deux cinquièmes du montant de l'"ajustement de poste" pertinents deviennent payables. Si, après que l'on a tenu compte d'une dévaluation, l'indice révisé d'ajustement de poste est d'au moins deux points entiers inférieur au niveau critique de la classe d'ajustement de poste effectivement en vigueur au lieu d'affectation (par exemple si l'indice passe de 131,3 à 127,6), un "ajustement de poste" partiel négatif devient applicable (dans ce cas particulier, moins deux cinquièmes). Les variations plus importantes de l'indice, qui résultent d'une réévaluation ou d'une dévaluation de plus grande ampleur, se traduisent par l'application de fractions positives ou négatives plus importantes d'un "ajustement de poste". Les ajustements de poste partiels sont absorbés par la suite dans une classe normale d'ajustement de poste, intervenant dans le cadre du fonctionnement ordinaire du système d'ajustements de poste (compte tenu, le cas échéant, de la "règle de quatre mois").



# APPENDICE V

## PROPORTIONS APPROXIMATIVES DANS LESQUELLES LES ORGANISATIONS RECOIVENT ET DEPENSENT LEURS MONNAIES

	<u>Recettes</u>		<u>Dépenses</u>	
ORGANISATION DES NATIONS UNIES	Dollars E.-U.	93 %	Dollars E.-U.	65 %
	Livres sterling	4 1/2 %	Francs suisses	20 %
	Autres	2 1/2 %	Schillings autrichiens	4 %
			Autres	11 %
		<hr/>		<hr/>
		100 %		100 %
OIT	Dollars E.-U., pratiquement	100 %	Francs suisses	70 %
		<hr/>	Dollars E.-U.	25 %
			Autres	5 %
				<hr/>
				100 %
FAO	Dollars E.-U.	80 %	Lire italiennes	60 %
	Lire italiennes	20 %	Dollars E.-U.	25 %
			Autres	15 %
		<hr/>		<hr/>
		100 %		100 %
UNESCO	Dollars E.-U.	82 %	Francs français	50 %
	Francs français	10 %	Dollars E.-U.	35 %
	Livres sterling	7 %	Livres sterling	7 %
	Autres	1 %	Autres	8 %
		<hr/>		<hr/>
		100 %		100 %
OMS	Dollars E.-U., pratiquement	100 %	Dollars E.-U.	37 %
		<hr/>	Francs suisses	35 %
			Francs français	6 %
			Livres sterling	4 %
			Autres	18 %
				<hr/>
				100 %
OMM	Dollars E.-U., pratiquement	100 %	Francs suisses	90 %
		<hr/>	Dollars E.-U.	8-9 %
			Autres	1-2 %
				<hr/>
				100 %
OMCI	Dollars E.-U.	85-90 %	Livres sterling	80-90 %
	Livres sterling	10-15 %	Autres	10-20 %
		<hr/>		<hr/>
		100 %		100 %
AIEA	Dollars E.-U.	90-95 %	Schillings autrichiens	70 %
	Schillings autrichiens	5-10 %	Dollars E.-U.	20 %
		<hr/>	Autres	10 %
		100 %		<hr/>
				100 %

Dix-huitième rapport

Montants estimatifs révisés comme suite aux décisions prises par  
le Conseil du commerce et du développement durant la deuxième  
partie de sa douzième session et à sa treizième session

/Original : anglais/

/30 novembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général (A/C.5/1545) contenant les demandes de crédits révisés au titre du chapitre 14 du projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975, qui atteignent un total de 416 000 dollars du fait de certaines décisions prises par le Conseil du commerce et du développement durant la deuxième partie de sa douzième session et à sa treizième session. Le Comité consultatif a été informé que les montants estimatifs étaient calculés sur la base d'un taux de change de 3,03 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis.

2. La majeure partie du montant demandé (342 000 dollars) doit permettre de couvrir le coût du recrutement de personnel temporaire - interprètes, traducteurs, rédacteurs de comptes rendus et autre personnel affectés au service des conférences - pour les réunions que l'on a décidé de tenir ou de reporter depuis l'établissement du calendrier initial des conférences pour 1974-1975. Il s'agit des réunions suivantes :

Dollars

Septième session de la Commission des articles manufacturés : doit se tenir à Genève, pendant deux semaines avec institution d'un comité de session chargé de la question des obstacles non tarifaires (reportée à 1975) .....	262 000
Réunions du Comité technique du Groupe consultatif commun du Centre du commerce international : ajoutées au calendrier des conférences - une semaine en 1974 et une semaine en 1975 .....	18 000
Session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement : reportée de 1973 à 1974; une semaine .....	62 000
	<hr/> 342 000 <hr/>

3. Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à cette demande de crédit, étant entendu que, lorsqu'il établira le calendrier définitif des conférences pour 1975, le Secrétaire général réexaminera les disponibilités en personnel permanent avant d'engager du personnel temporaire pour le service des conférences, et on ne ménagera aucun effort pour fixer la date de la septième session de la Commission des articles manufacturés de façon à ne faire appel qu'à un personnel temporaire minimum. En ce qui concerne les réunions du Comité technique du Groupe consultatif commun du Centre du commerce international, le Comité consultatif compte que les dépenses y relatives seront réparties dans les conditions normales entre la CNUCED et le GATT.

4. Le solde des crédits demandés au chapitre 14 se décompose comme suit : 64 000 dollars pour les services de consultants (8 mois de travail pour avis techniques à un groupe spécial d'experts gouvernementaux chargés d'examiner les problèmes de la dette des pays en voie de développement, et 12 mois de travail pour l'établissement de documents de base, en vue d'une étude de faisabilité relative à un code international de conduite pour le transfert des techniques) et 10 000 dollars pour les frais de voyage en rapport avec les travaux du groupe spécial mentionné ci-dessus. Le Comité consultatif a reçu l'assurance qu'il s'agissait là manifestement d'activités venant s'ajouter au programme de travail qui ressort du chapitre 14 du projet de budget-programme pour la période 1974-1975. Dans ces conditions, le Comité consultatif n'a pas d'objection à cette demande.

5. Comme le Secrétaire général l'indique au paragraphe 4 de son rapport, les crédits supplémentaires demandés au chapitre 14 entraîneront nécessairement l'inscription d'un montant de 71 000 dollars au chapitre 34 (Contributions du personnel), qui sera compensé par une augmentation correspondante au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

DOCUMENT A/9008/Add.18

Dix-neuvième rapport

Dispositions administratives concernant le Centre du  
commerce international

/Original : anglais/

/30 novembre 1973/

1. Dans le septième rapport qu'il a présenté à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale, concernant le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires indiquait son intention de faire rapport, en tant que de besoin, sur les propositions formulées par le Secrétaire général au sujet des dispositions administratives concernant le Centre CNUCED/GATT du commerce international (A/9008/Add.6, par. 7).

2. Le Comité consultatif est maintenant en possession d'une note du Secrétaire général (A/C.5/1533) qui se fonde, sous réserve de modifications supplémentaires, sur l'examen des dispositions administratives concernant le Centre, auquel ont procédé les chefs de secrétariat de la CNUCED et du GATT, et sur le rapport établi à l'issue de cet examen, que le Directeur général du GATT a présenté au Conseil du GATT le 27 novembre 1972. Les dispositions administratives décrites dans la note du Secrétaire général sont en fait appliquées depuis le 1er mars 1973, avec certaines améliorations (résumées au paragraphe 9 de la note du Secrétaire général) qu'il a été décidé d'y apporter comme suite à une étude faite par le Service de gestion administrative en juin et juillet 1973.

3. Après avoir examiné les dispositions administratives décrites dans la note du Secrétaire général et compte tenu des renseignements supplémentaires que lui ont fournis des représentants du Secrétaire général, le Comité consultatif juge raisonnable les dispositions en question.

4. Le Comité note que les dispositions décrites par le Secrétaire général tiennent compte d'une recommandation que le Comité avait formulée en 1971 1/ et réitérée en 1973 2/ et qui tendait à ce que le Centre exerce un contrôle direct sur son personnel d'appui. Cette recommandation prévoyait le transfert au tableau d'effectifs du Centre des postes du GATT dont les titulaires s'occupaient exclusivement des activités du Centre et dont le coût devait être imputé, à compter de 1972, sur le budget du Centre alimenté conjointement par la CNUCED et le GATT. Avant la mise au point des dispositions administratives actuelles, le Directeur général du GATT avait fait savoir au Comité que, si l'on donnait suite à cette recommandation, il ne serait pas en mesure de s'acquitter pleinement de ses responsabilités, parmi lesquelles figuraient la signature des contrats et la certification des comptes du Centre. C'est pourquoi le Comité avait décidé de ne pas insister sur sa recommandation jusqu'à nouvel ordre. Le Comité est heureux d'apprendre que désormais, avec les modifications décrites au paragraphe 13 de l'annexe à la note du Secrétaire général (il s'agit du rapport présenté au Conseil du GATT), le Directeur (Programmes) du Centre veillera à la régularité des dépenses du Centre et établira les contrats pour le personnel du Centre, après approbation par le Secrétaire général de la CNUCED et le Directeur général du GATT. Puisqu'ainsi, les difficultés qui faisaient obstacle à la mise en oeuvre de sa recommandation ont apparemment été résolues, le Comité présume que les postes du GATT dont les titulaires travaillent pour le Centre et dont le coût est financé par le Centre ont été transférés au tableau d'effectifs du Centre; toutefois, il n'a pas pu obtenir les renseignements dignes de foi qui auraient confirmé le bien-fondé de cette hypothèse.

5. Le Comité consultatif relève que, d'après le paragraphe 5 d) de la note du Secrétaire général, c'est l'Office des Nations Unies à Genève, et non le Centre lui-même comme initialement proposé /A/C.5/1533, annexe, par. 13 ii)/ qui établira les états de paie, effectuera les paiements et tiendra la comptabilité. Le Comité a appris qu'en égard à cette décision, un poste inscrit au tableau d'effectifs du Centre était mis à la disposition de l'Office de Genève.

6. Le Comité note en outre qu'à la suite de l'étude du Service de gestion administrative, il a été décidé que les services linguistiques nécessaires au Centre continueraient à être fournis par le GATT dans les conditions actuelles (les postes sont inscrits au tableau d'effectifs du Centre mais leurs titulaires travaillent dans les locaux du GATT), et que le Centre, tout en utilisant les services de vente de l'Office des Nations Unies à Genève pour la vente de ses publications, continuerait à en assurer lui-même la diffusion gratuite dans les pays en voie de développement.

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 8 et rectificatif, par. 247.

2/ Ibid., vingt-septième session, Supplément No 8 A, document A/8708/Add.1, par. 13.

7. Dans la mesure où le paragraphe 2 de la résolution 2297 (XXII) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1967, semble autoriser le Secrétaire général de la CNUCED à s'entendre avec le Directeur général du GATT sur les détails des dispositions administratives iii/, et puisque les dispositions décrites dans la note du Secrétaire général ont été soumises au Conseil du GATT et sont en vigueur depuis le 1er mars 1973, le Comité consultatif ne s'estime pas appelé à recommander à l'Assemblée générale d'approuver lesdites dispositions: il se borne donc à recommander à l'Assemblée d'en prendre acte, étant entendu que leur application n'augmentera pas la part des dépenses du Centre qui est à la charge de l'Organisation des Nations Unies.

---

ii/ L'autorisation donnée au paragraphe 2 du dispositif vise les dispositions administratives pour 1968 mais, puisque ces dernières n'ont jamais été formulées, on peut considérer que les dispositions actuelles ont été mises au point en exécution de la résolution 2297 (XXII).

Vingtième rapport

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Rapport du Conseil du développement industriel sur  
les travaux de sa septième session

/Original : anglais/

/3 décembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa septième session 1/, en s'attachant plus spécialement aux questions traitées dans ce rapport que l'Assemblée générale a renvoyées à la Cinquième Commission (A/C.5/1525/Add.2) :

a) Paragraphes 119 à 121 et annexe II, décision I (VII) (Programme ordinaire d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel);

b) Paragraphes 122 à 126 et annexe II, décision III (VII) (Expansion et financement du programme des conseillers industriels hors siège de l'ONUDI);

c) Paragraphes 127 à 133 et annexe II, décision II (VII), paragraphes 1 et 3 (Autonomie administrative de l'ONUDI).

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 16.

2. Le Comité consultatif note que, d'après la lettre datée du 31 octobre 1973 que le Président de l'Assemblée générale a adressée au Président de la Cinquième Commission (A/C.5/1525/Add.2), les questions intéressant le programme ordinaire d'assistance technique, ainsi que l'expansion et le financement du programme des conseillers industriels hors siège doivent être étudiées par la Cinquième Commission, après examen préalable par la Deuxième Commission. La Deuxième Commission a dûment examiné ces questions et recommandé à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution (A/9324, par. 16, projet de résolution I).

3. En ce qui concerne le programme ordinaire d'assistance technique, le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution prévoit que l'Assemblée "accueille avec satisfaction la recommandation figurant dans la décision I (VII) du Conseil du développement industriel et visant à accroître, à compter de 1975, la base de travail et le budget du programme ordinaire d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, les ressources supplémentaires devant être consacrées à une action spéciale en faveur des pays en voie de développement les moins avancés". Le Comité consultatif, ayant déjà traité de cette question dans le contexte des demandes de crédits révisées pour 1974-1975 comme suite aux décisions prises par le Conseil du développement industriel à sa septième session (A/9008/Add.9, par. 36), n'a pas d'observations supplémentaires à formuler à ce sujet.

4. La Deuxième Commission a traité de la question de l'expansion et du financement du programme des conseillers hors siège de l'ONUDI au paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution dans lequel, sans préjudice de l'examen de la question d'un appui que le Programme des Nations Unies pour le développement fournirait pour les conseillers industriels hors siège - examen entrepris actuellement par le Conseil d'administration du Programme - l'Assemblée approuve la recommandation figurant dans la décision III (VII) du Conseil du développement industriel et visant à accroître le nombre de ces conseillers, ainsi que les instructions données au Directeur exécutif pour qu'il étudie la possibilité de financer l'accroissement au moyen de fonds provenant du budget de l'Organisation des Nations Unies ou d'autres sources. Puisque le PNUD examine actuellement cette question, le Comité consultatif attendra, pour aller de l'avant, que le Secrétaire général lui ait fourni des renseignements sur l'issue de cet examen.

5. Le Comité consultatif constate, d'après le document indiquant les points de l'ordre du jour renvoyés à la Cinquième Commission (A/C.5/1525/Add.2), que si un examen préalable par la Deuxième Commission a été prévu dans le cas des questions mentionnées au paragraphe 2 ci-dessus, l'Assemblée générale n'a pas mentionné le recours à cette procédure pour la question de l'autonomie administrative de l'ONUDI.

6. La Deuxième Commission a néanmoins décidé, à sa 1553ème séance, de transmettre à la Cinquième Commission, un projet de résolution aux termes duquel le Secrétaire général serait prié d'établir un rapport sur les questions ayant trait à la préparation et à la présentation d'un budget-programme distinct pour l'ONUDI et à



l'autonomie administrative de cette organisation, et de soumettre ce rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session (A/C.5/1555). En outre, la Deuxième Commission a exprimé le ferme espoir que, si le projet de résolution était adopté, le rapport du Secrétaire général serait mis à la disposition de la Deuxième Commission, avant que la Cinquième Commission l'examine.

7. Le Comité consultatif estime, lui aussi, qu'il serait bon que l'Assemblée générale dispose d'un rapport exposant l'opinion du Secrétaire général en la matière. Toutefois, les questions soulevées aux paragraphes 1 et 3 de la décision II (VII) du Conseil du développement industriel pourraient avoir, sur les plans administratif et budgétaire, des répercussions pour l'ensemble des organismes des Nations Unies. S'il devait en être ainsi, une approche fragmentaire fondée sur les problèmes rencontrés par une organisation pourrait s'avérer insuffisants. Dans ces conditions, sans méconnaître l'intérêt que présenteraient les vues de la Deuxième Commission, le Comité consultatif estime que l'étude approfondie du rapport demandé au Secrétaire général, ainsi que des observations du Comité consultatif à son sujet, devrait avoir lieu à la Cinquième Commission.

Vingt et unième rapport

Incidences administratives et financières du projet de résolution I  
présenté par la Troisième Commission dans le document A/9398

(Point 68 de l'ordre du jour<sup>x</sup>)

/Original : anglais/

/5 décembre 1973/

1. Dans sa note A/C.5/1570, le Secrétaire général signale que la Troisième Commission a approuvé, à sa 2041ème séance tenue le 28 novembre 1973, un projet de résolution (A/C.3/L.2082) 1/ qui l'autoriserait, aux termes du paragraphe 1 du dispositif, à effectuer des prélèvements sur le Fonds de roulement jusqu'à concurrence de 45 000 dollars pour 1974 et 60 000 dollars pour 1975 afin de fournir une assistance aux gouvernements, sur leur demande, pour élaborer, avec le concours des organismes du système des Nations Unies et de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, selon qu'il conviendra, des plans nationaux de secours en cas de catastrophe naturelle.
2. Le Comité consultatif rappelle que, dans son projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975, le Secrétaire général n'a pas prévu de crédits pour l'élaboration de plans de protection contre les catastrophes en attendant d'avoir établi à ce sujet un rapport qui a été soumis à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session, conformément aux dispositions de la résolution 2959 (XXVII) de l'Assemblée générale 2/. Dans le rapport en question, le Secrétaire général déclare que, compte tenu des demandes déjà examinées avec certains gouvernements et des requêtes qui sont attendues, "on pourrait peut-être prévoir

---

x Assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe : rapport du Secrétaire général.

1/ Texte identique à celui du projet de résolution I présenté par la Troisième Commission dans le document A/9398.

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 6 et rectificatif, par. 17.16.

un crédit correspondant à 18 mois de travail de consultant pour 1974 et à 24 mois de travail pour 1975. Ce crédit permettrait de fournir des services consultatifs à six ou sept pays au cours de la période biennale 1974-1975. Le coût du mois de travail étant estimé à 2 500 dollars, la dépense serait de 45 000 dollars pour 1974 et de 60 000 dollars pour 1975" (A/9221, par. 10). Cette somme est à rapprocher du montant maximum de 25 000 dollars autorisé en 1973 pour l'objet indiqué ci-dessus.

3. Le Comité consultatif note que le rapport du Secrétaire général a été publié au titre d'un seul point de l'ordre du jour (le point 68) alors qu'il aurait dû l'être également au titre du point 79 et qu'il aurait dû être renvoyé à la fois à la Troisième Commission pour examen au fond, et à la Cinquième Commission pour examen des aspects budgétaires s'y rapportant. Au lieu de cela, c'est la Troisième Commission qui s'est prononcée tant sur le fond du rapport que sur les incidences et les procédures financières.

4. Au cas où l'Assemblée générale adopterait le projet de résolution recommandé par la Troisième Commission (A/C.3/L.2082), tel qu'il a été révisé oralement, il faudrait ajouter au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution concernant les dépenses imprévues et extraordinaires de la période biennale 1974-1975 3/ un alinéa supplémentaire qui se lirait comme suit :

"c) Les dépenses engagées conformes au paragraphe 1 de la résolution /3152/ (XXVIII) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1973, jusqu'à concurrence de 105 000 dollars pour la période biennale 1974-1975, qui, suivant l'attestation du Secrétaire général, ont trait à l'assistance à fournir aux gouvernements, sur leur demande, pour l'élaboration de plans nationaux de secours en cas de catastrophe naturelle."

---

3/ Ibid., p. liii, projet de résolution II.

Vingt-deuxième rapport

Proposition concernant une formation éventuelle du personnel  
international par l'Institut des Nations Unies pour la formation  
et la recherche

/Original : anglais/  
/5 décembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général (A/C.5/1548) dans lequel celui-ci propose qu'un montant de 100 000 dollars, à imputer sur le budget ordinaire de l'ONU pour 1974-1975, soit versé comme contribution au programme de formation du personnel international qui doit être entrepris par l'UNITAR.

2. Le Comité a noté que le programme proposé est semblable quant au fond à la proposition révisée présentée en octobre 1972 (A/8829 et Corr.2 et Add.1 1/) **concernant la création d'une école des cadres des Nations Unies, mais à une échelle réduite.** Dans son rapport sur cette proposition (A/8935 1/), le Comité consultatif a exprimé des réserves sur trois points principaux : la structure administrative de l'école des cadres envisagée, la portée et l'orientation de son programme de formation et les modalités prévues pour le financement de son budget.

3. La nouvelle série de propositions n'a pas dissipé ces doutes et ne réussit pas, de l'avis du Comité, à prouver de façon convaincante la valeur, la rentabilité, voire la faisabilité du projet. Le récent rapport esquisse l'orientation générale de ce que l'on projette en matière de formation du personnel interinstitutions. Toutefois, ni ce rapport ni les documents et les renseignements fournis à l'appui au Comité ne contiennent suffisamment de données précises sur la teneur, les objectifs, l'échelle et la fréquence des activités envisagées. En dehors de quelques

---

1/ Documents de la vingt-septième session.

remarques formulées au passage dans le rapport pour souligner la nécessité d'élaborer du matériel de formation original, aucune indication n'est fournie quant aux méthodes que l'on envisage d'appliquer. Le rapport examine le cadre et l'infrastructure administratives (A/C.5/1548, annexe, par. 7 à 11), mais ne dit rien des autres ressources - en particulier des moyens de formation - nécessaires pour mettre le programme à exécution.

4. En outre, sans contester l'observation selon laquelle l'UNITAR offre une base satisfaisante pour l'organisation de la formation interinstitutions (A/C.5/1548, par. 6), le Comité n'a trouvé ni dans le rapport ni dans les documents présentés à l'appui aucun fait indiquant de manière concluante que les activités envisagées ne feraient "en aucun cas double emploi avec les cours ... déjà organisés par les diverses institutions des Nations Unies" (A/C.5/1548, par. 5). Le Comité consultatif s'inquiète particulièrement des risques de chevauchements avec les activités de formation qui sont en cours au sein des divers organismes. Le Comité pense que les institutions spécialisées ne prêteront leur concours efficace à un programme de formation que si elles sont convaincues que celui-ci répond à leurs besoins les plus importants et les plus pressants.

5. A ce propos, le Comité consultatif n'est pas convaincu que la priorité accordée à la formation interinstitutions de hauts fonctionnaires soit pleinement justifiée. Dans son rapport de l'année dernière sur la proposition révisée concernant la création d'une école des cadres des Nations Unies (A/8935, par. 5), le Comité a exprimé le point de vue suivant :

"Les fonctionnaires de classes moins élevées qui ont fait preuve d'énergie et d'un esprit créateur dans leur tâche devraient aussi avoir le droit de suivre ces cours. De toute façon, pour choisir les candidats aux cours organisés par l'école, la considération dominante devrait être celle des avantages qu'en retirerait vraisemblablement chacune des organisations intéressées et, par leur intermédiaire, les Etats Membres qu'elles servent. Il faudrait choisir les candidats éventuels avec soin pour veiller à satisfaire à ce critère."

Cette conception souple continue d'être celle que le Comité consultatif préfère. Le Comité considère qu'il reste encore à faire la preuve du bien-fondé de l'argument avancé par le Secrétaire général (A/C.5/1548, par. 3), selon lequel les premiers cours de formation interinstitutions devraient être destinés aux hauts fonctionnaires car cette formule "répondrait mieux aux besoins communs et reconnus des organismes à l'intention desquels ces cours seraient organisés".

6. Le Comité consultatif souscrit à la recommandation de l'Administrateur du PNUD, approuvée par le Conseil d'administration à sa seizième session, en juin 1973 2/,

---

2/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No. 24, par. 154.

tendant à ce que l'UNITAR, en collaboration avec les institutions et organismes intéressés, évalue les besoins communs de formation et détermine les priorités (A/C.5/1548, annexe, par. 15). Grâce à cette étude, l'UNITAR sera mieux à même d'élaborer des propositions concernant les stratégies et programmes de formation interinstitutions qui répondent aux besoins des organismes intéressés et de leur politique sur les questions relatives au personnel, et qui soient compatibles avec les considérations d'économie et d'efficacité.

7. Le Comité consultatif est convaincu de l'importance de la formation en tant qu'instrument d'une gestion moderne. Il se rend également compte de la nécessité d'adopter, au sein du régime commun des Nations Unies, une approche interinstitutions en matière de formation, dans les cas qui s'y prêtent. C'est en partie parce que l'on avait reconnu ce besoin que l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche a été créé. Aux termes de l'article II de son statut, l'UNITAR est habilité à assurer

"la formation, à divers niveaux, de personnes, venant en particulier des pays en voie de développement, qui sont appelées à s'acquitter de missions auprès de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées, ou à s'acquitter, dans leur administration nationale, de missions se rattachant à l'activité de l'Organisation des Nations Unies, des organisations qui lui sont reliées, ou d'autres institutions dont l'action s'exerce dans des domaines connexes. Il peut s'agir aussi bien de la formation de fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées que de la formation en vue de missions spéciales pour le compte des Nations Unies." 3/

8. On a laissé entendre au Comité consultatif que, à ce jour, les programmes de formation destinés expressément aux fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées avaient été plutôt lents à prendre forme. Etant donné, toutefois, que l'on a pris davantage conscience du besoin d'une formation interinstitutions, comme cela ressort du rapport du Secrétaire général, on peut raisonnablement s'attendre à ce que des programmes interinstitutions reçoivent à l'avenir un degré de priorité plus élevé, ce qui aurait à son tour une incidence sur les allocations budgétaires opérées au sein des ressources financières et des effectifs de l'UNITAR.

9. D'après des renseignements reçus de l'UNITAR, 330 000 dollars ont été dépensés en 1973 pour les activités de formation. Cette somme a représenté 53,2 p. 100 du montant total des dépenses directes de l'UNITAR pendant l'exercice. On prévoit qu'en 1974, 433 000 dollars y seront consacrés, même si l'on ne tient pas compte du montant de 200 000 dollars que l'UNITAR espère recevoir comme contributions au programme de formation du personnel international.

---

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes, point 45 de l'ordre du jour, document A/6875, annexe III.

10. Le Secrétaire général indique dans son rapport qu'il a fait savoir au **Directeur général de l'UNITAR** qu'il était disposé à recommander à l'Assemblée générale d'inscrire au budget de l'Organisation un crédit de 50 000 dollars par an pour les deux premières années du programme interinstitutions (A/C.5/1548, annexe, par. 19). En outre, le Conseil d'administration du PNUD, à sa seizième session, a approuvé l'inscription d'un montant de 50 000 dollars au budget du PNUD pour 1974 en tant que contribution au programme de formation du personnel international, sous réserve qu'une étroite coordination serait établie entre le PNUD et l'UNITAR 2/. Compte tenu de cela, le Directeur général espère qu'il pourra obtenir 100 000 dollars de plus de la part d'autres organismes des Nations Unies et grâce à des subventions spéciales. Toutefois, aucune démarche officielle n'a encore été faite auprès de ces organismes. Il reste donc encore à savoir si l'UNITAR pourra obtenir ces contributions.

11. En conclusion, donc, les renseignements dont dispose le Comité indiquent que l'UNITAR pourrait, dans le cadre de ses ressources financières et de ses effectifs actuels, entreprendre à titre initial des activités de formation interinstitutions, conformément aux dispositions de son statut. Ces activités pourraient inclure un cours pilote de formation dans un domaine adéquat d'intérêt commun. Si l'UNITAR ne disposait pas de ressources suffisantes, l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes des Nations Unies pourraient participer aux dépenses de fonctionnement du programme en prélevant des fonds sur leurs ressources déjà affectées à la formation du personnel, en fonction de l'utilisation qu'elles feraient du programme. Un tel programme pilote permettrait en outre d'acquérir l'expérience pratique voulue pour évaluer s'il sera nécessaire d'établir le système d'appui administratif complexe envisagé par l'UNITAR. Cela laisserait également au Secrétaire général le temps d'achever son examen du rapport du Bureau des services du personnel établi par le Service de gestion administrative. D'après les renseignements que possède le Comité consultatif, ce rapport contient des recommandations sur la formation du personnel.

12. Sur la base de ce qui précède, le crédit supplémentaire de 100 000 dollars demandé par le Secrétaire général ne serait pas nécessaire.

Vingt-troisième rapport

Incidences administratives et financières du projet de résolution III  
présenté par la Deuxième Commission dans le document A/9402

(Point 50 b de l'ordre du jour<sup>x</sup>)

/Original : anglais/

/7 décembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.5/1561) au sujet des incidences administratives et financières du projet de résolution relatif aux critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains (A/C.2/L.1314) 1/ dont la Deuxième Commission a recommandé l'adoption à l'Assemblée générale lors de sa 1571ème séance, le 27 novembre 1973; aux termes du paragraphe 1 du dispositif de ce projet de résolution, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général d'entreprendre, "à titre prioritaire", une étude analytique d'ensemble qui fournirait de nouveaux critères régissant l'octroi de prêts par les institutions internationales pour l'habitation et les établissements humains, ainsi que les taux d'intérêt applicables à ces prêts, et de faire rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session sur les conclusions de cette étude.

2. Le Secrétaire général pense que le Secrétariat ne pourrait pas entreprendre une telle étude analytique à lui seul et qu'il faudrait recourir aux services de spécialistes de l'extérieur. Le Secrétaire général envisage donc de faire effectuer ladite étude principalement par des consultants, avec le concours du Département des affaires économiques et sociales. Il estime que l'adoption par l'Assemblée générale du projet de résolution recommandé par la Deuxième Commission (A/C.2/L.1314) nécessiterait l'ouverture au chapitre 7 du budget-programme pour la période biennale 1974-1975 d'un crédit supplémentaire de 66 800 dollars se répartissant comme suit :

---

\* Programme des Nations Unies pour l'environnement :

- a) Rapport du Conseil d'administration;
- b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général.

1/ Texte identique à celui du projet de résolution III présenté par la Deuxième Commission dans le document A/9402.



Consultants : huit mois de travail de consultant de haut niveau (28 000 dollars) et huit mois de travail de consultant (20 000 dollars) ..... 48 000

Personnel temporaire : huit mois de travail de secrétaire .. 8 800

Frais de voyage des consultants ..... 10 000

66 800

3. Lorsque le Comité consultatif a examiné le chapitre 7 du projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975, des renseignements concernant le programme de travail des consultants en matière d'établissements humains pour lequel le Secrétaire général avait demandé des crédits lui ont été communiqués. Plusieurs projets s'inscrivant dans le cadre de ce programme de travail pour 1974 sont apparentés à l'étude analytique comparée "des priorités et des politiques des institutions financières internationales en ce qui concerne leurs programmes d'assistance dans le domaine de l'habitation et des établissements humains" (A/C.5/1561, par. 3) dont la réalisation est maintenant envisagée. On peut citer les projets suivants à titre d'exemple :

- a) Trois mois de travail de consultant pour la préparation d'une étude sur la formulation de directives et l'élaboration de techniques analytiques en vue d'améliorer les procédures d'investissements consécutifs aux projets du PNUD intéressant les établissements humains;
- b) Trois mois de travail de consultant en vue d'aider le personnel du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification à établir un rapport sur un fonds international ou une institution internationale visant à promouvoir des systèmes d'épargne et de crédit intérieurs pour le logement;
- c) Quatre mois de travail de consultant pour la formulation de directives visant à améliorer la gestion financière des projets de construction d'habitations financées à l'aide de fonds publics;
- d) Deux mois de travail de consultant en vue d'effectuer une enquête sur les institutions et les programmes s'occupant de la construction de logements destinés aux groupes de population à faible revenu.

4. Le Comité consultatif est d'avis qu'en combinant et en coordonnant les services de consultants nécessaires pour l'étude qui est actuellement envisagée et pour d'autres projets prévus pour 1974, le Secrétaire général pourrait réduire considérablement le volume des services supplémentaires dont il aurait besoin pour cette nouvelle étude. Le Comité consultatif recommande donc de ramener les crédits demandés par le Secrétaire général à 28 000 dollars pour huit mois de travail de consultant de haut niveau et à 5 000 dollars pour les frais de voyage, soit à un total de 33 000 dollars.

5. En conséquence, le Comité consultatif recommande à la Cinquième Commission d'informer l'Assemblée générale qu'au cas où elle adopterait le projet de résolution recommandé par la Deuxième Commission (A/C.2/L.1314), il faudrait ouvrir un crédit supplémentaire de 33 000 dollars au chapitre 7 (Département des affaires économiques et sociales) du projet de budget pour la période biennale 1974-1975.

Vingt-quatrième rapport

Incidences administratives et financières du projet de résolution I  
présenté par la Deuxième Commission dans le document A/9402

(Point 50 de l'ordre du jour<sup>x</sup>)

/Original : anglais/

/7 décembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.5/1569) dans lequel celui-ci indique les incidences financières du projet de résolution (A/C.2/L.1312/Rev.1) 1/ dont la Deuxième Commission, à sa 1571ème séance, le 27 novembre 1973, a recommandé l'adoption après avoir examiné une note du Secrétaire général relative à la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains (A/9238).

2. Le Secrétaire général estime que le coût de la Conférence-Exposition sur les établissements humains, qui doit se tenir à Vancouver (Canada) du 31 mai au 11 juin 1976, s'élèvera à 6 137 200 dollars pour la période comprise entre 1974 et 1976 (2 424 600 dollars pour la Conférence, 3 072 300 dollars pour l'Exposition et 640 300 dollars pour les activités d'information). A sa première session, le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a recommandé que les dépenses de base de la Conférence-Exposition soient imputées sur le budget ordinaire de l'ONU et qu'une partie des coûts, notamment en ce qui concerne l'Exposition et la préparation de celle-ci, soit couverte par le Fonds pour l'environnement /décision 4 B (I)/ 2/. Aux termes du paragraphe 2 du dispositif du

---

\* Programme des Nations Unies pour l'environnement :

- a) Rapport du Conseil d'administration;
- b) Critères régissant le financement multilatéral de l'habitation et des établissements humains : rapport du Secrétaire général.

1/ Texte identique à celui du projet de résolution I présenté par la Deuxième Commission dans le document A/9402.

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 25, annexe I.

projet de résolution (A/C.2/L.1312/Rev.1), dont l'adoption est recommandée par la Deuxième Commission, l'Assemblée générale approuverait ce mode de financement. Au cas où l'Assemblée générale adopterait le projet de résolution, le Secrétaire général estime donc qu'il faudrait ouvrir les crédits supplémentaires ci-après au chapitre 16 (Programme des Nations Unies pour l'environnement) des budgets-programmes pour les périodes biennales 1974-1975 et 1976-1977 :

	<u>1974-1975</u>	<u>1976</u>	<u>Total</u>
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Dépenses de base de la Conférence .....	1 599 600	825 000	2 424 600
Coût des activités d'information .....	<u>417 200</u>	<u>223 100</u>	<u>640 300</u>
Total .....	<u>2 016 800</u>	<u>1 048 100</u>	<u>3 064 900</u>

3. Le Comité consultatif note que le gouvernement du pays qui accueillera la Conférence, à savoir le Gouvernement canadien, outre qu'il assumerait les responsabilités normales découlant de l'adoption de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1969 3/ s'est offert à coopérer pour toutes autres activités qui seraient de nature à faire de la Conférence-Exposition une rencontre intéressant des secteurs aussi divers et nombreux que possible (A/9238, par. 13).

4. En examinant l'état des incidences financières de la Conférence-Exposition présenté par le Secrétaire général, le Comité consultatif a tenu compte du paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution dont l'adoption est recommandée par la Deuxième Commission, dans lequel l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général d'établir immédiatement un secrétariat de conférence réduit, en faisant appel aux ressources du système des Nations Unies, et de nommer, le plus tôt possible, un secrétaire général pour la Conférence-Exposition (A/C.2/L.1312/Rev.1). Le Comité consultatif constate avec inquiétude que le Secrétaire général n'a jusqu'ici donné aucune indication quant au personnel qui sera fourni par les services existants de l'Organisation et qu'il semble partir du principe que tous les besoins en personnel de la Conférence-Exposition devront être couverts à l'aide de personnel temporaire au coût de 1 525 700 dollars (1 026 900 dollars en 1974-1975 et 498 820 dollars en 1976) en ce qui concerne le personnel des services organiques 4/ et de

---

3/ Tout organe de l'ONU peut tenir sa session hors de son siège dans le cas où un gouvernement, en l'invitant à se réunir sur son territoire, a accepté "de prendre à sa charge, après consultation avec le Secrétaire général quant à leur nature et à leur montant probable, les dépenses supplémentaires effectives qui en résulteront directement ou indirectement".

4/ Ces besoins sont actuellement estimés comme suit : 1974-1975 : 16 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, 27 et 29 agents des services généraux; 1976 : 16 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, 26 agents des services généraux.

307 700 dollars (197 500 dollars en 1974-1975 et 110 200 dollars en 1976) en ce qui concerne le personnel chargé des activités d'information 5/.

5. Le Comité consultatif relève que dans sa note relative à la Conférence-Exposition, le Secrétaire général exprime l'avis qu'il sera peut-être possible de "réduire les chiffres relatifs aux dépenses de base ... pour la Conférence grâce aux contributions qui pourront être versées au profit de la Conférence-Exposition par divers services de l'ONU elle-même" (A/9238, par. 47) et que, pendant qu'il examine dans quelle mesure des contributions de ce genre pourraient être versées, "il serait souhaitable, semble-t-il, que la décision définitive à cet égard soit prise avec la participation du secrétaire général de la Conférence-Exposition, qui n'est pas encore désigné, et après que le Comité préparatoire aura eu l'occasion, à sa première réunion, de préciser et de définir plus exactement les objectifs de la Conférence-Exposition". Dans ces conditions, le Comité consultatif ne doute pas que le Secrétaire général continuera de s'inspirer des vues ainsi exprimées et qu'il sera procédé à un nouvel examen après que le secrétaire général de la Conférence aura été désigné, l'accent étant placé particulièrement sur la nécessité de réduire les besoins en personnel temporaire grâce à une meilleure utilisation des ressources des services existants de l'Organisation.

6. Outre ses réserves concernant la dotation en personnel de la Conférence, le Comité consultatif n'est pas convaincu que le montant estimatif indiqué dans la note du Secrétaire général en ce qui concerne les consultants (A/9238, par. 20) ait été calculé sur la base de besoins précis. Dans la mesure où le Comité préparatoire ne s'est pas encore réuni pour "préciser et définir plus exactement les objectifs de la Conférence-Exposition" (A/9238, par. 47), il semblerait que les chiffres relatifs au nombre de mois de travail de consultants de haut niveau ont dû être calculés de façon relativement arbitraire. Le Comité consultatif espère que les besoins en services de consultants seront examinés à nouveau après que le secrétaire général de la Conférence aura été nommé et que le Comité préparatoire aura tenu ses premières réunions, et il compte que la définition plus précise des objectifs et des besoins permettra de disposer d'une base plus réaliste pour évaluer les besoins en services de consultants.

7. Le Comité consultatif éprouve également des doutes en ce qui concerne les dépenses envisagées au titre des activités d'information, dont le coût est actuellement estimé à 417 200 dollars pour 1974-1975 et 223 100 dollars pour 1976. Le Comité consultatif est d'avis que l'on pourrait réaliser des économies importantes dans ce domaine en étudiant de manière approfondie et en mettant à profit les possibilités concernant l'assistance que pourraient fournir le Service de l'information et d'autres services compétents de l'Organisation et en coordonnant ces

---

5/ Ces besoins sont actuellement estimés comme suit : administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur - 3 en 1974, 4 en 1975 et 4 en 1976; agents des services généraux - 5 en 1974, 6 en 1975 et 6 en 1976.

activités avec les activités d'information qui seront certainement entreprises par le gouvernement du pays hôte. En outre, le Comité consultatif ne pense pas qu'il soit justifié d'imputer toutes les dépenses relatives aux activités d'information sur le budget ordinaire de l'ONU, car il semble qu'une partie importante de ces activités concerneront l'Exposition proprement dite.

8. Dans ces conditions, le Comité consultatif estime qu'en réexaminant et en définissant de manière plus précise les objectifs et les besoins de la Conférence-Exposition, il sera possible de réduire sensiblement les dépenses, notamment en ce qui concerne le personnel temporaire, les services de consultants et les activités d'information. Compte tenu des économies qu'il sera possible de réaliser à ce titre, le Comité consultatif recommande d'appliquer une réduction globale de 450 000 dollars au crédit demandé pour la Conférence-Exposition, dont 300 000 dollars pour la période biennale 1974-1975.

9. Compte tenu de ce qui précède, la Cinquième Commission souhaitera peut-être informer l'Assemblée générale qu'au cas où celle-ci adopterait le projet de résolution dont l'adoption est recommandée par la Deuxième Commission (A/C.2/L.1312/Rev.1), il serait nécessaire d'ouvrir un crédit supplémentaire de 1 716 800 dollars au chapitre 16 du budget pour la période biennale 1974-1975, ainsi qu'un crédit supplémentaire de 172 000 dollars au chapitre 34 (Contributions du personnel), ce dernier étant compensé par une augmentation du même montant des recettes inscrites au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

DOCUMENT A/9008/Add.24

Vingt-cinquième rapport

Politiques et activités de l'Organisation des Nations Unies dans  
le domaine de l'information

/Original : anglais/

/10 décembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les politiques et activités de l'ONU dans le domaine de l'information (A/C.5/1547).

2. Le rapport rend compte de l'évolution récente des travaux et de l'organisation du Service de l'information, en particulier dans le domaine du développement économique et social et en ce qui concerne les progrès accomplis et escomptés dans le cadre du programme quinquennal d'acquisition et de remplacement de matériel et d'installations de radiodiffusion, télévision, cinématographie et photographie lance en vertu de la résolution 2897 (XXVI) de l'Assemblée générale.

3. En ce qui concerne les activités d'information dans le domaine économique et social, le Secrétaire général demande 10 nouveaux postes (5 postes d'administrateur et 5 postes d'agent des Services généraux) pour lesquels il faudrait ouvrir un crédit de 431 000 dollars au chapitre 27 du budget-programme pour 1974-1975 1/. L'exécution du programme d'acquisition et de remplacement du matériel n'entraînera pas de dépenses dépassant les crédits qui ont été prévus par le Secrétaire général dans son projet de budget-programme pour la période 1974-1975, à savoir 612 000 dollars 2/.

---

1/ Le Secrétaire général indique qu'il faudrait en outre prévoir à cet égard un crédit de 88 000 dollars au titre des contributions du personnel au chapitre 34, lequel serait compensé par des prévisions du même montant au chapitre premier des recettes intitulé "Recettes provenant des contributions du personnel".

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 6 et rectificatif, par. 27.19; et A/C.5/1547, par. 19.

4. A l'appui de sa demande de postes supplémentaires dans le domaine de l'information économique et sociale, le Secrétaire général a indiqué au Comité consultatif que la nécessité d'une approche efficace et systématique à la diffusion d'information sur les problèmes de développement avait été soulignée dans plusieurs résolutions, y compris la résolution 1357 (XLV) du Conseil économique et social, en date du 2 août 1968, les résolutions 2567 (XXIV), en date du 13 décembre 1969, 2626 (XXV), en date du 24 octobre 1970 et 2897 (XXVI), en date du 22 décembre 1971, de l'Assemblée générale, ainsi que la résolution 43 (III) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, du 17 mai 1972 et, plus récemment, la résolution 1806 (LV) du Conseil économique et social, en date du 8 août 1973. C'est en grande partie pour répondre à ces préoccupations que le Centre de l'information économique et sociale a été créé en 1968.

5. Dans son rapport relatif au fonctionnement du Centre 3/, le Secrétaire général a indiqué que, depuis sa création, le Centre dépendait dans une très grande mesure de contributions volontaires, versées en particulier par le Gouvernement des Pays-Bas ainsi que ceux du Canada, du Danemark, de la Norvège et de la Suède. Les ressources extra-budgétaires de cet ordre sont en baisse depuis ces dernières années. Comme il ressort du tableau 27-1 du projet de budget-programme 4/, elles sont passées de 1 042 000 dollars en 1972 à 851 000 dollars en 1973 et le Secrétaire général estime qu'en 1974 elles diminueront encore pour ne plus atteindre que 693 000 dollars. Le Comité vient d'apprendre par ses représentants que le chiffre de 653 700 dollars serait plus proche de la réalité (bien qu'ils aient également mentionné la possibilité d'une contribution supplémentaire de 200 000 dollars de la République fédérale d'Allemagne qui serait réservée expressément à la publication en allemande de "Forum du développement".

6. Dans le rapport à l'étude (A/C.5/1547), le Secrétaire général appelle l'attention sur la proportion dans laquelle des ressources extra-budgétaires ont été utilisées pour couvrir les dépenses de personnel du Centre de l'information économique et sociale. Sur les 27 postes (13 postes d'administrateur et 14 postes d'agent des services généraux) prévus à l'actuel tableau d'effectifs, 8 postes seulement (4 postes d'administrateur et 4 postes d'agent des services généraux) sont financés à l'aide de crédits ouverts au budget ordinaire. Les autres, à savoir 15 postes (7 postes d'administrateur et 8 postes d'agent des services généraux) sont imputés sur le Fonds d'affectation spéciale pour l'information économique et sociale tandis que le reste des postes se rapporte à des projets spéciaux.

7. C'est dans ce contexte que le Secrétaire général a demandé que 10 postes au total 5/, jusque-là financés grâce à des ressources extra-budgétaires soient imputés sur le budget ordinaire, étant donné que les fonctions qui s'attachent à ces postes revêtent un caractère "permanent".

---

3/ Document E/5358 et Corr.1 et Add.1, des 21 mai et 6 juin 1973.

4/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 6 et rectificatif, p. 333.

5/ Cinq postes d'administrateur (1 D-1 au Siège, 1 D-1 à Genève, 1 P-4 et 2 P-3 au Siège), cinq postes d'agent des services généraux (1 G-5 à Genève et 1 G-5 et 3 agents d'autres niveaux au Siège).



8. Le Secrétaire général a initialement présenté ses demandes dans un rapport sur la diffusion d'informations et la mobilisation de l'opinion publique sur les problèmes du développement, soumis au Conseil économique et social à sa cinquante-cinquième session 3/. Dans sa résolution 1806 (LV), le Conseil a noté "avec intérêt" les idées esquissées dans ce rapport et appelé l'attention de l'Assemblée générale sur les propositions qui y étaient formulées. Le Conseil s'est toutefois abstenu de se prononcer nettement pour ou contre la demande du Secrétaire général.

9. La demande du Secrétaire général se distingue par le fait que les 10 postes en question ont été financés jusqu'à ce jour grâce à des contributions volontaires. A cet égard, le Comité rappelle le rapport sur les fonds d'affectation des Nations Unies présenté par le Corps commun d'inspection (voir A/8840) en février 1972. Présentant des observations sur ce rapport, le Comité s'est interrogé sur le point de savoir si "les contributions volontaires destinées à des programmes auxquels les donateurs attachent une importance particulière risquent de fausser l'ordre de priorité défini par l'ensemble des Membres de l'Organisation (A/8840/Add.2, par. 4). Le Comité consultatif a fait sienne la recommandation de l'inspecteur - que le Secrétaire général a approuvée également - visant à assurer que les décisions entraînant des modifications des effectifs permanents tiennent compte de l'ensemble des ressources en personnel, aussi bien des postes inscrits au budget ordinaire que des postes financés au titre de fonds extra-budgétaires (A/8840/Add.2, par. 13).

10. Le Comité consultatif est d'avis qu'une diminution des contributions volontaires disponibles ne constitue pas en soi un motif impérieux pour opérer un transfert d'activités et de postes au budget ordinaire. Chaque cas doit être jugé d'après ses propres mérites.

11. Compte tenu des considérations ci-dessus et de l'attitude du Conseil économique et social en la matière, le Comité consultatif préconise une plus grande prudence en ce qui concerne la transformation en postes permanents de postes du Centre de l'information économique et sociale qui étaient jusqu'alors financés grâce à des ressources extra-budgétaires. Il recommande donc que sur les postes demandés au paragraphe 13 du rapport du Secrétaire général (A/C.5/1547), 3 postes d'administrateur (1 D-1 à Genève et 1 P-4 et 1 P-3 au Siège) et 2 postes d'agent des services généraux (y compris 1 G-5) soient transférés au tableau d'effectifs du budget ordinaire pour 1974-1975.

12. Si l'Assemblée générale juge cette recommandation acceptable, il faudra prévoir des ressources supplémentaires de 221 000 dollars au chapitre 27 et, par conséquent, un montant de 67 000 dollars au chapitre 34 (lequel serait composé par un accroissement du même montant au titre du chapitre premier des recettes, à savoir les recettes provenant des contributions du personnel).

13. Etant donné la diminution des ressources extra-budgétaires dont dispose le Centre, le Comité consultatif recommande également que le Service de l'information examine de près les projets du Centre en vue d'éliminer ceux dont l'utilité est marginale. Il conviendrait également d'étudier la possibilité de renforcer les effectifs du Centre imputés sur le budget ordinaire en redéployant le personnel dont le Service de l'information dispose.



Vingt-sixième rapport

Etude du Service de gestion administrative concernant les besoins en personnel du Département des affaires économiques et sociales

/Original : anglais/

/10 décembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les recommandations du Service de gestion administrative sur les besoins en personnel du Département des affaires économiques et sociales (A/C.5/1543 et Corr.2), qui lui avaient été transmises par le Secrétaire général à la demande de la Cinquième Commission (A/C.5/L.1118).
2. Deux études consacrées au Département des affaires économiques et sociales, qui portaient sur son organisation et sa gestion, ont précédé l'étude du Service de gestion administrative concernant les besoins en personnel du Département. Cette dernière étude analyse le volume de travail prévu pour le Département en 1974-1975.
3. Le Comité consultatif constate que l'étude du Service de gestion administrative a porté, non seulement sur le chapitre 7 du budget ordinaire, mais également sur les ressources extra-budgétaires dont dispose le Département.
4. Les conclusions du Service sur les besoins en personnel du Département, résumées au tableau 2 de son rapport (A/C.5/1543 et Corr.2) **montrent que le** nombre de postes qu'il recommande d'imputer sur le budget ordinaire pour 1974 (à savoir 702, dont 378 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 324 postes d'agent des services généraux) et pour 1975 (717, dont 389 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 328 postes d'agent des services généraux) est très proche de celui qu'avait recommandé le Comité dans son premier rapport **1/ sur le projet de budget-programme**

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 8 et rectificatif, p. 23 et 24, tableau 2.

pour la période biennale 1974-1975, à **savoir 724 postes, dont 384 postes** d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 340 postes d'agent des services généraux.

5. Le Comité a été informé que le Secrétaire général n'avait pas encore soumis l'étude des besoins en personnel du Département des affaires économiques et sociales à un examen détaillé et qu'il avait l'intention de désigner des groupes de travail à cet effet en 1974.

6. Le Comité constate que le nombre des postes d'administrateur et d'agent des services généraux qu'il avait initialement recommandés est supérieur à celui prévu par le Service de gestion administrative pour 1974, année où le Secrétaire général fera exécuter les études détaillées mentionnées dans le paragraphe précédent. Pour 1975, le Service recommande cinq postes d'administrateur de plus et 12 postes d'agent des services généraux de moins que ne l'a fait le Comité consultatif pour la période biennale, mais ces différences n'ont pas d'effets monétaires appréciables sur les crédits à ouvrir au chapitre 7 du budget pour 1974-1975.

7. Dans ces conditions, le Comité a conclu qu'il n'y avait pas lieu de modifier ses recommandations initiales sur le nombre total des postes et des ressources relevant du budget ordinaire au chapitre 7 du projet de budget-programme pour 1974-1975, que la Cinquième Commission a approuvé en première lecture.

8. Si le Secrétaire général, après avoir effectué les études détaillées mentionnées au paragraphe 5, estime devoir procéder à des transferts de postes entre les services, ou à l'intérieur des services, qui font l'objet du chapitre 7 du budget, il est habilité à le faire, aux termes du règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU. S'il lui faut en outre, pour mieux se conformer aux recommandations du Service, remanier le tableau d'effectifs dans son ensemble, il présentera vraisemblablement un rapport en ce sens à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session. Cependant, cela ne nécessitera pas l'ouverture de crédits supplémentaires.

Vingt-septième rapport

Incidences administratives et financières du projet de résolution P  
présenté par la Première Commission dans le document A/9361

(Point 33 de l'ordre du jour<sup>x</sup>)

/Original : anglais/

/11 décembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné la note du Secrétaire général (A/C.5/1562 et Corr.1 et Add.1) relative aux incidences administratives et financières du projet de résolution qu'à sa 1969ème séance, le 23 novembre 1973, la Première Commission a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter (A/9361, par. 15, projet de résolution B). Aux termes du projet de résolution, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général de fournir l'assistance nécessaire et d'assurer les services, y compris l'établissement de comptes rendus analytiques, qui seraient requis à l'occasion de la Conférence d'examen relative au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

2. Le Comité consultatif a été informé que la Conférence sera ouverte aux Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, dont 74 sont Membres de l'Organisation des Nations Unies. Etant donné qu'à l'heure actuelle 61 Etats Membres de l'ONU ne sont pas Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, il ne va pas de soi que les dépenses qui seraient engagées par le Secrétaire général pour assurer les services visés au paragraphe 2 du projet de résolution devraient être imputées sur le budget ordinaire de l'Organisation. Les dépenses engagées par le Secrétaire général devraient plutôt être remboursées à l'Organisation en vertu d'arrangements spéciaux.

---

<sup>x</sup> Désarmement général et complet : rapport de la Conférence du Comité du désarmement.

3. Par ailleurs, comme il est indiqué au premier alinéa du préambule du projet de résolution 1/, l'Organisation des Nations Unies a donné sa caution au Traité après qu'il eut été conclu, en 1968. En outre, le Comité consultatif a été informé que la Première Commission avait adopté le projet de résolution (A/9361, par. 15, projet de résolution B) après avoir pris connaissance des incidences financières de la proposition tendant à ce que le Secrétaire général fournisse l'assistance nécessaire en vue de la conférence. Force est donc de présumer que la Première Commission entend que les dépenses que le Secrétaire général engagerait en application des dispositions du projet de résolution soient imputées sur le budget ordinaire de l'ONU.

4. Le Secrétaire général estime que l'adoption du projet de résolution par l'Assemblée générale entraînerait une dépense supplémentaire de 336 000 dollars, dont 123 000 dollars pour les sessions du comité préparatoire (deux sessions pour lesquelles il ne serait pas établi de comptes rendus analytiques, nécessitant chacune une dépense de 26 000 dollars, et une session pour laquelle il serait établi des comptes rendus analytiques, qui entraînerait une dépense de 71 000 dollars). Le solde permettrait de couvrir les frais entraînés par la conférence (205 000 dollars) et les frais de voyage des fonctionnaires des services organiques (8 000 dollars). Ces dépenses ont été calculées sur la base d'un taux de change de 2,09 francs suisses pour 1 dollar des Etats-Unis.

5. Les prévisions ont été établies en se fondant sur l'hypothèse que durant les sessions du comité préparatoire et pendant la conférence 2/, le personnel permanent de l'Office des Nations Unies à Genève devrait se consacrer entièrement à assurer le service d'autres réunions. Il faudrait donc recruter, à titre temporaire, le personnel linguistique, de conférence et d'appui nécessaire. Ayant été informé du calendrier des conférences prévues à Genève durant les périodes en question, le Comité consultatif accepte les estimations fournies par le Secrétaire général en ce qui concerne les dépenses à prévoir au cas où la conférence et toutes les réunions préparatoires se tiendraient à Genève.

6. Dans un additif à sa note (A/C.5/1562/Add.1), le Secrétaire général a fait savoir que le Directeur général de l'Agence de l'énergie atomique avait proposé de fournir les installations et les services nécessaires à l'organisation des trois sessions du comité préparatoire. Cette proposition a été reçue après que la Première Commission eut adopté le projet de résolution (A/9361, par. 15, projet de résolution B). Au cas où elle serait acceptée par l'Assemblée générale, le

---

1/ "Rappelant sa résolution 2373 (XXII) du 12 juin 1968, dans laquelle elle s'est félicitée du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et a exprimé l'espoir que les adhésions au Traité seraient aussi nombreuses que possible,".

2/ Les trois sessions du comité préparatoire se tiendraient respectivement du 4 au 15 février, du 8 au 19 juillet et du 2 au 13 septembre 1974; la conférence aurait lieu du 5 au 30 mai 1975.

Secrétaire général estime que les dépenses qu'il a prévues au paragraphe 6 de sa note (A/C.5/1562 et Corr.1) pourraient être réduites de 78 000 dollars. Le Secrétaire général indique également qu'une réduction supplémentaire de 45 000 dollars serait possible si l'AIEA pouvait se charger de l'établissement des comptes rendus analytiques. Le Comité consultatif n'a pas eu le temps de s'assurer que des économies de l'ordre de celles indiquées ci-dessus pourraient effectivement être réalisées grâce aux dispositions prises conjointement par l'AIEA et l'ONUDI pour fournir le personnel de conférence nécessaire.

7. En conséquence, au cas où la Cinquième Commission admettrait que les dépenses à engager pour donner suite au projet de résolution recommandé par la Première Commission (A/9361, par. 15, projet de résolution B) devraient être prises en charge par l'Organisation et imputées sur son budget ordinaire, elle pourrait informer l'Assemblée générale que l'adoption du projet de résolution nécessiterait l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 336 000 dollars au chapitre 3 du budget pour la période biennale 1974-1975. Il faudrait également inscrire un montant supplémentaire de 81 000 dollars au chapitre 34 (Contributions du personnel), opération qui serait compensée par l'inscription d'un montant égal au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

8. La Cinquième Commission voudra peut-être également informer l'Assemblée générale qu'au cas où elle accepterait la proposition de l'AIEA mentionnée ci-dessus au paragraphe 6, le montant du crédit supplémentaire à ouvrir au chapitre 3 serait réduit de 26 000 dollars pour chacune des sessions tenues à Vienne et serait réduit d'un montant supplémentaire de 45 000 dollars, si l'AIEA se chargeait de l'établissement de comptes rendus analytiques pour la troisième session. Il faudrait ajuster en conséquence les montants prévus en ce qui concerne les contributions du personnel et les recettes provenant des contributions du personnel. Cependant, il n'est pas certain que les économies réalisées seraient effectivement de l'ordre indiqué.

Vingt-huitième rapport

Incidences administratives et financières des projets de résolution B, C ,  
et D présentés par la Commission politique spéciale dans le document  
A/9232/Add.1

(Point 42 de l'ordre du jour<sup>x</sup>)

/Original : anglais/  
/12 décembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné la note du Secrétaire général (A/C.5/1577) relative aux incidences administratives et financières des projets de résolution B, C et D recommandés par la Commission politique spéciale (A/9232/Add.1, par. 28). Cette note comprend trois parties :

I. Programme de travail du Comité spécial de l'apartheid  
(projet de résolution B)

2. Aux termes du projet de résolution B (A/9232/Add.1, par. 28), que la Commission politique spéciale a recommandé à sa 875ème séance, le 31 octobre 1973, l'Assemblée générale autoriserait le Comité spécial de l'apartheid à exécuter en 1974 un programme de conférences et de missions dont le coût, selon les estimations fournies, s'établirait comme suit :

---

x Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain :

- a) Rapports du Comité spécial de l'apartheid;
- b) Rapports du Secrétaire général.

- |    |   |        |
|----|---|--------|
| a) | Organisation en Europe d'une session spéciale du Comité spécial de l' <u>apartheid</u> (A/9232/Add.1, par. 28, projet de résolution B), par. 3 .....  | 47 000 |
| b) | Envoi de missions auprès des gouvernements d'Etats Membres aux fins de consultations sur l'action contre l' <u>apartheid</u> /A/9232/Add.1, par. 28, projet de résolution B, par. 4 a)/.....  | 10 000 |
| c) | Envoi de représentants du Comité spécial à l'Assemblée des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays de l'OUA, qui doit avoir lieu à Mogadiscio (Somalie) /A/9232/Add.1, par. 28, projet de résolution B, par. 4 b)/ .....   | 9 000  |
| d) | Participation du Comité spécial à quatre conférences sur l' <u>apartheid</u> /A/9232/Add.1, par. 28, projet de résolution B, par. 4 c)/.....  | 9 000  |
| e) | Tenue de réunions au Siège, aux fins de consultations avec des représentants des mouvements anti- <u>apartheid</u> et autres mouvements de libération africains, qui viendraient spécialement d'Afrique et d'Europe /A/9232/Add.1, par. 28, projet de résolution B, par. 4 d)/..... | 5 000  |

3. Le coût estimatif total de ce programme d'activités est de 80 000 dollars, et un crédit de 23 000 dollars a été prévu à ce titre pour 1974 au chapitre 3 du projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 1/. Le Secrétaire général indique donc que si le programme de travail du Comité spécial était approuvé par l'Assemblée générale, il faudrait ouvrir un crédit supplémentaire de 52 000 dollars.

4. Compte tenu du fait que la Cinquième Commission a déjà approuvé en première lecture l'ouverture au chapitre 3 d'un crédit de 56 000 dollars au titre du programme de travail du Comité spécial pour 1974-1975, l'approbation du crédit supplémentaire demandé porterait à 108 000 dollars le total des crédits ouverts pour la période biennale en vue des activités du Comité spécial. Un pareil montant serait beaucoup plus élevé que les crédits prévus ces dernières années au même poste. En effet, pour l'exercice 1970, le total des crédits ouverts pour le Comité spécial s'est établi à 2 500 dollars des Etats-Unis, et les dépenses et engagements se sont élevés à 2 481 dollars (A/8322 2/, chap. 17, p. 40). Pour l'exercice 1971, les montants correspondants se sont établis respectivement à 13 400 et 12 468 dollars (A/8748 3/, chap. 17, p. 40). Pour 1972, le montant total des crédits ouverts a été

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 6 et rectificatif, p. 18, tableau 3-2.

2/ Document de la vingt-sixième session.

3/ Document de la vingt-septième session.

de 15 000 dollars (A/8834 3/, annexe II, p. 37). Selon les renseignements fournis par les représentants du Secrétaire général, les dépenses et les engagements pour cet exercice ont été inférieurs au montant du crédit ouvert, s'établissant à 13 768 dollars. Pour l'exercice 1973, le montant des crédits ouverts est passé à 28 000 dollars; dans le budget additionnel de cet exercice, le Secrétaire général n'indique pas que les dépenses risquent d'excéder ce montant. 4/ (A/9206, annexe II, p. 40).

5. Comme il est indiqué ci-dessus au paragraphe 2, la principale activité à laquelle seraient consacrés les fonds demandés serait la tenue en Europe d'une session du Comité spécial. Les dépenses à prévoir à l'occasion de cette session ont été calculées en se fondant sur l'hypothèse que les 16 membres du Comité spécial seraient accompagnés de 18 fonctionnaires, dont six fonctionnaires des services organiques et deux fonctionnaires d'administration. Le Comité consultatif estime que ces effectifs pourraient être réduits sans pour autant compromettre l'utilité de la session envisagée. Il recommande également que l'itinéraire des membres du Comité spécial soit établi dans un souci de stricte économie, et qu'on prenne toutes les dispositions voulues pour "maintenir les dépenses à un minimum, en procédant à l'utilisation optimale des ressources disponibles tant au Siège qu'à Genève", comme le Secrétaire général en a manifesté l'intention (A/C.5/1577, par. 2).

6. Le Comité consultatif est parvenu à la conclusion que le programme de travail du Comité spécial pour 1974, tel qu'il est envisagé, pourra être exécuté plus économiquement que ne le prévoit le Secrétaire général. Néanmoins, le Comité consultatif ne recommande aucune réduction du montant demandé par le Secrétaire général, puisque dans le cadre du nouveau cycle budgétaire biennal, les montants qui seront sans doute économisés en 1974 serviront au financement des activités du Comité spécial en 1975, année pour laquelle il n'a pas encore été établi de programme de travail détaillé.

## II. Diffusion d'informations relatives à l'apartheid (A/9232/Add.1, par. 28, projet de résolution C)

7. Aux termes du projet de résolution C (A/9232/Add.1, projet de résolution C), que la Commission politique spéciale a recommandé à sa 888ème séance, le 15 novembre 1973, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général, le Service de l'information et le Groupe de l'apartheid de poursuivre et d'intensifier leurs activités ayant trait à la diffusion d'informations sur l'apartheid. Le Secrétaire général estime que l'adoption de ce projet de résolution nécessiterait l'ouverture au chapitre 27 d'un crédit supplémentaire de 102 000 dollars pour la période biennale, ainsi que l'inscription au chapitre 34 d'un montant de 10 000 dollars (cette dernière opération étant compensée par l'inscription d'une somme de 10 000 dollars également au chapitre premier des recettes).

---

4/ Selon les renseignements fournis par les représentants du Secrétaire général, les dépenses et engagements comptabilisés jusqu'à la fin octobre s'élevaient à 23 642 dollars.



8. Le Secrétaire général indique que la plupart des activités qu'il serait demandé d'entreprendre aux termes des paragraphes 1 et 4 du projet de résolution (A/9232/Add.1, par. 28, projet de résolution C) ne nécessiteraient pas l'ouverture de crédits supplémentaires. En revanche, la production de versions supplémentaires, en diverses langues, de films et de documentation audio-visuelle sur l'apartheid, demandée au paragraphe 2 du projet de résolution, entraînerait, selon le Secrétaire général, une dépense supplémentaire de 9 000 dollars à imputer sur le chapitre 27 du budget-programme pour la période biennale 1974-1975. Le Comité consultatif ne fait pas d'objection à la demande de crédit correspondant.

9. Par ailleurs, le Comité consultatif note, qu'aux termes du paragraphe 6 b) du projet de résolution, des contributions volontaires pourraient être versées pour financer la production de documentation audio-visuelle. A cet égard, le Comité consultatif présume, comme le Secrétaire général, que les contributions volontaires mentionnées au paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution "relèveraient de l'application des dispositions des articles 7.2 et 7.3 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et que, par conséquent, l'acceptation de ces contributions n'entraînerait pas, que ce soit directement ou indirectement, d'obligations financières supplémentaires pour l'Organisation" (A/C.5/1577, par. 13).

10. Le gros des dépenses qu'entraînerait l'adoption du projet de résolution (A/9232/Add.1, par. 28, projet de résolution C) résulteraient de l'application des dispositions du paragraphe 5, aux termes duquel l'Assemblée générale prierait "le Secrétaire général d'établir aussitôt que possible un centre d'information dans un Etat africain indépendant voisin de l'Afrique du Sud, sur sa demande, en prenant en considération les difficultés financières du pays hôte".

11. Selon le Secrétaire général, la création du centre, qui comprendrait un poste d'administrateur et quatre postes d'agents locaux, entraînerait pour la période biennale 1974-1975 les dépenses supplémentaires ci-après :

Dollars

a) Dépenses renouvelables

i)	Traitements et dépenses communes de personnel (chap. 27 B du budget-programme) .....	56 000
ii)	Location et entretien des locaux, frais de voyage sur le plan local, frais divers (chap. 27 B du budget-programme) .....	22 000
iii)	Contributions du personnel (chap. 34) .....	10 000
iv)	Recettes provenant des contributions du personnel (chapitre premier des recettes) .....	<u>(10 000)</u>
	Total net .....	78 000

b) Dépenses non renouvelables

Achat et transport de mobilier et de matériel de bureau	15 000
Total .....	93 000

12. Aux fins du calcul du montant estimatif des dépenses renouvelables, le Secrétaire général a opéré sur le coût du poste d'administrateur un abattement de 40 p. 100 au titre des délais de recrutement (A/C.5/1577, par. 12).

13. Le Comité consultatif a été informé qu'au moins un gouvernement avait manifesté le désir d'accueillir un centre d'information des Nations Unies. Cependant, il faudra sans doute un certain temps pour conclure les accords nécessaires, trouver des locaux qui conviennent, recruter le personnel et régler diverses questions de détail touchant l'ouverture du centre d'information. Dans ces conditions, le Comité estime que le taux de l'abattement au titre des délais de recrutement à opérer sur le coût des postes qu'il est proposé de créer devrait être celui qu'il a recommandé d'appliquer pour tous les postes nouveaux prévus dans le budget-programme pour 1974-1975 5/. Sur une telle base, les crédits à ouvrir pour la période biennale au titre des traitements et des dépenses communes de personnel s'élèveraient à 35 000 dollars, soit 21 000 dollars de moins que le montant demandé par le Secrétaire général et les crédits à prévoir au titre des loyers et autres frais généraux s'élèveraient à 14 000 dollars au lieu de 22 000 dollars. Ainsi, le total des crédits supplémentaires à ouvrir serait réduit de 29 000 dollars. Du fait de l'application d'un taux d'abattement plus élevé au titre des délais de recrutement, le montant à inscrire au chapitre 34 (Contributions du personnel) serait réduit de 4 000 dollars, de même que la somme à inscrire au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

III. Intensification et coordination de l'action de l'Organisation des Nations Unies contre l'apartheid (A/9232/Add.1, par. 28, projet de résolution D)

14. Aux termes du paragraphe 5 du projet de résolution D (A/9232/Add.1, par. 28) que la Commission politique spéciale a recommandé à sa 888ème séance, le 15 novembre 1973, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général de renforcer le Groupe de l'apartheid de la Section des questions africaines du Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité pour qu'il puisse "s'acquitter des tâches énumérées au paragraphe 300 du rapport du Comité spécial de l'apartheid (A/9022), et de lui fournir le personnel et les ressources nécessaires".

---

5/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 8 et rectificatif, par. 42.

15. D'après les renseignements fournis par le Secrétaire général dans sa note (A/C.5/1577, par. 17), et ceux qu'ont donnés ses représentants, il faudrait pour ce faire le personnel supplémentaire suivant :

- a) Un fonctionnaire de la classe P-5, qui serait appelé à diriger les travaux de recherche et à établir les rapports visés au paragraphe 300 du rapport du Comité spécial de l'apartheid (A/9022);
- b) Un fonctionnaire de la classe P-3, qui viendrait renforcer le personnel qui assure le secrétariat du Comité spécial et de ses organes subsidiaires;
- c) Un agent de la classe G-5, qui serait affecté à des travaux de correspondance et de recherche documentaire.

16. D'après les estimations du Secrétaire général, la création des trois postes susmentionnés entraînerait pour la période biennale 1974-1975 les dépenses ci-après :

	<u>Dollars</u>
a) Traitements et dépenses communes de personnel (à imputer sur le chapitre 4 du budget-programme) .....	118 000
b) Location de locaux à usage de bureaux, mobilier et matériel (à imputer sur le chapitre 28 du budget-programme) .....	22 000
c) Contributions du personnel (à inscrire au chapitre 34 du budget-programme.) .....	24 000
d) <b>Recettes provenant des contributions du personnel</b> <b>(à insérer au chapitre premier des recettes) .....</b>	<b>(24 000)</b>
<b>Total net .....</b>	<b><u>140 000</u></b>

17. Dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975, le Comité consultatif a recommandé d'appliquer au titre des délais de recrutement des abattements de 50 p. 100 et de 35 p. 100 au coût des nouveaux postes d'administrateur et d'agent des services généraux demandés par le Secrétaire général pour la période biennale 1974-1975 5/. En appliquant ces taux, les montants supplémentaires à inscrire au chapitre 4 pourraient être ramenés à 78 000 dollars, soit une réduction de 40 000 dollars. Les crédits à prévoir au titre des loyers et autres frais généraux seraient à leur tour ramenés à 6 000 dollars, soit une réduction de 16 000 dollars. Quant au montant à inscrire au chapitre 34 (Contributions du personnel), il serait ramené à 15 000 dollars, soit une réduction de 9 000 dollars, de même que le montant à inscrire au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

### Récapitulation

18. Compte tenu des recommandations formulées par le Comité consultatif aux paragraphes 6, 8, 13 et 17 ci-dessus, l'adoption par l'Assemblée générale des projets de résolution B, C et D (A/9232/Add.1, par. 28) nécessiterait l'ouverture de crédits supplémentaires qui se répartiraient comme suit :

	Projet de résolution B	Projet de résolution C	Projet de résolution D	<u>Total</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Chapitre 3	52 000	-	-	52 000
Chapitre 4	-	-	78 000	78 000
Chapitre 27-A	-	9 000	-	9 000
Chapitre 27-B	-	64 000	-	64 000
Chapitre 28	-	-	6 000	6 000
Chapitre 34	-	6 000	15 000	21 000
Chapitre premier des recettes	-	(6 000)	(15 000)	(21 000)
Total	<u>52 000</u>	<u>73 000</u>	<u>84 000</u>	<u>209 000</u>

Vingt-neuvième rapport

Révision du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies

/Original: anglais/

/13 décembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur la révision du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies (A/C.5/1539).
2. Le Comité note que les changements proposés "se limitent à ceux qui sont rendus nécessaires du fait de l'adoption d'un budget-programme biennal ou qui en découlent" (A/C.5/1539, par. 5) et qu'ils ont dans l'ensemble un caractère technique et juridique et ne touchent pas au fond. Le Comité compte que dans les domaines où il demeure nécessaire d'apporter des changements de fond (par exemple les dispositions relatives à la comptabilité et à la vérification des comptes), des mesures effectives seront prises bientôt de façon à assurer l'économie et l'efficacité qui doivent normalement découler de l'adoption d'un budget-programme biennal.
3. D'une façon générale, le Comité consultatif est d'accord avec la plupart des révisions proposées par le Secrétaire général, sous réserve des observations ci-après :

Article 2.1

Dans un souci de clarté, il conviendrait d'ajouter à la fin de la formule proposée par le Secrétaire général les mots "la première étant une année paire".

### Article 3.1

Il conviendrait de supprimer de la formule proposée par le Secrétaire général le membre de phrase entre parenthèses "ci-après dénommé le 'projet de budget-programme' ou le 'projet de budget'". Dans un souci de clarté et d'uniformité, le terme "projet de budget-programme" devrait être utilisé dans l'ensemble du texte et il faudrait apporter les modifications de rédaction nécessaires aux articles actuellement en vigueur qui n'appellent pas autrement de modifications ainsi que dans le texte révisé proposé par le Secrétaire général.

### Article 3.4

La formule proposée par le Secrétaire général devrait être remaniée comme suit :

"Le Secrétaire général présente son projet de budget-programme relatif à l'exercice à venir à l'Assemblée générale, lors de sa session ordinaire de la deuxième année de chaque exercice. Le projet de budget-programme est communiqué à tous les Etats Membres cinq semaines au moins avant l'ouverture de ladite session."

### Article 3.5

Dans un souci d'uniformité, il conviendrait, dans la formule proposée par le Secrétaire général, de remplacer les mots "le projet de budget" par les mots "son projet de budget-programme relatif à l'exercice à venir", et les mots "l'année qui précède chaque exercice" par les mots "la deuxième année de chaque exercice".

### Article 3.7

Dans un souci d'uniformité et de clarté, la formule proposée par le Secrétaire général devrait être remaniée comme suit :

"La deuxième année de chaque exercice, l'Assemblée générale adopte le budget-programme de l'exercice à venir après que sa Commission des questions administratives ou budgétaires a examiné le projet de budget-programme et lui a présenté un rapport à son sujet."

L'expression "ci-après dénommé 'le budget'", qui figure entre parenthèses, a été omise pour les raisons indiquées à propos de l'article 3.1. Le terme "budget-programme" devrait être utilisé dans l'ensemble du texte, en apportant les modifications de rédaction nécessaires aux articles actuellement en vigueur qui n'appellent pas autrement de modifications ainsi qu'au texte révisé proposé par le Secrétaire général.

### Article 5.3

La phrase introductive de la formule proposée par le Secrétaire général devrait être remaniée comme suit :

"Lorsque l'Assemblée générale a adopté ou révisé le budget-programme et arrêté le montant du Fonds de roulement, le Secrétaire général : ".

### Article 5.7

Le Secrétaire général n'a pas proposé de modifier cet article. Cependant, si l'on entend que le Secrétaire général présente chaque année un rapport sur le recouvrement des contributions et des avances au Fonds de roulement, il conviendrait de modifier en conséquence cet article et de remplacer les mots "lors de sa session ordinaire", par les mots "lors de chacune de ses sessions ordinaires".

### Article 13.1

Dans un souci de clarté, la formule proposée par le Secrétaire général devrait être remaniée comme suit :

"Aucun conseil, commission ou autre organe compétent ne peut prendre une décision impliquant une modification administrative d'un programme approuvé par l'Assemblée générale ou susceptible d'occasionner des dépenses s'il n'a reçu un rapport du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières de la décision envisagée et n'en a tenu compte."

### Article 14.1

Dans un souci de clarté, la formule proposée par le Secrétaire général devrait être remaniée comme suit :

"Le présent règlement entrera en vigueur à compter du 1er janvier 1974 et s'appliquera à l'exercice 1974-1975 et aux exercices ultérieurs. Il ne pourra être modifié que par l'Assemblée générale."

Trentième rapport

Incidences administratives et financières de l'inclusion  
de l'arabe parmi les langues officielles et les langues de  
travail de l'Assemblée générale et de ses grandes  
commissions

(Point 104 de l'ordre du jour\*)

/Original : anglais/

/13 décembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné la note du Secrétaire général (A/C.5/1564 et Add.1) relative aux incidences administratives et financières de la proposition figurant dans le document A/9193, tendant à l'inclusion de l'arabe parmi les langues officielles et les langues de travail de l'Assemblée générale, de ses commissions et de ses sous-commissions.
2. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général a établi ses prévisions de dépenses en se fondant sur l'hypothèse que l'arabe deviendrait une langue officielle et une langue de travail de l'Assemblée générale et de ses sept grandes commissions (A/C.5/1564, par. 1). Le Comité consultatif croit comprendre que le terme "grandes commissions" désigne les commissions énumérées comme telles à l'article 100 du règlement intérieur de l'Assemblée générale. L'hypothèse du Secrétaire général est d'ailleurs étayée par le libellé de l'unique paragraphe du dispositif du projet de résolution publié sous la cote A/C.5/L.1156, aux termes duquel l'Assemblée déciderait "d'inclure l'arabe parmi les langues officielles et les langues de travail de l'Assemblée générale et de ses grandes commissions...".
3. Si l'arabe était inclus parmi les langues officielles et les langues de travail de l'Assemblée générale et de ses sept grandes commissions, il faudrait développer les services linguistiques de langue arabe qui, à l'heure actuelle, consistent en une

---

\* Inclusion de l'arabe parmi les langues officielles et les langues de travail de l'Assemblée générale, de ses commissions et de ses sous-commissions.



petite section de traduction qui relève du Département des conférences. Compte tenu du volume de travail prévu, qui se répartirait sur toute l'année, le Secrétaire général compte qu'il faudrait créer les postes permanents ci-après :

P-5 .....	2
P-4 .....	11
P-3 .....	25
P-2/1 .....	<u>2</u>
Total, postes d'administrateur	40
G-5 .....	11
Autres classes .....	43
Agents du Service de sécurité .....	<u>3</u>
Total, postes d'agent des services généraux	57

Le Secrétaire général demanderait également que le poste du chef de la Section arabe de traduction soit reclassé de P-5 à D-1. Le coût estimatif de ces postes permanents supplémentaires, net des contributions du personnel, s'établit pour 1974-1975 à 2 703 000 dollars. Ce montant obtenu à partir des estimations figurant dans l'additif à la note du Secrétaire général (A/C.5/1564/Add.1), a été calculé en appliquant au titre des délais de recrutement les taux d'abattement recommandés par le Comité consultatif, à savoir 50 p. 100 sur le coût des postes d'administrateur et 35 p. 100 sur le coût des postes d'agent des services généraux; il a été calculé compte tenu également de la décision prise par la Cinquième Commission à sa 1593ème séance d'incorporer au traitement de base des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur le montant correspondant à cinq classes de l'indemnité de poste.

4. Le Secrétaire général indique qu'il ne suffirait pas de renforcer le personnel permanent, et qu'il faudrait aussi recruter du personnel temporaire pour les sessions de l'Assemblée générale. Les dépenses qui seraient nécessaires à ce titre en 1974-1975 sont estimées par le Secrétaire général à 814 000 dollars (A/C.5/1564/Add.1), dont 372 000 dollars pour l'établissement des comptes rendus in extenso. Le Comité consultatif a été informé que le Secrétaire général avait présumé, pour faire ses calculs, des dépenses que représente l'établissement de ces comptes rendus, que la méthode retenue serait celle employée pour les séances du Conseil de tutelle, qui consiste à publier des comptes rendus provisoires et, le cas échéant, les rectificatifs demandés.

5. Le Comité consultatif a été informé également qu'à la différence des services d'interprétation en anglais, chinois, espagnol, français et russe, qui doivent être assurés tout au long de l'année, les services d'interprétation en langue arabe ne devraient être assurés que pendant les sessions de l'Assemblée générale (encore que l'on ait dit qu'il pourrait s'avérer nécessaire, à terme, de constituer une équipe permanente d'interprètes de langue arabe). L'Organisation devrait donc compter uniquement sur des interprètes recrutés à titre temporaire. Afin de s'assurer les services d'un nombre suffisant d'interprètes qualifiés, l'Organisation pourrait être amenée à procéder au recrutement plusieurs mois avant que l'Assemblée générale ne commence ses travaux, afin de donner aux interprètes la formation requise. Les prévisions de dépenses relatives au service d'interprétation doivent donc être considérées comme provisoires et susceptibles d'être modifiées à la lumière de l'expérience acquise.

6. Le Secrétaire général estime que les dépenses au titre de la location, de l'entretien et de la transformation des locaux, des communications ainsi que de l'achat de mobilier, de fournitures et de matériel s'élèveraient à 773 000 dollars pour la période biennale 1974-1975 (A/C.5/1564/Add.1), dont 404 000 dollars de dépenses non renouvelables (frais de déménagement divers, achat de mobilier et de matériel, transformation des locaux). Cette dernière somme comprendrait un montant de 238 000 dollars qui permettrait de modifier le dispositif central des installations de sonorisation des salles de conférence de manière à substituer au canal d'écoute directe un canal de langue arabe, chacun des six canaux existants et chacune des six positions des sélecteurs étant ainsi consacrés à une langue (30 000 dollars par salle de conférence); le montant en question servirait aussi à installer des cabines d'interprètes supplémentaires (28 000 dollars au total). Si l'on conservait le canal d'écoute directe, les modifications nécessaires pour doter les salles d'un canal de langue arabe et de sélecteurs à sept positions entraîneraient une dépense de 1,2 million de dollars environ. Le Comité consultatif reconnaît que la solution technique sur laquelle le Secrétaire général a tablé pour établir ses prévisions est moins coûteuse que l'autre solution possible. Le Comité se demande cependant si la suppression du canal relié uniquement à la salle, qui priverait les auditeurs de la possibilité d'écouter les orateurs en langue originale, qu'il s'agisse ou non d'une langue officielle, serait généralement acceptée par les Etats Membres. C'est pourquoi le Comité consultatif a tenu compte des coûts qu'entraînerait le maintien du canal d'écoute directe dans les estimations qui figurent au paragraphe 7 ci-dessous.

7. Les prévisions que le Secrétaire général a faites du total des dépenses supplémentaires directes à prévoir pour 1974-1975 au titre des services de conférence au cas où l'arabe serait inclus parmi les langues officielles et les langues de travail, ajustées pour tenir compte du maintien du canal d'écoute directe, représentent environ 5,3 millions de dollars; à ce montant viendrait s'ajouter une somme de 867 000 dollars au titre des contributions du personnel (cet accroissement étant compensé par une augmentation correspondante des recettes provenant des contributions du personnel). Le Comité consultatif a été informé que pour 1976-1977

(période pour laquelle il n'y aurait pas à prévoir de dépenses renouvelables telles que celles comprises dans les estimations pour 1974-1975), le total des dépenses supplémentaires directes au titre des services de conférence serait de l'ordre de 2,5 millions de dollars pour la première année et de 2,6 millions de dollars pour la deuxième année.

8. Le Comité consultatif suppose qu'en plus des dépenses directes au titre des services de conférence, il faudrait faire face à d'autres dépenses. Le montant net de ces dépenses est estimé à 330 000 dollars pour 1974-1975, et comprendrait éventuellement un montant pouvant atteindre 176 000 dollars au titre du franchissement plus rapide des échelons à l'intérieur de chaque grade accordé aux administrateurs connaissant une seconde langue officielle, conformément à la résolution 2480 B (XXIII) de l'Assemblée générale; un montant pouvant atteindre 114 000 dollars au titre de la prime de connaissances linguistiques accordée aux agents des services généraux; un montant de 35 000 dollars au titre des cours de langue, et un montant de 5 000 dollars pour les frais supplémentaires de recrutement. Il faudrait en outre prévoir un montant supplémentaire de 72 000 dollars au titre des contributions du personnel, cet accroissement étant compensé par une augmentation correspondante des recettes provenant des contributions du personnel. Le Comité a été informé que pour 1976-1977, ces dépenses, abstraction faite des contributions du personnel, étaient estimées à 180 000 et 190 000 dollars respectivement.

9. Les dépenses totales, nettes des contributions du personnel, qu'entraînerait l'application du projet de résolution publié sous la cote A/C.5/L.1156, sont donc estimées à 5,6 millions de dollars pour 1974-1975 et 2,7 millions de dollars pour 1976.

10. Aux termes du quatrième alinéa du préambule du projet de résolution (A/C.5/L.1156), l'Assemblée générale noterait "avec gratitude que les Etats arabes Membres de l'Organisation des Nations Unies ont donné l'assurance qu'ils couvriront collectivement, pendant les trois premières années, les dépenses découlant de l'application de la présente résolution". Dans l'hypothèse où les dépenses directes au titre des services de conférence et les dépenses supplémentaires mentionnées ci-dessus au paragraphe 8 seraient prises en charge collectivement par les Etats arabes durant les trois prochaines années, il n'y aurait pas à engager de dépenses supplémentaires au titre du budget de l'ONU au cours de la période biennale 1974-1975. Les dépenses à prévoir pour 1977, auxquelles ne sont pas applicables les dispositions du quatrième alinéa du préambule du projet de résolution, sont estimées, comme indiqué aux paragraphes 7 et 8 ci-dessus, à 2,8 millions de dollars au total.

11. A propos du quatrième alinéa du préambule du projet de résolution, le Comité a été informé que le Secrétaire général envisageait la possibilité de créer un compte spécial sur lequel seraient versées les contributions mentionnées dans ledit alinéa, et qui servirait à financer les dépenses résultant de l'inclusion de l'arabe parmi les langues officielles et les langues de travail. Le Comité consultatif est d'avis qu'un tel arrangement faciliterait la réalisation des buts du projet de résolution.

DOCUMENT A/9008/Add.30

Trente et unième rapport

Incidences administratives et financières des projets de résolution contenus dans les documents A/L.707 et A/L.708 et du projet de résolution I présenté par la Quatrième Commission dans le document A/9417

(Point 23 de l'ordre du jour<sup>x</sup>)

/Original : anglais/

/13 décembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les notes du Secrétaire général (A/C.5/1563, A/C.5/1578 et A/C.5/1579) relatives aux incidences administratives et financières des projets de résolutions publiés sous les cotes A/L.707, A/L.708 et A/C.4/L.1040 1/.

I. Incidences financières des projets de résolutions publiés sous les cotes A/L.707 et A/C.4/L.1040

2. Dans sa note (A/C.5/1563), le Secrétaire général donne la liste et indique le coût des activités prévues au programme de travail envisagé pour 1974 pour le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, tel qu'il figure dans le rapport du Comité spécial /A/9023, (première partie), par. 193 à 205/.

3. Si ce programme est approuvé par l'Assemblée générale, son application entraînera, suivant les estimations du Secrétaire général, une dépense totale de 137 500 dollars. Ce total se décomposerait comme suit :

---

x Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux :

a Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

b/ Rapport du Secrétaire général.

1/ Texte identique à celui du projet de résolution I présenté par la quatrième Commission dans le document A/9417.

a)	Envoi de groupes de visite dans les territoires coloniaux .....	98 000
b)	Série de réunions hors siège du Comité spécial .....	176 000
c)	Envoi de missions de visite dans les zones libérées de certains territoires d'Afrique .....	12 000
d)	Consultations entre le Président du Comité spécial d'une part et le Président du Conseil économique et social et le Comité administratif de coordination d'autre part .....	3 500
e)	Consultations avec l'Organisation de l'unité africaine .....	3 000
f)	Consultations avec des organisations non gouvernementales ..	15 000
g)	Participation de représentants des mouvements de libération nationale aux travaux du Comité spécial .....	19 000
h)	Invitations adressées à des particuliers à l'occasion d'audiences consacrées à la situation dans les territoires coloniaux .....	6 000
i)	Consultations avec les institutions spécialisées .....	<u>5 000</u>
Total .....		<u><u>337 500</u></u>

4. Au paragraphe 4 de sa note (A/C.5/1563), le Secrétaire général rappelle qu'un montant de 165 000 dollars est déjà prévu au chapitre 21 du projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 au titre des activités du Comité spécial en 1974, et qu'un montant égal est prévu pour 1975. Au paragraphe 5 de sa note, tenant compte du fait que le Comité spécial ne se prononcera définitivement sur certaines des activités envisagées pour 1974 que dans le courant de l'année considérée, le Secrétaire général recommande que le montant provisoire déjà prévu au budget-programme ne soit pas modifié pour le moment, étant entendu qu'au cas où il s'avérerait nécessaire d'effectuer des dépenses supplémentaires, il serait autorisé à engager ces dépenses en vertu des dispositions de la résolution sur les dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1974-1975, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif.

5. Le Comité consultatif approuve la recommandation du Secrétaire général qui est conforme à la pratique suivie récemment pour faire face aux dépenses entraînées par l'exécution du programme de travail du Comité spécial. Le Comité consultatif recommande donc à la Cinquième Commission d'informer l'Assemblée générale que si elle adopte le projet de résolution publié sous la cote A/L.707, il ne sera pas nécessaire à ce stade d'ouvrir de crédit supplémentaire, étant entendu que l'on aura recours le cas échéant à la formule mentionnée au paragraphe précédent. Le Comité consultatif recommande également que l'adoption du projet de résolution

par l'Assemblée générale soit réputée constituer l'autorisation expresse sollicitée par le Secrétaire général aux alinéas g) et h) du paragraphe 2 de sa note (A/C.5/1563) pour ce qui est des dépenses visées ci-dessus aux alinéas g) et h) du paragraphe 3.

6. Le Comité consultatif note que le programme de travail envisagé pour 1974 par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux prévoit l'envoi d'une mission spéciale à Nioué, conformément aux dispositions du projet de résolution (A/C.4/L.1040) adopté par la Quatrième Commission à sa 2069ème séance, le 28 novembre 1973. Dans l'état des incidences administratives et financières de ce projet de résolution (A/C.5/1579), le Secrétaire général recommande que les dépenses qu'entraînerait cette mission soient financées de la même manière que celles qu'entraîneraient les autres activités du Comité spécial; à son avis, l'adoption par l'Assemblée générale du projet de résolution (A/C.4/L.1040) ne nécessiterait donc pas à ce stade l'ouverture de crédits supplémentaires. Le Comité consultatif reconnaît le bien-fondé de la recommandation du Secrétaire général.

## II. Incidences financières du projet de résolution publié sous la cote A/L.708

7. Le projet de résolution en question prévoit toute une série d'activités tendant d'une manière générale à donner une publicité plus large aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour favoriser la décolonisation et à améliorer l'information en la matière.

8. Dans sa note (A/C.5/1578) le Secrétaire général indique que le montant estimatif net des dépenses supplémentaires qu'entraînerait, pour la période biennale 1974-1975, l'adoption du projet de résolution se chiffre à 99 000 dollars, dont 42 000 dollars pour donner effet aux dispositions du paragraphe 2 d) du projet de résolution (A/L.708) et un montant net de 57 000 dollars pour donner effet aux dispositions du paragraphe 4.

9. Aux termes du paragraphe 3 d) du projet de résolution, le périodique Objectif : Justice et le bulletin intitulé "L'Organisation des Nations Unies et l'Afrique australe" seraient publiés dans d'autres langues que l'anglais et le français. Pour ce qui est d'Objectif : Justice, le Secrétaire général a établi ses prévisions de dépenses (20 000 dollars par an, soit 40 000 dollars pour la période biennale 1974-1975, à raison de quatre numéros par an publiés à 5 000 exemplaires) en se fondant sur l'hypothèse qu'il serait établi une seule édition supplémentaire (en espagnol). Pour le bulletin mensuel intitulé "L'Organisation des Nations Unies et l'Afrique australe", les prévisions (2 000 dollars pour la période biennale) ont été également établies dans l'hypothèse de la publication d'une édition supplémentaire en espagnol. Si tant est que les hypothèses du Secrétaire général correspondent bien avec les intentions des auteurs du projet de résolution, le Comité consultatif approuve les prévisions de dépenses fournies, soit 42 000 dollars pour la période biennale.

10. Aux termes du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution (A/L.708) le Secrétaire général serait prié "de créer, au sein du Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation, un groupe de la décolonisation". D'après les renseignements fournis dans la note du Secrétaire général (A/C.5/1570, par. 7), ce groupe aurait pour tâche

"non seulement d'aider le Service de l'information à rassembler des renseignements sur la décolonisation pour diffusion auprès du grand public, mais de servir de centre pour l'élaboration et la diffusion de données plus détaillées et plus spécialisées, sous la forme d'études, d'articles et de documentation, à l'intention des organisations non gouvernementales, des moyens d'information, des universités, des instituts, des experts et des groupes qui s'occupent activement de promouvoir la décolonisation et de déjouer les efforts de propagande des régimes colonialistes minoritaires en Afrique australe qui cherchent à influencer l'opinion publique, en particulier en Europe occidentale".

11. Le groupe comprendrait trois postes nouveaux (1 P-3, 1 P-2 et 1 G-3). D'après la note du Secrétaire général (A/C.5/1578, par. 9), ces postes viendraient en sus de ceux demandés au paragraphe 22.9 du projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 2/. Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à ce que le groupe soit doté du personnel que propose le Secrétaire général. Toutefois, étant donné la nature des attributions qui seraient confiées au groupe de la décolonisation que l'on envisage de créer, le Secrétaire général, avant de créer des postes supplémentaires, devrait étudier la possibilité d'affecter au groupe du personnel dont dispose déjà le Service de l'information.

12. Le Comité consultatif appelle également l'attention sur le fait que les attributions du groupe de la décolonisation que l'on envisage de créer risquent de faire double emploi avec certaines attributions du Service de l'information. Outre qu'un tel chevauchement entraînerait un gaspillage de ressources, il risquerait aussi de donner l'impression que les politiques et les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation manquent de cohérence et d'efficacité. Le Comité consultatif rappelle à cet égard que l'un des principaux objectifs de la réorganisation du Service de l'information par "centres d'intérêt" était précisément de lui permettre de répondre plus rapidement et plus efficacement aux besoins des différents départements et services organiques du Secrétariat. Du rapport établi récemment par le Secrétaire général sur les politiques et activités en matière d'information (A/C.5/1547, par. 4) et des renseignements complémentaires que ses représentants ont fournis au Comité consultatif, il ressort que des équipes spéciales, chargées de l'information sur la décolonisation et les questions connexes, ont déjà été constituées.

---

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 6 et rectificatif.

13. Le Comité consultatif rappelle à ce propos que dans le préambule de sa résolution 2897 (XXVI), l'Assemblée générale a souligné "la nécessité de maintenir une direction et un contrôle centraux dans l'application des politiques et directives en matière d'information". Au paragraphe 7 du dispositif de la même résolution, l'Assemblée a prié "le Secrétaire général de s'informer des besoins en matière de publicité et de promotion des divers organes de l'Organisation des Nations Unies qui s'occupent de causes universelles approuvées par l'Assemblée générale, afin qu'il puisse être tenu compte de ces besoins lors de l'examen des demandes de crédits relatives au Service de l'information pour l'exercice 1973 et les exercices suivants". Le Comité consultatif recommande donc que le Secrétaire général, avec le concours technique du Service de gestion administrative, examine d'une part la question des attributions et de l'organisation interne du groupe qu'il est envisagé de créer, compte tenu de la structure d'ensemble du Département, et d'autre part le problème plus général consistant à définir les relations du Service de l'information avec les services organiques du Secrétariat, en vue d'éliminer les difficultés qui pourraient subsister et de jeter les bases d'une véritable collaboration entre ces services, qui soit à la fois rationnelle et efficace.

14. Dans sa note (A/C.5/1578, par. 10), le Secrétaire général chiffre à 57 000 dollars le montant estimatif des dépenses de personnel supplémentaires à prévoir pour la période biennale 1974-1975, après avoir opéré au titre des délais de recrutement un abattement de 50 p. 100 sur le coût des postes supplémentaires d'administrateurs et de 35 p. 100 sur le coût des postes d'agent des services généraux. Toujours selon le Secrétaire général, le montant correspondant à inscrire au chapitre 34 (Contributions du personnel) serait de 12 000 dollars, et cet accroissement serait compensé par l'inscription d'un montant égal au chapitre premier des recettes. Le Secrétaire général (A/C.5/1578, par. 11) chiffre à 4 000 dollars le coût estimatif de la documentation qui serait établie par le nouveau groupe, mais il indique que cette dépense serait compensée par une augmentation correspondante de la déduction à opérer au titre des économies réalisées grâce à la reproduction de certaines publications par les soins du Secrétariat. Le Comité consultatif approuve ces prévisions.

15. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général n'a pas indiqué quelles seraient les incidences financières du paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution publié sous la cote A/L.708, aux termes duquel l'Assemblée générale se féliciterait de la décision de réunir en 1974 à Genève une conférence d'organisations non gouvernementales sur le colonialisme et l'apartheid en Afrique australe et prierait le Secrétaire général d'offrir à cette fin des installations de conférence. Le Comité consultatif a été informé que cette omission tenait au fait que l'on ignorait encore les dates de la conférence et l'importance des installations à mettre à la disposition des participants.

16. Dans ces conditions, la Cinquième Commission voudra peut-être informer l'Assemblée générale que, mis à part les dépenses supplémentaires qu'il pourrait s'avérer nécessaire d'engager pour donner suite à la demande faite au Secrétaire général au paragraphe 7 du dispositif, l'adoption du projet de résolution publié



sous la cote A/L.708 entraînerait pour la période biennale 1974-1975  
une dépense supplémentaire d'un montant net de 99 000 dollars, qui se répartirait  
comme suit :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 22 .....	61 000
Chapitre 27A .....	42 000
Chapitre 34 .....	12 000
Déduction au titre des économies réalisées grâce à la reproduction de certaines publications par les soins du Secrétariat .....	(4 000)
Chapitre premier des recettes .....	(12 000)
	<hr/>
Total .....	99 000
	<hr/>

Trente-deuxième rapport

Enregistrement des traités et accords internationaux, automatisation des informations relatives aux traités et dotation en effectifs de la  
Section des traités du Service juridique

/Original : anglais/

/16 décembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'enregistrement des traités et accords internationaux, l'automatisation des informations relatives aux traités et les effectifs de la Section des traités et du Service juridique (A/C.5/1566 et Corr.1), dans lequel le Secrétaire général proposait que l'Assemblée générale approuve l'automatisation des opérations relatives aux accords internationaux que la Section des traités (Service juridique) faisait faire jusqu'à présent à la main.

2. A l'appui de sa recommandation, le Secrétaire général mentionne l'accélération du rythme auquel les traités sont soumis pour enregistrement en raison des effets cumulatifs de l'augmentation du nombre des Etats et du nombre des traités conclus entre eux. De plus, à mesure que le nombre total de traités déjà enregistrés augmente, chaque traité nouvellement enregistré tend à nécessiter un travail de recherche plus important. Le Secrétaire général indique que ses tâches sont devenues plus difficiles du fait que la Section des traités doit répondre à de nombreuses demandes de renseignements portant tant sur les fonctions d'enregistrement que sur les fonctions de dépositaire qu'il accomplit. Le Secrétaire général signale, d'autre part, que la fiabilité des fiches établies à la main a diminué car il est difficile de recruter et de conserver du personnel de bureau, et que le Relevé mensuel, comme les autres opérations concernant l'enregistrement des traités, a actuellement 12 mois de retard. Le Secrétaire général conclut (A/C.5/1566 et Corr.1, par. 39) qu'à l'heure actuelle tout indique que les fonctions qui lui incombent ne peuvent continuer à être remplies sans automatisation du système.

3. Comme il est indiqué dans la section V du rapport du Secrétaire général, le nouveau système envisagé aurait essentiellement trois fonctions :

a) Mise en mémoire des informations;

b) Production de documents : Relevé mensuel des traités et des accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire du Secrétariat; certificats d'enregistrement, que prévoit l'article 7 du règlement adopté par l'Assemblée générale aux fins de l'application de l'Article 102 de la Charte; Notifications de dépôt des traités multilatéraux et le Registre des traités, prévus par l'article 8 dudit règlement;

c) Recherches et information.

4. Le Secrétaire général estime que le montant des dépenses non renouvelables à faire pour établir le système, y compris la mise sur cartes perforées des données figurant dans les dossiers et sur les fiches qui existent actuellement, serait de 193 000 dollars (A/C.5/1566 et Corr.1, par. 32).

5. Selon les estimations du Secrétaire général, le fonctionnement du système les années suivantes n'entraînera de dépenses que pour la location du matériel nécessaire. Les tâches techniques à faire pourront être effectuées par le personnel actuel du Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques (A/C.5/1566/Corr.1, par. 33).

6. Le Comité estime donc qu'il y a tout lieu de penser que l'automatisation du système permettrait d'accroître l'efficacité du travail et de réaliser des économies substantielles, au bout d'un certain nombre d'années, sur l'effectif dont le Service juridique (Section des traités) a besoin pour s'acquitter d'un certain nombre de tâches non techniques qui sont actuellement exécutées à la main. Cependant, les sections IX et X du rapport du Secrétaire général ne paraissent pas corroborer cet espoir, en partie du fait que le Secrétaire général propose de créer un poste de juriste de classe P-4 à la Section des traités, ce qui représenterait une dépense estimée à 56 000 dollars pour la période biennale. Selon le Secrétaire général (A/C.5/1566 et Corr.1, par. 14), ce juriste est nécessaire pour répondre aux demandes de renseignements des gouvernements, ce que l'on ne peut faire dans les conditions actuelles que d'une manière superficielle. Cependant, le Comité a cru comprendre, selon ce que lui ont dit les représentants du Secrétaire général, que l'un des avantages de l'automatisation serait d'économiser une partie du temps que les administrateurs consacrent actuellement à répondre à ces demandes de renseignements. Le Comité consultatif ne peut donc pas approuver cette demande.

7. Par contre, le Comité est disposé à appuyer le projet d'automatisation des informations relatives aux traités dans le cadre de l'effort qui est déployé, dans un contexte plus large, pour moderniser l'Organisation et améliorer son efficacité. Le Comité sait bien que certains des avantages de l'automatisation n'apparaîtront pas immédiatement, mais il est convaincu que les avantages qualitatifs et quantitatifs qu'on retirera de l'automatisation doivent être évalués par rapport aux fonds dépensés. En conséquence, le Comité recommande que le Secrétaire général fasse rapport à l'Assemblée générale, à sa trentième session, sur les progrès qu'il aura réalisés, dans le processus d'automatisation et sur les avantages que celui-ci aura

procurés ou procurera vraisemblablement du point de vue de l'efficacité et des économies de personnel.

8. Compte tenu de ce qui précède et sur la base de son examen du rapport du Secrétaire général (A/C.5/1566 et Corr.1), le Comité consultatif recommande que l'automatisation du processus d'enregistrement des traités soit acceptée, sous réserve des observations qu'il a formulées au paragraphe 6 ci-dessus. Si la Cinquième Commission accepte cette recommandation, il faudra prévoir, pour la période biennale 1974-1975, les dépenses supplémentaires ci-après :

	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>Total</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Chapitre 26. Service juridique .....	50 000	-	50 000
Chapitre 28. Administration, gestion et services généraux .....	161 000	38 000	199 000
Chapitre 34. Contributions du personnel ..	20 000	-	20 000
Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel .....	(20 000)	-	(20 000)
Total (net) .....	<u>211 000</u>	<u>38 000</u>	<u>249 000</u>

DOCUMENT A/9008/Add.32

Trente-troisième rapport

Locaux à usage de bureaux à Genève

/Original : anglais/  
/16 décembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les locaux à usage de bureaux à Genève (A/C.5/1573).
2. Ce rapport a été établi à la suite de faits nouveaux intervenus récemment qui ont permis au Secrétaire général de présenter des propositions en vue de l'achat par l'Organisation des Nations Unies des bâtiments du Petit Saconnex à Genève, qui appartiennent actuellement à l'Organisation internationale du Travail.
3. C'est dans un rapport présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session (A/C.5/1458 et Corr.1 et 2) que le Secrétaire général a évoqué pour la première fois l'éventualité de cette acquisition; dans ce rapport, il indiquait que pour remédier au manque de locaux à usage de bureaux qui se faisait sentir à Genève, on pourrait utiliser les bâtiments du Petit Saconnex, qui seraient libérés au début de 1975, lorsque l'Organisation internationale du Travail s'installerait dans ses nouveaux locaux.
4. Le Comité consultatif a déjà examiné la question au cours de la présente session de l'Assemblée générale; dans son rapport sur les locaux à usage de bureaux de l'Organisation des Nations Unies, le Comité consultatif a rappelé les recommandations faites par le Corps commun d'inspection quant à l'achat des bâtiments

du Petit Saconnex (A/9008/Add.2, par. 26); il a évoqué les négociations poursuivies à ce sujet par le Secrétaire général et a noté ce qui suit :

"On ne sait pas encore au juste à combien se chiffreront les dépenses initiales et les dépenses renouvelables 'qu'entraîneront l'acquisition, l'entretien et l'utilisation de ces bâtiments' (A/C.5/1511, par. 28). D'autre part, les autorités du canton de Genève n'ont pas décidé si l'Organisation des Nations Unies pourrait occuper ce terrain, ni pour combien de temps. Le Secrétaire général a besoin, pour prendre une décision, d'être fixé sur ces deux points. Il semblerait au Comité consultatif qu'un bail de location de terrain dont la durée serait inférieure à 10 ans ne serait pas une solution économique au regard du prix d'achat du bâtiment" (A/9008/Add.2, par. 15).

5. Il est maintenant possible de répondre aux questions que posait ainsi le Comité consultatif. Comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général /A/C.5/1573, par. 12 a)/, les autorités du canton de Genève se sont déclarées disposées à céder le terrain à bail pour une période de 12 ans, moyennant un loyer annuel de 39 000 francs suisses /par. 12 a)/. Le prix des bâtiments serait égal aux dépenses initiales de construction effectivement engagées par l'OIT, soit 6 370 000 francs suisses /A/C.5/1573, par. 12 b)/. On se rappellera que le Comité, dans son étude sur les procédures d'administration et de gestion relatives au programme et au budget de l'OIT (achevée en 1970), a indiqué que la valeur résiduelle des bâtiments du Petit Saconnex, une fois que ceux-ci auraient été libérés par l'OIT, représenterait de 75 p. 100 à 20 p. 100 du prix de la construction selon que l'on obtiendrait l'autorisation de les laisser sur leur emplacement actuel ou qu'il faudrait les démolir et les reconstruire ailleurs (A/8140 1/, annexe I, sect. I, 1, par. 265). Cependant, le Comité note que dans le rapport du Corps commun d'inspection sur les locaux à usage de bureaux destinés aux fonctionnaires des Nations Unies à Genève, il est indiqué qu'"un responsable de l'OIT estime que le coût de remplacement des bâtiments s'élèverait aujourd'hui à 11 millions de francs suisses" (A/9164, par. 80). Le Secrétaire général estime qu'une fois effectuée la mise de fonds initiale pour l'achat des bâtiments, et compte tenu du loyer annuel de terrain, il faudrait prévoir pour 1975 et 1976 les dépenses d'exploitation et d'entretien suivantes :

---

1/ Document de la vingt-cinquième session.

	<u>1975</u>	<u>1976</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
a) Eclairage, chauffage, énergie et eau .....	44 500	48 500
b) Nettoyage .....	69 000	78 500
c) Personnel auxiliaire (gardes, plantons, téléphonistes, électriciens, jardiniers, etc.)	214 000	229 500
d) Location de matériel téléphonique .....	15 000 <sup>a/</sup>	16 000 <sup>a/</sup>
e) Réparation et entretien des bâtiments et du matériel .....	12 000	15 000
f) Frais divers, assurances, etc. ....	5 500	6 500
TOTAL .....	<u>360 000</u>	<u>394 000</u>

<sup>a/</sup> Non compris le coût du matériel nécessaire au Comité intergouvernemental pour les migrations européennes et aux autres locataires.

6. L'ensemble de bâtiments du Petit Saconnex, qui a été construit en 1964, reconstruit en 1966 après un incendie et agrandi en 1968 et 1969, comprend maintenant 470 bureaux environ. Le Comité consultatif croit comprendre, d'après les renseignements donnés dans le rapport du Secrétaire général, qu'au cas où l'Organisation des Nations Unies déciderait d'acheter le complexe du Petit Saconnex, le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) envisagerait de louer un tiers de ces locaux, soit environ 170 bureaux, ce qui laisserait à l'ONU un total de 300 bureaux (A/C.5/1573, par. 10). Le Comité consultatif compte que la durée du bail qui serait négocié avec le Comité intergouvernemental serait en rapport avec les besoins en locaux que l'ONU prévoit pour elle-même. Si lesdits locaux étaient effectivement loués au Comité intergouvernemental, le Secrétaire général estime que le loyer perçu viendrait en déduction des frais annuels d'entretien et d'exploitation qui seraient ainsi réduits d'un montant de 125 000 à 150 000 dollars, soit environ un tiers; le Secrétaire général compte que le loyer comprendrait un élément qui servirait à amortir le prix d'achat des bâtiments. Le Comité suggère que le Secrétaire général, lorsqu'il fera rapport à l'Assemblée générale sur l'accord de location qu'il aura conclu, indique l'élément d'amortissement inclus dans le loyer.

7. Le Secrétaire général prévoit que les 300 bureaux dont l'ONU disposerait dans le complexe du Petit Saconnex (dans l'hypothèse où les 170 autres bureaux seraient loués au Comité intergouvernemental) seraient entièrement occupés d'ici la fin de 1975. Les locaux disponibles au Petit Saconnex et les 260 bureaux qui seraient loués dans l'ancien bâtiment de l'OIT, lorsqu'il sera libéré en 1976, permettraient

à l'Organisation d'y installer 600 à 650 fonctionnaires, selon leurs grades hiérarchiques et leurs fonctions, et, selon le Secrétaire général, qui table à cet effet sur un taux d'accroissement de 3 p. 100 par an à Genève, de faire face à ses besoins en locaux à Genève jusqu'en 1979 (A/C.5/1573, par. 10 et 11).

8. De l'avis du Comité consultatif, le Secrétaire général semble surestimer les besoins en locaux à usage de bureaux auxquels il faudrait faire face à Genève d'ici la fin de 1974, qu'il chiffre à 251 unités de bureau (A/C.5/1573, par. 11); en effet, ce chiffre comprend 55 unités de bureau destinées à la Commission de la fonction publique internationale (qui, comme suite à la décision prise par la Cinquième Commission à sa 1620ème séance, n'entrera pas en fonctions en 1974) et 33 unités pour les cours de langues (qui, autant que le sache le Comité consultatif, pourraient avoir lieu dans certaines salles de réunions). En outre, le Comité consultatif conteste la conclusion formulée (A/C.5/1573, par. 4 c)/ quant au nombre de bureaux qu'il convient de laisser vacants pour faire face aux besoins temporaires en locaux lors des assemblées générales de l'OIT et de l'OMS; le Comité consultatif reconnaît certes que les bureaux en question ne sauraient être attribués à du personnel permanent, puisqu'alors ils seraient occupés toute l'année, mais rien ne s'oppose, à son avis, à ce que l'on installe dans ces locaux des consultants et autres personnes recrutées pour une période de courte durée. En outre, le nombre de bureaux tenus en réserve pour les conférences pourrait être réduit si l'OIT et l'OMS envoyaient un moins grand nombre de fonctionnaires de leur siège au Palais pour leurs assemblées générales. Le Comité consultatif note en outre que dans ses estimations, le Secrétaire général prévoit des locaux supplémentaires pour du personnel dont le coût est imputé sur les ressources extra-budgétaires, tel le personnel de l'Institut des Nations Unies pour le développement social. Il apparaît donc que l'on disposerait pour faire face à l'expansion de services déjà installés à Genève ou au transfert ou à l'installation éventuels d'autres services de l'ONU à Genève, d'une réserve de locaux plus importante que ne le prévoit le Secrétaire général. Cette constatation n'est toutefois pas un argument invoqué contre l'achat des bâtiments du Petit Saconnex, car les locaux excédentaires seront finalement nécessaires un jour et, en attendant, peuvent être loués.

9. Par ailleurs, il convient de se demander si l'achat de bâtiments préfabriqués construits sur un terrain que les autorités cantonales voudront peut-être récupérer en 1988 ne serait pas en fait un simple palliatif qui risquerait d'entraîner des complications et des dépenses considérables d'ici une douzaine d'années. C'est là un aspect de la question qu'il faut se garder de négliger. D'autre part, l'utilisation des bâtiments du Petit Saconnex permettrait à l'Organisation de faire face à ses besoins en locaux durant la seconde moitié de la présente décennie. On pourrait ensuite envisager d'autres solutions à long terme, telles que l'installation de certains services dans le complexe de Danaupark, à Vienne, qui sera achevé avant l'expiration du bail conclu pour les bâtiments du Petit Saconnex. Donc, même au cas où il serait impossible d'obtenir une prolongation du bail initial de 12 ans conclu pour le terrain, l'utilisation des bâtiments du Petit Saconnex pourrait constituer une solution provisoire relativement économique.



10. Compte tenu les considérations qui précèdent et de la pénurie grave des locaux qui, selon le Secrétaire général, sévit à Genève et, ayant présente à l'esprit la recommandation du Corps commun d'inspection, qui estime que "sous réserve d'obtenir des conditions d'acquisition satisfaisantes, l'Assemblée générale devrait envisager sérieusement d'autoriser l'achat des bâtiments de l'OIT au Petit Saconnex..." (A/9164, recommandation 11), le Comité consultatif recommande l'achat des bâtiments du Petit Saconnex, aux conditions indiquées dans le rapport du Secrétaire général (A/C.5/1573), sous réserve des observations énoncées ci-après.

11. Comme il l'a indiqué dans son troisième rapport à l'Assemblée générale à la présente session, le Comité consultatif s'inquiète de la pratique qui consiste à attribuer gratuitement des locaux de l'Organisation des Nations Unies à du personnel dont le coût est imputé sur des ressources extra-budgétaires, pratique qui explique en partie la pénurie grave de locaux que connaît actuellement l'Organisation pour ce qui est du personnel dont le coût est imputé sur le budget ordinaire. Dans le rapport susmentionné (A/9008/Add.2, par. 5), le Comité consultatif a fait observer qu'"un facteur qui caractérise toujours l'étude des locaux destinés aux fonctionnaires est le fait que, dans les projections concernant les besoins futurs en matière de locaux, on ne tient pas compte du nombre croissant de postes qui sont financés au moyen de fonds extra-budgétaires ni des répercussions qu'a l'augmentation de ces postes sur les locaux à usage de bureaux dont dispose l'Organisation des Nations Unies ... Plus de 300 fonctionnaires dont les postes sont financés au moyen de ressources extra-budgétaires sont installés actuellement au Palais des Nations à Genève". Tout en reconnaissant qu'il y a de nombreux facteurs juridiques, budgétaires et financiers à prendre en considération avant que l'on puisse adopter une décision de politique générale, le Comité consultatif a posé la question de savoir si le coût des locaux à usage de bureaux à fournir pour les fonctionnaires dont les postes sont ainsi financés doit être imputé sur le budget ordinaire ou couvert à l'aide des ressources extra-budgétaires. Le Comité a recommandé que le Secrétaire général étudie la question des locaux destinés aux fonctionnaires dont les postes sont financés au moyen de ressources extra-budgétaires et fasse connaître ses conclusions dans un rapport au Comité consultatif à sa session de printemps de 1974. A sa 1592ème séance, la Cinquième Commission a fait sienne cette recommandation. Le Comité consultatif compte, en conséquence, que l'étude demandée clarifiera la question de savoir qui doit être responsable du coût des locaux destinés au personnel dont le coût est imputé sur des ressources extra-budgétaires et qu'elle permettra de définir une politique fondée sur les principes d'une bonne gestion.

12. En outre, le Comité espère que le Secrétaire général veillera à ce que l'achat des bâtiments du Petit Saconnex ne donne pas lieu à une utilisation non rationnelle des locaux, et tiendra compte en particulier des observations formulées au sujet de l'utilisation des locaux du Palais des Nations dans le rapport du Corps commun d'inspection (voir A/9164).

13. Le Comité consultatif, sur la base d'une comparaison globale avec les dépenses correspondantes engagées par l'OIT, n'est pas convaincu que le crédit demandé par le Secrétaire général au chapitre 28 K (557 000 dollars pour 1975) soit

entièrement justifié. Si l'Assemblée générale approuve l'achat des bâtiments du Petit Saconnex, le Comité consultatif examinera le crédit demandé de façon détaillée lorsqu'il se rendra à Genève au printemps de 1974. Dans ces conditions, et sans perdre de vue qu'en 1975, lorsque les dépenses seront engagées pour l'achat des bâtiments du Petit Saconnex, la parité du franc suisse p r rapport au dollar des Etats-Unis risque d'être différente du taux retenu 2/ par le Secrétaire général dans son rapport (A/C.5/1573), le Comité consultatif ne recommande pas de réduction, à ce stade, du crédit demandé.

---

2/ Taux de 3,40 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis.

DOCUMENT A/9008/Add.33

Trente-quatrième rapport

Montants estimatifs révisés pour divers chapitres des dépenses  
et des recettes

/Original : anglais/

/16 décembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport (A/C.5/1572) dans lequel le Secrétaire général présente, pour 11 chapitres de dépenses, des demandes de crédits révisées d'un montant total net de 5 333 000 dollars <sup>1/</sup> et, pour les trois chapitres des recettes, des prévisions révisées qui accusent une diminution nette de 2 811 000 dollars. Ainsi, l'effet combiné des montants révisés présentés par le Secrétaire général est d'augmenter de 8 144 000 dollars le montant net du budget pour la période biennale 1974-1975.

2. Dans son rapport (A/C.5/1572, par. 2), le Secrétaire général déclare que, la situation demeurant extrêmement fluide, il a décidé de ne pas présenter de demandes de crédits révisées pour tenir compte des variations des taux de change intervenus depuis que ses prévisions initiales ont été établies. Le Comité consultatif approuve cette façon de faire. Le Comité croit savoir que, si les taux de change en vigueur au 30 novembre 1973 (A/C.5/1572, par. 2) continuent de prévaloir pendant la période biennale, les dépenses supplémentaires imputables auxdites variations pourraient être importantes.

---

<sup>1/</sup> Le Comité a appris que, dans le rapport du Secrétaire général (A/C.5/1572), le montant des sommes nécessaires en francs suisses avait été converti au taux de 3,40 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis.

3. Dans son premier rapport 2/ sur le projet de budget-programme pour la période 1974-1975, le Comité consultatif recommandait qu'avant de présenter des demandes de crédits révisées, le Secrétaire général redouble d'efforts pour trouver des moyens de réaliser des économies qui permettent de faire face aux dépenses nouvelles. Le Comité suggérait des moyens d'obtenir ce résultat.

4. Le Comité consultatif regrette qu'en dépit des recommandations susmentionnées le Secrétaire général ait jugé nécessaire de présenter des demandes de crédits révisées de l'ordre de celles qu'il présente maintenant. Parce qu'il avait peu de temps, le Comité a décidé d'examiner les demandes de crédits révisées abstraction faite de ces considérations générales. Le Comité a agi ainsi dans l'espoir que le Secrétaire général continuerait à chercher les moyens de faire des économies d'ordre administratif et autres afin de minimiser les incidences des dépenses supplémentaires qu'il faudra engager, comme il est indiqué dans le paragraphe 2 ci-dessus, si les taux de change actuels demeurent en vigueur.

5. Le Comité consultatif rappelle que, dans son rapport à l'Assemblée générale (vingt-septième session) sur les demandes de crédits révisées générales présentées pour l'exercice 1973 (et correspondant à celles qui sont présentées dans le document A/C.5/1572 pour la période biennale 1974-1975), il a exprimé l'opinion 3/ que le seul objet de la présentation de /telles/ demandes de crédits révisées ...

"devrait être de permettre au Secrétaire général de porter à l'attention des Etats Membres les dépenses supplémentaires imputables aux fluctuations des prix, aux variations du coût de la vie ou des taux de change, et à d'autres facteurs similaires qui n'appellent pas de décision sur des questions de fond, mais dont l'Assemblée générale devrait tenir compte pour qu'il ne soit pas nécessaire d'ouvrir des crédits additionnels au cours de la période budgétaire. Le Comité consultatif ne verrait pas d'objections à ce que le Secrétaire général inclue dans ces demandes de crédits révisées certains montants d'importance minime qu'il aurait effectivement oublié de prévoir lors de l'établissement du projet de budget. Mais le Comité fait de très sérieuses réserves quant à la méthode qui consiste à utiliser ces demandes de crédits révisées, en fin de session, pour présenter toutes autres demandes de crédits supplémentaires, en particulier lorsqu'elles impliquent la création de postes nouveaux".

Le Comité consultatif constate que les demandes de crédits présentées dans le document A/C.5/1572 ne sont pas exclusivement des demandes de crédits révisées du type de celles qui sont énumérées ci-dessus.

---

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 8 et rectificatif. par. 28.

3/ Ibid., vingt-septième session, Supplément No 8 A, document A/8708/Add.30, par. 4.

## Chapitre 2. Services relevant directement du Secrétaire général

6. Le Secrétaire général demande à ce chapitre 108 000 dollars pour 4 postes à prévoir à titre temporaire /un poste d'administrateur général (D-1) et un poste d'agent des services généraux au Siège, au Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales; et un poste d'administrateur de 1ère classe (P-4) et un poste d'agent des services généraux à Lusaka (Zambie)/. Dans son rapport (A/C.5/1572, par. 2.1), le Secrétaire général explique qu'il demande ces 4 postes en raison des dispositions de la résolution 329 (1973) du Conseil de sécurité et de la résolution 1766 (LIV) du Conseil économique et social relatives à la question de l'assistance économique à la Zambie.

7. Le Comité consultatif n'est pas convaincu que le libellé de l'une ou l'autre résolution doive être interprété comme impliquant la nécessité de ressources supplémentaires en personnel. Au paragraphe 6 du dispositif de sa résolution, le Conseil de sécurité renvoie la question de l'assistance économique à la Zambie au Conseil économique et social. Le Comité consultatif ne conteste pas que le Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales et le personnel dont il dispose déjà peuvent jouer un rôle utile pour aider le Conseil, mais il considère que le Secrétaire général devrait aussi faire appel, selon qu'il conviendra, au personnel dont disposent les services du Secrétariat qui desservent le Conseil économique et social, à savoir le Département des affaires économiques et sociales et la Commission économique pour l'Afrique, de manière à éviter toute expansion de la bureaucratie au Siège de l'Organisation. Dans ces conditions, le Comité consultatif ne s'oppose pas au crédit demandé par le Secrétaire général au chapitre 2, mais à condition qu'il soit entendu que l'arrangement proposé ne sera que temporaire et que les fonctions en question seront exercées, selon qu'il sera nécessaire, par des fonctionnaires occupant des postes permanents existants.

## Chapitre 4. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité

8. Le montant de 117 000 dollars demandé par le Secrétaire général à ce chapitre couvre le coût des cinq nouveaux postes dont la création est proposée : un poste d'administrateur de 1ère classe (P-4) et un poste d'agent des services généraux à la Division du Conseil de sécurité et des commissions politiques, et un poste d'administrateur hors classe (P-5), un poste d'administrateur de 2ème classe (P-3) et un poste d'agent des services généraux à la Division de l'espace extra-atmosphérique.

9. Dans son rapport (A/C.5/1572, par. 4.1), le Secrétaire général explique que, s'il demande deux postes pour la Division du Conseil de sécurité et des commissions politiques, c'est en raison d'une recommandation formulée dans le deuxième rapport spécial du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) relative à la question de la Rhodésie du Sud, recommandation tendant à ce que soit nommée

au secrétariat de ce comité "une personne ayant l'expérience du commerce international, spécialement des échanges pratiqués par l'intermédiaire de tierces parties"<sup>4/</sup>; les recommandations du Comité ont été approuvées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 333 (1973).

10. Le Comité consultatif fait observer que rien dans la recommandation susmentionnée n'obligeait le Secrétaire général à augmenter les ressources globales en personnel du Secrétariat; au lieu de cela, il aurait pu mettre à la disposition de la Division du Conseil de sécurité et des commissions politiques un fonctionnaire compétent en répartissant différemment les ressources disponibles. En outre, le Comité a vérifié que, contrairement à l'article 13.1 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, ni le Comité qui avait demandé que son secrétariat soit renforcé ni le Conseil de sécurité n'avaient été saisis d'un rapport sur les incidences administratives et financières de la proposition, comme le prévoit ledit article du règlement financier.

11. Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique n'a pas non plus été saisi d'un état d'incidences administratives et financières lorsqu'il a approuvé le renforcement de l'effectif de la Division de l'espace extra-atmosphérique <sup>5/</sup>. Là encore, le Secrétaire général aurait dû essayer de répartir différemment les ressources dont il dispose avant de chercher à ajouter des postes au tableau d'effectifs.

12. Dans son premier rapport <sup>6/</sup> sur le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975, le Comité consultatif avait approuvé la proposition de porter le nombre des postes inscrits au tableau d'effectifs du Département de 108 (70 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 38 postes d'agent des services généraux) à 117 (74 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 46 postes d'agent des services généraux). Si l'on ajoute 3 postes (2 postes d'administrateur et un poste d'agent des services généraux) au Groupe de l'apartheid (A/9008/Add.27) et les 5 postes qui sont demandés maintenant, l'effectif du Département sera de 125 fonctionnaires (79 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 46 agents des services généraux). Le Comité consultatif estime que cette augmentation de plus de 14 p. 100 devrait permettre au Département de s'acquitter de ses responsabilités et d'accomplir les tâches supplémentaires qu'il pourrait être appelé à exécuter au cours de la période biennale. Cela étant entendu, le Comité ne s'oppose pas au montant demandé par le Secrétaire général.

---

<sup>4/</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-huitième année, Supplément d'avril, mai et juin 1973, document S/10920, par. 19.

<sup>5/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 20, par. 68.

<sup>6/</sup> Ibid., Supplément No 8 et rectificatif, par. 4.10.

## Chapitre 6. Organes directeurs (activités économiques et sociales)

13. Le Secrétaire général demande à ce chapitre un montant supplémentaire de 296 000 dollars pour la Conférence mondiale de la population - 1974, qui doit se tenir à Bucarest en août 1974. Le montant demandé s'ajoute aux 72 000 dollars qui ont déjà été inclus dans les demandes de crédits révisées comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social (A/C.5/1521/Rev.1) pour couvrir le coût de la documentation supplémentaire à établir avant la session, qui a été demandée par la Commission de la population à sa deuxième session extraordinaire. Le Secrétaire général estime en conséquence qu'il faudra un crédit total de 368 000 dollars pour la Conférence au chapitre 6 pour 1974-1975 7/. On se rappellera que le Comité consultatif, dans son dixième rapport à l'Assemblée générale sur le projet de budget-programme pour 1974-1975 (A/9008/Add.9, par. 3), avait recommandé de ramener de 72 000 à 50 000 dollars le crédit demandé pour la documentation à établir avant la session. Après avoir examiné le crédit supplémentaire demandé pour la Conférence, le Comité estime que le nombre des agents des services généraux prévus pour les services de conférence dans le rapport du Secrétaire général [A/C.5/1572, par. 6.6 a)], pourrait être réduit de 10 et que l'on pourrait réduire aussi le nombre de **fonctionnaires** du Département des affaires économiques et sociales et du Service de l'information qu'il est proposé d'envoyer à la Conférence. En outre, pour les raisons qu'il a exposées dans son dixième rapport sur le projet de budget-programme, mentionné ci-dessus, le Comité estime que des économies peuvent être réalisées sur les frais de traduction et de reproduction de la documentation à établir avant et après la session. De plus, le Comité conteste la nécessité d'ouvrir un crédit spécial pour assurer la présence d'un attaché de liaison à New York, étant donné, entre autres, que la Conférence se tiendra en août, à un moment de moindre activité au Siège; le Comité considère que les travaux nécessaires pourront être effectués par le personnel en poste. Pour ces raisons, le Comité recommande de réduire de 40 000 dollars le montant estimatif révisé demandé au chapitre 6 et de réduire en proportion les montants prévus pour les contributions du personnel au chapitre 34 des dépenses et au chapitre premier des recettes.

## Chapitre 16. Programme des Nations Unies pour l'environnement

14. Le Secrétaire général estime qu'un crédit supplémentaire de 421 000 dollars sera nécessaire à ce chapitre du fait de la réévaluation des besoins en personnel temporaire pour les sessions du Conseil d'administration du PNUE (33 000 dollars) et d'une augmentation probable des frais généraux de fonctionnement, compte tenu des arrangements contractuels à conclure à l'occasion de l'installation du secrétariat du PNUE à Nairobi (388 000 dollars). Le Comité consultatif considère qu'une gestion économe et prudente permettrait de réaliser des économies importantes sur les frais généraux de fonctionnement, en particulier au titre des fournitures et accessoires, du mobilier, de l'amélioration des locaux et de l'imprimerie [A/C.5/1572, par. 16.3 c), d), e) et f)]; il recommande donc de réduire

---

7/ Montant calculé sur la base des dépenses que la Conférence entraînerait si elle se tenait à Genève.

de 50 000 dollars le crédit demandé à cette rubrique par le Secrétaire général, pour le ramener à 338 000 dollars, de sorte que le montant estimatif de l'augmentation qui apparaîtrait au chapitre 16 s'élèverait ainsi à 371 000 dollars.

#### Chapitre 28. Administration, gestion et services généraux

15. Le Comité consultatif recommande que le crédit supplémentaire de 10 000 dollars demandé par le Secrétaire général au chapitre 28 C (Service de vérification intérieure des comptes) soit absorbé dans les limites du crédit que la Cinquième Commission a approuvé en première lecture pour le chapitre 28.

16. Le Secrétaire général demande un crédit supplémentaire de 100 000 dollars au chapitre 28 F /Bureaux des services du personnel (New York)/ pour pouvoir recruter comme consultants deux spécialistes du classement des emplois qui aideraient à mettre au point un système de classement des emplois applicable à tous les postes du Secrétariat. Comme la Cinquième Commission, à sa 1623ème séance, a décidé de renvoyer à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale l'examen du document dans lequel la demande touchant l'établissement d'un tel système est apparue initialement /rapport du Secrétaire général (A/C.5/1522) concernant le rapport du Corps commun d'inspection sur les problèmes de personnel à l'Organisation des Nations Unies (voir A/8454) 8/ et les principales recommandations du Service de gestion administrative/, le Comité consultatif recommande de supprimer ce crédit des demandes de crédits révisées.

17. Au chapitre 28 G /Services administratifs et financiers (Genève)/, le Secrétaire général demande un crédit supplémentaire de 36 000 dollars, dont 10 000 dollars pour recruter le personnel temporaire dont les commissaires aux comptes auront besoin pour exécuter leur programme de travail (A/C.5/1572, par. 28.3). Le Comité consultatif estime qu'il est possible de faire davantage appel au personnel permanent de Genève et recommande donc de supprimer ce crédit. Le reste du crédit supplémentaire est demandé principalement parce que l'OMS vient d'établir des prévisions révisées en ce qui concerne la part des dépenses relatives au Plan commun d'assurance-maladie (Genève) qui sera à la charge de l'ONU (A/C.5/1572, par. 28.4). Etant donné le caractère assez provisoire de ces prévisions, le Comité consultatif estime que le crédit déjà approuvé en première lecture au titre du Plan commun d'assurance-maladie n'a pas besoin d'être augmenté à ce stade.

18. Le Comité consultatif considère que, si l'on s'efforce d'utiliser dans toute la mesure possible le matériel actuel, le Secrétaire général devrait pouvoir réduire de 10 000 dollars le crédit supplémentaire de 110 000 dollars demandé au chapitre 28 J /Bureau des services généraux (New York)/ pour l'achat de mobilier et de matériel (A/C.5/1572, par. 28.9) pour le ramener à 100 000 dollars; le Comité recommande donc que le total du crédit supplémentaire demandé par le Secrétaire général au chapitre 28 J soit ramené en conséquence de 460 000 à 450 000 dollars.



## Chapitre 29. Services de conférence

19. Le Comité consultatif recommande que le crédit supplémentaire de 219 000 dollars demandé par le Secrétaire général au chapitre 29 B /Service des conférences (Genève)/ soit ramené à 209 000 dollars, soit une réduction de 10 000 dollars, étant donné les économies qu'il juge possible de réaliser sur les dépenses qu'entraîne l'impression par des imprimeries commerciales du papier et des enveloppes à en-tête, si l'on explore à fond tous les moyens possibles de les faire imprimer autres que ceux qui sont actuellement envisagés. A cet égard, le Secrétaire général devrait déterminer s'il serait possible de réaliser des économies si le papier et les enveloppes à en-tête de l'Office de Genève étaient imprimés dans les ateliers du Siège à New York.

## Chapitre 33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien

20. Le Comité consultatif considère qu'une méthode plus sélective devrait permettre de réaliser des économies sur les dépenses supplémentaires prévues par le Secrétaire général pour les gros travaux d'entretien. Le Comité recommande donc que le crédit supplémentaire demandé à ce titre soit réduit de 18 000 dollars, ce qui le ramènerait à 270 000 dollars; compte tenu de la diminution de 4 000 dollars prévue par le Secrétaire général (A/C.5/1572, par. 33.2) au titre des travaux de transformation et d'amélioration des locaux, l'augmentation totale recommandée au chapitre 33 s'établirait ainsi à 266 000 dollars.

## Récapitulation

21. Compte tenu de ce qui précède, le Comité consultatif recommande de réduire d'un montant total de 274 000 dollars les demandes de crédits révisées présentées par le Secrétaire général A/C.5/1572. Le tableau ci-après récapitule les recommandations du Comité consultatif, par chapitres :

<u>Chapitre des dépenses</u>	<u>Crédits demandés par le Secrétaire général (A/C.5/1572)</u>	<u>Réduction recommandée par le Comité consultatif</u>	<u>Crédits supplé- mentaires recom- mandés par le Comité consul- tatif</u>
	(En dollars)		
2. Services relevant direc- tement du Secrétaire général .....	108 000	-	108 000
4. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité .....	117 000	-	117 000
5. Missions spéciales .....	1 787 000	-	1 787 000
6. Organes directeurs (acti- vités économiques et sociales) .....	296 000	40 000	256 000
9. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	(33 000)	-	(33 000)
16. Programme des Nations Unies pour l'environnement	421 000	50 000	371 000
27. Service de l'information	287 000	-	287 000
28. Administration, gestion et services généraux ....	1 418 000	156 000	1 262 000
29. Services de conférence .	219 000	10 000	209 000
33. Travaux de construction, transformation et amélio- ration des locaux et gros travaux d'entretien ..	284 000	18 000	266 000
34. Contributions du personnel	<u>429 000</u>	<u>-</u>	<u>429 000</u>
Total, chapitres des dépenses ...	<u>5 333 000</u>	<u>274 000</u>	<u>5 059 000</u>
<b><u>Chapitres des recettes</u></b>			
1. Recettes provenant des contri- butions du personnel .	429 000	-	429 000
2. Recettes générales .....	(3 505 000)	-	(3 505 000)
3. Activités productrices de recettes .....	<u>265 000</u>	<u>-</u>	<u>265 000</u>
Total, chapitres des recettes ...	<u>(2 811 000)</u>	<u>-</u>	<u>(2 811 000)</u>

Trente-cinquième rapport

Incidences administratives et financières du projet de résolution présenté  
par la Deuxième Commission dans le document A/9403

(Point 105 de l'ordre du jour\*)

/Original : anglais/

/16 décembre 1973/

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'état des incidences administratives et financières (A/C.5/1589) que le Secrétaire général a présenté au sujet du projet de résolution (A/C.2/287, annexe) que le Conseil économique et social /résolution 1831 (LV)/ et la Deuxième Commission à sa 1585ème séance, le 12 décembre 1973 (A/9403, par. 5), ont recommandé à l'Assemblée générale d'adopter.
2. Aux termes du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée générale déciderait "de convoquer une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices des Nations Unies pendant environ deux semaines, en novembre 1974, à Rome".
3. Le Secrétaire général estime à 714 000 dollars les incidences financières d'une telle conférence mondiale de l'alimentation. A cet égard, le Comité consultatif note que la Conférence de la FAO, à sa dix-septième session, a autorisé le Directeur général à opérer sur le Fonds de roulement un prélèvement de 500 000 dollars au maximum pour couvrir les dépenses relatives à la préparation et au service de la conférence mondiale de l'alimentation qui est proposée 1/. Le Comité consultatif a appris que la moitié de ce montant serait nécessaire à la FAO pour

---

\* Convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

1/ Voir document E/5441 du 30 novembre 1973, par. 12.

financer la préparation des questions de fond que la conférence étudiera et que le reste pourrait être utilisé pour couvrir les dépenses concernant le service de la conférence. Compte tenu de la contribution de la FAO, les dépenses à imputer sur le budget de l'ONU s'élèveraient à un total de 464 000 dollars.

4. Le Secrétaire général indique (A/C.5/1589) que le coût de convocation de cette conférence a été calculé sur la base de ce qu'elle coûterait si elle se tenait à Genève et que le Gouvernement italien prendrait à sa charge, conformément à la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale, les dépenses supplémentaires qu'entraînerait la tenue de la conférence à Rome. Le Comité consultatif a appris que le gouvernement du pays hôte mettrait à la disposition de la conférence une grande salle pour les séances plénières qui ne peuvent se tenir dans les bâtiments de la FAO.

5. Au paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée générale "invite tous les organismes compétents des Nations Unies à collaborer étroitement à l'organisation de la Conférence...". Le Conseil d'administration de l'OIT a examiné la question à sa cent quatre-vingt-onzième session 2/. Le Comité consultatif a appris que l'on prévoyait que les institutions spécialisées, les commissions économiques régionales et d'autres organes contribueraient à la conférence; il n'est toutefois pas prévu que cette contribution revêtira la forme d'une participation aux frais de la conférence.

6. Le Secrétaire général répartit comme suit les dépenses imputables à la conférence (A/C.5/1589, par. 6) :

	<u>Dollars</u>
a) Conférence (services linguistiques et de documentation; frais de voyage du personnel) .....	131 000
b) Comité préparatoire (services linguistiques et de documentation, frais de voyage du personnel) .....	75 000
c) Secrétariat de la conférence .....	460 000
d) Préparation des questions de fond par le Département des affaires économiques et sociales et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement .....	48 000
	<u>714 000</u>

---

2/ Voir document E/5442 du 4 décembre 1973.

7. Les dépenses imputables au secrétariat de la conférence représenteraient donc les deux tiers du coût de la conférence. Le Comité consultatif désapprouve la pratique, de plus en plus fréquente, qui consiste à désigner des secrétaires généraux spéciaux pour des conférences ou réunions organisées par l'ONU, pratique qui, outre qu'elle augmente le coût de ces conférences et réunions, tend à entraîner la création de nouvelles bureaucraties. Le Comité consultatif note toutefois que, dans le cas présent, conformément aux dispositions du paragraphe 4 du projet de résolution, il faudrait nommer un secrétaire général de la conférence. Mais un secrétariat de la conférence composé de 19 fonctionnaires n'est guère conforme à la directive énoncée dans ce paragraphe, à savoir qu'il faudrait "constituer un petit secrétariat de la conférence en mettant à profit en particulier les connaissances spécialisées et la compétence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et d'autres organismes compétents des Nations Unies".

8. Le Comité consultatif a appris que l'on a calculé le coût du secrétariat de la conférence en presumant que tous les postes seraient pourvus au 1er janvier 1974. Le Comité consultatif ne pense pas que le recrutement puisse être opéré dans les deux semaines qui s'écouleront entre l'adoption du projet de résolution et le 1er janvier. Il recommande donc d'appliquer au coût de ces postes un abattement de 20 p. 100 au titre des délais de recrutement, réduisant ainsi de 76 000 dollars le crédit demandé, pour le ramener de 380 000 à 304 000 dollars.

9. Le Comité consultatif estime, en outre, que l'importance des crédits demandés pour des consultants (20 000 dollars pour le secrétariat de la conférence et 45 000 dollars pour le Département des affaires économiques et sociales) n'est pas conforme au projet de résolution. Le Comité partage l'opinion, implicite dans le paragraphe 4 du projet de résolution, selon laquelle la FAO, l'ONU et la CNUCED disposent à elles trois des connaissances spécialisées nécessaires à la préparation et à la tenue de la conférence mondiale de l'alimentation. Il estime que ces ressources devraient être exploitées au maximum.

10. Le Comité recommande en conséquence de réduire de 45 000 dollars le crédit demandé pour des consultants et de le ramener à 20 000 dollars (à répartir également entre le secrétariat de la conférence et le Département des affaires économiques et sociales) et recommande de n'engager de consultants que lorsqu'il faut faire appel à des connaissances techniques et à des compétences supérieures que les fonctionnaires des organisations précitées ne possèdent pas.

11. Le Comité consultatif recommande en outre de réduire le crédit demandé pour des activités d'information de 15 000 dollars pour le ramener à 10 000 dollars, grâce à un emploi plus poussé des ressources dont disposent la FAO et le Service de l'information, notamment le Centre d'information des Nations Unies à Rome.

12. Le crédit demandé par le Secrétaire général comprend un montant de 3 000 dollars à inscrire au chapitre 14 pour les frais de voyage du personnel de la CNUCED. Le Comité consultatif recommande que ces dépenses soient couvertes au moyen des crédits approuvés pour ce chapitre en première lecture.

13. Le Comité consultatif a appris que deux des trois sessions du Comité préparatoire (dont on prévoit actuellement qu'elles se tiendront à New York et à Genève) pourraient avoir lieu à Rome, auquel cas, la FAO pourrait être en mesure de prendre à sa charge une partie du coût de la documentation et des services d'interprétation. Le Comité consultatif espère qu'il sera possible de réaliser des économies de cette nature, mais il ne recommande pas de réduction des crédits demandés à ce titre.

14. Aux paragraphes 8, 10, 11 et 12 ci-dessus, le Comité consultatif recommande des réductions qui s'élèvent au total à 139 000 dollars. La réduction des contributions du personnel qui en résulterait serait de 12 000 dollars.

15. Dans ces conditions, le Comité consultatif recommande que la Cinquième Commission informe l'Assemblée générale que, si elle adopte le projet de résolution recommandé par la Deuxième Commission (A/9403, par. 5), il faudrait prévoir des crédits supplémentaires dont les montants sont indiqués ci-après au budget-programme pour la période biennale 1974-1975 :

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Chapitre 6</u> : Organes directeurs (activités économiques et sociales) .....	565 000	-
A déduire : contributions envisagées par la FAO .....	(250 000)	315 000
<u>Chapitre 7</u> : Département des affaires économiques et sociales .....		10 000
<u>Chapitre 34</u> : Contributions du personnel .....		45 000
<u>Chapitre premier des recettes</u> .....		(45 000)
TOTAL (net) ...		<u>325 000</u>

-----



---

### كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

#### 如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

#### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---